

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LES OCCUPATIONS D'USINES EN ITALIE ET EN FRANCE

(1920-1936)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

PROUTEAU Henri

Né le 6 Août 1913, à Limoges

Président : M. Willam OUALID,

Suffragants

MM. LESCURE.

BAUDIN.

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

PARIS (5^e)

—
1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546315_0059

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A CELLE QUI FUT POUR MOI UNE MÈRE

**Les Occupations d'Usines en Italie
et en France
(1920-1936)**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES OCCUPATIONS D'USINES EN ITALIE ET EN FRANCE

(1920-1936)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Décembre 1937, à 14 heures

PAR

PROUTEAU Henri

Né le 6 Août 1913, à Limoges

Président : M. Willam OUALID,

Suffragants

MM. LESCURE.

BAUDIN.

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

PARIS (5^e)

—
1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	17

PREMIERE PARTIE

Les Occupations d'Usines en Italie (septembre 1920)

CHAPITRE I. — <i>Les Origines et les Causes psychologiques du conflit</i>	21
CHAPITRE II. — <i>La genèse du conflit</i>	31
I. — La situation politique de l'Italie à la fin de la guerre	31
II. — Le prélude aux occupations	33
CHAPITRE III. — <i>Le processus du conflit</i>	47
I. — Les pourparlers	47
II. — L'occupation des usines et ses caractères	55
III. — Les négociations	61
IV. — Le règlement du conflit	70
CHAPITRE IV. — <i>Considérations</i>	75
I. — Nature des occupations	75
II. — Quelques problèmes posés par les faits	82
Conclusions	84

DEUXIÈME PARTIE

Les Occupations d'Usines en France (1936)

I. — L'occupation des usines en Europe de 1920 à 1936.	91
II. — Plan adopté	93
CHAPITRE V. — <i>Le mouvement de grèves de juin 1936</i>	95
I. — La situation politique de la France en mai 1936.	95
II. — La situation économique	101
III. — Le mouvement d'occupation	106
IV. — Le processus diplomatique du conflit	117
CHAPITRE VI. — <i>La technique et le caractère des grèves françaises</i>	133
I. — La tactique du déclenchement	133
II. — Le caractère des occupations	139
III. — L'attitude des Pouvoirs publics et des diverses organisations	150
CHAPITRE VII. — <i>Recherche sommaire des causes du mouvement</i>	171
I. — Les thèses fantaisistes	172
II. — Les thèses de l'agitation communiste	175
III. — Les thèses de la génération spontanée de l'explosion psychologique et de l'action directe	185
IV. — Tentative d'explication des grèves de juin	187
CHAPITRE VIII. — <i>Considérations</i>	201
I. — Le bilan économique	201
II. — Le point de vue juridique	222
CONCLUSION	239

BIBLIOGRAPHIE

I. — OCCUPATIONS ITALIENNES

A

Ivanoe BONOMI. — Du Socialisme au Fascisme. — Spes 1924.

B. BUOZZI et Fr. NITTI. — Fascisme et Syndicalisme. — Valois 1932.

Fr. CAMBO. — Autour du fascisme italien. — Plon 1925.

Palme DUTT. — Fascisme et Révolution. — E.S.I. 1936. Traduit de l'anglais par René Hilsum.

GERMANETTO. — Souvenirs d'un perruquier. 25 années de lutte d'un révolutionnaire italien. — Bureau d'Edition 1931.

GORGOLINI. — Le Fascisme. Préface de Mussolini. — Paris 1923.

L. HAUTECŒUR. — L'agitation des ouvriers métallurgistes en Italie. — Société d'études et d'informations économiques, 1920.

Jean HUSSAR. — Du Parti à l'Etat. — Rodstein, 1935.

P. LOMBARD. — Ce qu'il faut connaître du Fascisme. — Boivin 1926.

Henry MASSOUL. — La leçon de Mussolini. Comment meurt une démocratie, comment naît une dictature. — Mercure de France, 1934.

Pietro NENNI. — Six ans de guerre civile en Italie. — Valois, 1930.

FR. NITTI. — Bolchevisme, Fascisme et Démocratie. — Edition du Progrès civique, 1926.

Marcel OUESSANT. — La révolution des chemises noires. — Plon, 1935.

Maurice PERNOT. — L'expérience italienne. — Grasset, 1924.

Egidio RÉALE. — L'Italie. — Delagrave, 1934.

M. ROCCA. — Le fascisme et l'antifascisme en Italie. — Alcan, 1930.

Domenico RUSSO. — Mussolini et le fascisme. — Plon, 1923.

Gaetano SALVEMINI. — Mussolini diplomate. — Grasset, 1932.

Margh. SARFATTI. — Mussolini, l'homme, le chef. — Paris, 1927.

Comte SFORZA. — Les Bâisseurs de l'Europe moderne. — Gallimard, 1931.

— Dictateurs et dictatures de l'après-guerre. — Gallimard, 1931.

Don L. STURZO. — L'Italie et le Fascisme. — Alcan, 1930.

Silvio TRENTIN. — L'aventure italienne. Légendes et réalités. — Paris, 1928.

Luigi VILLARI. — La guerre civile en Italie de 1919 à 1922. —
— Centre International d'études sur le fascisme, 1928.

Gioachino VOLPE. — Comment le Fascisme naquit et s'imposa en Italie. — C.I.N.E.F., 1928.

H. de VRIES de HECKELINGEN. — Le Fascisme et ses résultats. — Société d'Éditions, Bruxelles, 1927.

B

L'Avanti. — Numéros d'août-septembre 1920.

Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes. — Qu'est-ce que le fascisme ? — Brochure, 1935.

Corriera della Sera, n° 7, août 1919. — Juillet-août-septembre 1920.

Critica sociale. — 24 novembre 1919, 26-27 septembre 1920.

Daily Express. — 20 septembre 1920.

Giornale del Popolo. — Septembre 1920.

Le Matin. — 8 septembre 1920.

Popolo d'Italia. — En particulier, numéros du 6 avril et 28 septembre 1920, 12 février 1922.

La Renaissance Politique. — 5 juin 1920. Article de M. L. HAUTECŒUR : « L'agitation politique en Italie ».

La Revue Communiste. — Juillet-août-septembre 1920.

Umanita nuova. — 22-23 septembre 1920.

La Vie des Peuples. — 20 juin 1920. Article de M. L. HAUTECŒUR sur « Les Conseils d'usines en Italie ».

Autres journaux : le *Sole*, le *Tempo*, etc...

II. — OCCUPATIONS FRANÇAISES ET DIVERSES

A. — Journaux consultés (mai à décembre 1936)

Le Temps, le Journal des Débats, le Journal, la République, l'Œuvre, l'Intransigeant, le Populaire, l'Humanité, le Peuple, etc...

B. — Périodiques et Revues

L'Activité Economique, le Bulletin Fiduciaire, le Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations économiques, le Bulletin de la Statistique Générale de la France, la Chronologie Economique internationale, le Correspondant, la Correspondance Syndicale Internationale, les Dossiers de l'Action Populaire, Etudes, Europe, la

Gazette Agricole, la Gazette du Palais, Paru en Amérique, Politique, la Revue des Deux Mondes, la Revue Internationale du Travail, la Revue de Paris, la Revue Politique et Parlementaire, la Révolution Prolétarienne, l'Usine, Vendredi, la Vie Intellectuelle, la Vie Judiciaire, la Vie Ouvrière, la Revue du Droit Public et de la Science Politique, etc...

C. — *Principaux articles et ouvrages.*

- L. ARCHIMBAUD. — Les conflits du travail et le problème de l'autorité. — *L'Œuvre*, 1936.
- Jacques BARDOUX. — Le complot du 12 juin. — *Revue de Paris*, 15 août 1936.
- Les Soviets contre la France. Quel jour éclatera la révolution communiste. — Brochure, Flammarion 1936.
- René BELIN. — Réflexions sur les grèves ouvrières. — *Vendredi*, septembre 1936.
- Edouard BERTH. — La nouvelle tactique syndicaliste. L'occupation des usines. — *Révolution Prolétarienne*, 10 novembre 1936.
- P. BIASCA. — La grève sur le tas et ses conséquences juridiques. — *Gazette du Palais*, 7 août 1937.
- M^e Nelly-Gaston BLOCH. — Occupations d'usines. — *Vie judiciaire*, 30 août 1936.
- BRACKE. — Droit d'hier et droit d'aujourd'hui. — *Le Populaire*, 18 décembre 1936.
- Albert BUISSON. — L'occupation des usines et le Droit français. — *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1936.
- Mallory BROWNE. — Léon Blum. Christian Science Monitor. — Dans *Paru en Amérique*. Publié par le Centre d'Etudes de Politique étrangère, juin 1937.
- Bulletin Fiduciaire*. — Les occupations d'usines. Conséquences juridiques, janvier 1937.

- M. CHAMBELLAN. — Les délégués d'atelier. Leur rôle, leur avenir, le contrôle ouvrier. — *Rev. Prol.*, 10 décembre 1936.
- Jacques CLAUDE. — Comment s'explique la violence du conflit entre la Général Motors et ses ouvriers. — *Journal*, 7 février 1937.
- Henri CLERC. — S'emparer des usines ? Et après ? — *L'Œuvre*, 8 mai 1937.
- J. F. COMPEYROT. — Prélude à la XVI^{me} législature. — *R. Pol. et Parl.*, 1^{er} juillet 1936.
- Jean COUTROT. — Les leçons de juin 1936. — *L'Humanisme Economique*. Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques, 1936.
- Albert CROQUEZ. — Les Occupations d'usines. Leurs conséquences juridiques. — Sirey, 1936.
- P. M. D. — De l'accord Matignon au désaccord Matignon. — *Le Correspondant*, 10 décembre 1936.
- C. DELSOL. — Les Travailleurs ont conquis le droit de grève sur le tas. — *Rev. Prol.*, 25 juillet 1936.
- Dossiers de l'A. P.* — Petite histoire des grèves sur le tas. — 10 juillet 1936.
- Après les grèves. — 25 septembre 1936.
- Propos de grèves. — 25 juillet 1936.
- A la lumière des grèves récentes. — 10 juillet 1936.
- J. DURET. — Depuis juin, le rendement a-t-il baissé dans les usines ? — *Trib. des Fonct.*, 9 janvier 1937.
- X.X.X. — Les conflits de juin. — *Etudes*, 5 décembre 1936.
- J. P. FINODORI. — Vive la grève. — *Rev. Prol.*, 10 juin 1936.
- Suz. GALLOIS. — La vie et la grève des ouvriers métallistes. — *R. P.*, 10 juin 1936.
- Gazette Agricole*. — L'incident de Toury. Un avertissement des masses paysannes. — Novembre 1936.

- C. J. GIGNOUX. — Patrons, soyez des patrons. — Brochure, Flammarion, 1937.
- Fr. GOYET. — Précis de Droit Pénal Spécial. — Sirey, 1933.
- Henri GUITTON. — Les Grèves. Désordres et ordre nouveau. — *Vie Intellectuelle*, 25 juin 1936.
- Claude HOCHÉ. — La responsabilité de l'Etat et des Communes dans les grèves d'occupation. — Sirey 1937.
- André JACK. — La grève sur le tas devant la loi. — *Europe*, 15 mars 1937.
- Gaston JÈZE. — Responsabilité de l'Administration pour la réparation des dommages causés par le refus de l'administration de prêter le concours de la force publique pour faire cesser l'occupation des usines par les ouvriers grévistes et par d'autres personnes non employées dans l'usine. — *Revue du Droit Public et de la Science Politique*, 3^{me} trimestre 1936.
- Léon JOUHAUX. — La C. G. T. — *N. R. F.*, 1937.
- Jean LECOURBE. — La stratégie révolutionnaire. — *L'Usine*, 11 juin 1936.
- G. LÉFRANC. — Histoire du mouvement syndical français. — Librairie Syndicale, 1937.
- M^e Edmond LASKINE. — Les occupations d'usines devant la loi. — *Vie judiciaire*, 20 juillet 1936.
- M^e Albert LETELLIER. — Grèves sur le tas. Occupations et séquestrations. — *Vie Judiciaire*, 10 juillet 1936.
- Robert MARJOLIN. — Chronologie économique internationale. — Sirey, 1936.
- Raymond MILLET. — Le Communisme, ou quoi ? — Grasset, 1936.
- Pierre MONATTE. — La classe ouvrière reprend confiance en elle. — *R. P.*, 10 juillet 1937.

- G. MONMOUSSEAU. — Aux mises en garde, critiques et condamnations, les événements ont répondu. — *Correspondance Syndicale Internationale*, 12 juin 1936.
- André MORILLOT, Emmanuel MORAND, Paul COROZE. — Les occupations d'usines et leurs conséquences juridiques. — Société E.I.E., novembre 1936.
- Paul PIC. — Autour de la loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives du travail. — *Revue Politique et Parlementaire*, 10 septembre 1936.
- Politique*. — Une industrie sous le régime Matignon. — Octobre 1936.
- André PAL. — Troubles dans l'industrie américaine. Les origines d'un conflit qui marquent une étape importante dans la lutte sociale. — *Intransigeant*, 14 janvier 1937.
- P. S. F. — Une mystique. Un programme. — Brochure, Paris 1936.
- H. du PASSAGE. — Les occupations d'usines et les grèves sur le tas. — *Etudes*, 5 septembre 1936.
- Maurice PINOT. — La semaine de 40 heures, le chômage et les prix. — Sté Et. I. E., 1936.
- Gaëtan PIROU. — L'aspect judiciaire des occupations d'usines. — *L'Œuvre*, 11 octobre 1937.
- P. de PRESSAC. — Chronique Politique. — *Revue Politique et Parlementaire*, juillet-septembre 1936.
- X. X. X. — Histoire d'une crise politique. Le glissement de l'Etat. Une tentative révolutionnaire. — *Revue des Deux Mondes*, 15 juillet 1936.
- Charles H. ROWELL. — Que va-t-il advenir de la France ? — *San Frisco Chronicle*. Paru en Amérique, 1936.
- René THÉRY. — Un an d'audaces et de contradictions. 5 juin 1936-juin 1937. — Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1937.

Vie Ouvrière. — Naissance d'une nouvelle forme de grève. Les premiers enseignements de la grève sur place en France. — 5 juin 1936.

X. X. X. — L'expérience Blum. Un an de Front Populaire. — Editions du Sagittaire, 1937.

TROUBST le HOUX. — L'arrêt d'une Révolution. — Publié par la Société Générale des Cires Françaises, Montluçon, 1936.

D. — *Jurisprudence*
en matière d'occupations d'usines

Trib. Valenciennes, 13 juin 1936. — *Gaz. Palais*, 2 juillet 1936.

Trib. Lyon, 29 juin 1936. — *Gaz. Palais*, 24 juillet 1936.

Trib. Pau, 9 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 24 juillet 1936.

Trib. Corr. Bordeaux, 11 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 6 août 1936.

Trib. Château-Thierry, 11 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 24 juillet 1936.

Trib. Rouen, 16 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 24 juillet 1936.

Trib. Douai, 17 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 10 août 1936.

Trib. Seine, 21 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 14 août 1936.

Trib. Paix d'Aubervilliers, 28 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 1936-2-286.

Trib. Paix Paris-XI^{me}, 29 juillet 1936. — *Gaz. Palais*, 4 octobre 1936.

Trib. Douai, 6 octobre 1936. — *Gaz. Palais*, 1936-11-484.

Trib. Périgueux, 20 novembre 1936. — *Bâtiments Travaux Publics de l'Est*, 30 décembre 1936.

Trib. Riom, 12 novembre 1936. — *L'Avenir du Plateau Central*.

INTRODUCTION

Lorsque, dans les derniers jours de mai 1936, les grèves avec occupation se sont étendues sur la France, on a cherché des précédents. C'est à l'Italie de 1920 que l'on a généralement pensé.

En apparence, la ressemblance entre les deux mouvements est suffisante pour autoriser un tel rapprochement ; en réalité les grèves italiennes et françaises n'ont de commun que leur ampleur et leur formidable extension. Et il aurait été possible de trouver aux occupations d'usines de 1936 des précédents moins lointains, car depuis 1931, cette technique des grèves, improprement qualifiée de nouvelle, a fait le tour de la plupart des pays européens, mais avec un caractère local et limité à une industrie, parfois même à une seule entreprise.

L'étude du mouvement italien de 1920 est assez difficile à poursuivre. Il y a d'abord le choix des sources. Faire un tri dans l'abondante littérature du préfascisme est une opération délicate à bien des égards : il convient particulièrement en une telle matière, de contrôler soigneusement la tendance de l'informateur. Il faut aussi puiser dans des auteurs d'opinions assez variées, pour que les appréciations tendancieuses et de sens contraire se détruisent. Il faut enfin se méfier de certaines affirmations acceptées partout comme des dogmes incontrô-

lés : celle par exemple qui prétend que les occupations d'usines en Italie ont été la cause directe du fascisme.

Il est néanmoins important d'aborder l'étude des occupations en France sans avoir le souci d'établir un parallèle. La chose n'est pas aisée. Bien souvent s'est imposée à nous la similitude de certains faits dans l'un et l'autre pays, et d'autre part, on a beaucoup parlé des occupations italiennes à propos des occupations de 1936. On a donc quelque mal à s'affranchir de certains préjugés communs et aussi à oublier la proximité, voire même l'actualité des faits.

C'est précisément par l'examen des faits que doit commencer une telle étude. C'est la partie la plus commode, la plus indiscutable. Nous avons tâché de tirer de ces faits une explication rationnelle, tout en ne nous dissimulant pas, qu'il y en a plusieurs de possibles.

PREMIERE PARTIE

**LES OCCUPATIONS D'USINES
EN ITALIE
(SEPTEMBRE 1920)**

CHAPITRE I

LES ORIGINES ET LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES DU CONFLIT

La Révolution russe a inauguré la tactique de l'occupation des usines pour réaliser son programme et celà n'a pas été sans faire quelque bruit à l'étranger. La Hongrie, la Bavière ont connu elles aussi la Révolution à la même époque, et l'Italie a failli suivre cet exemple peu après.

Le comte SFORZA, ancien ministre des affaires étrangères dans le dernier cabinet GIOLITTI, remarque avec raison que la crise sociale de 1920 n'est pas spéciale à l'Italie : l'Angleterre, la France, et presque tous les pays ayant participé à la guerre ont connu des troubles intérieurs après la signature des traités de paix. Ils n'ont pu souvent y faire face que grâce à leur maturité politique et à leur forte position économique. Si l'Italie a été plus longuement et plus fortement ébranlée, cela tient à des causes que nous allons tâcher de présenter en toute objectivité.

.

Et d'abord cette constatation : l'unité italienne est

chose relativement récente. Elle est l'œuvre d'une minorité intellectuelle. Il y a eu un fossé profond entre les classes politiques et les masses populaires (1). Cela tenait à la pratique du suffrage restreint. Lorsqu'en 1913, M. GIOLITTI institua le suffrage universel, les masses ouvrières manquaient absolument d'expérience politique.

Nul ne peut nier pourtant l'œuvre immense accomplie par la démocratie italienne dans les dernières années du XIX^{me} siècle et les premières années du XX^{me}. Un pays qui n'a été jusque là qu'une « expression géographique » s'ouvre à l'industrie moderne. Les établissements métallurgiques qui, en 1876, étaient au nombre de 9.000 avec 188.000 ouvriers, passent en 1911 à 244.000 avec 2.330.000 ouvriers. « La longueur des voies de chemin de fer passe de 1.758 km. en 1860 à 7.438 km. en 1876 et à 17.649 km. en 1913 » (2). L'Italie est donc pratiquement un pays neuf : neuf dans la politique, neuf dans le développement industriel, nouveau dans le concert des grandes nations mondiales. Une pareille croissance ne va pas sans heurts et sans difficultés, dans un pays dont des parties comme le Nord et le Midi sont si absolument dissemblables dans leur mode de vie et leur mentalité. En 1914, alors que la plupart des grandes puissances ont déjà derrière elles un passé économique brillant et se mesurent âprement sur les marchés extérieurs, l'Italie s'organise, comble son retard avec un courage exemplaire, s'initie rapidement aux nécessités de la vie moderne dont elle s'est tenue jusque là à l'écart. Et ce n'est pas seulement sur le terrain éco-

(1) Domenico RUSSO. — *Mussolini et le fascisme*. — Plon, 1923.

(2) Egidio RÉALE. — *L'Italie*. — Delagrave, 1934.

nomique que l'on peut noter des progrès. La mortalité qui était de 30 % en 1872, tombe à 18 % en 1913. La proportion d'illettrés qui était de 69 % en 1871 n'est plus que de 37,6 %, chiffre considérable encore il est vrai, en 1911.

Une œuvre gigantesque s'accomplit donc à la veille de la guerre, et ceci dans le cadre parlementaire et démocratique. Des hommes politiques comme GIOLITTI réussissent à donner à l'Italie, de l'aveu même des classes conservatrices les plus âpres, « une période d'admirable prospérité économique et sociale » (1). Dans le même temps les ouvriers italiens se groupent politiquement et le parti socialiste prend une importance croissante. Les syndicats se développent, particulièrement au Nord de l'Italie, dans la région industrielle. Les coopératives urbaines et agricoles contribuent à donner aux masses jusqu'ici inorganisées, le sens de ce qu'elles peuvent faire par elles-mêmes, et le sentiment d'une dignité qui leur avait manqué jusque là.

**

Il faut remarquer que l'intervention de l'Italie dans la guerre de 1914 fut l'œuvre d'une minorité patriote. Elle eut lieu après des marchandages diplomatiques interminables et ne fut pas comprise de la nation. Alors que certains voyaient dans l'entrée en guerre un moyen d'échapper enfin à l'emprise de l'Autriche, l'ennemie de toujours, la grande masse du pays, hostile à toute intervention, résistait à toutes les sollicitations. Le parti

(1) Comte SFORZA. — *Les Bâisseurs de l'Europe Moderne*. — Gallimard 1931.

socialiste en particulier se distinguait par la vigueur de sa campagne de neutralité. Son organe, le quotidien *Avanti*, avait pour directeur Benito MUSSOLINI, « socialiste révolutionnaire antipatriote à la Gustave Hervé d'antan ». Le 8 septembre 1914, MUSSOLINI écrivait que « le prolétariat » ne devait pas se laisser entraîner dans la « guerre capitaliste » ; au lieu de s'embourber dans la soi-disant défense de la patrie, il devait prendre avantage de la crise de la société capitaliste, prophétisée par MARX, pour déclencher la révolution sociale. « C'est notre droit et notre devoir de soulever les classes travailleuses contre ce qui se passe actuellement » (1).

Les classes travailleuses n'avaient pas les mêmes raisons que MUSSOLINI d'accepter, sans transition aucune, la prose de son nouveau journal, le *Popolo d'Italia*, qui exaltait dès le mois d'octobre 1914, « la guerre libératrice », l'émancipation des peuples opprimés et la solidarité européenne.

Si le peuple italien entra en guerre, ce fut donc sans enthousiasme, avec une sourde rancœur. Le parti socialiste ne mena pas la campagne défaitiste qu'on a voulu lui attribuer : on le vit au contraire organiser des œuvres de secours aux blessés et réfugiés avec l'aide des syndicats et des coopératives. Mais il est évident que ses propres troupes manquaient de la foi patriotique qui animait au même moment les autres belligérants. Loin de resserrer l'unité nationale comme cela se fit ailleurs, la guerre exaspéra en Italie les divergences existantes et fut pour ce pays « un creuset infernal d'anarchie » (2).

(1) *Avanti*, 8 Septembre 1914. Dans *Salvemini, Mussolini diplomate*. — Grasset 1932.

(2) Domenico RUSSO. — *Mussolini et le Fascisme*. Plon 1923, p. 10.

A côté de ce facteur de division, nous en voyons apparaître d'autres, dont les effets seront d'une grande portée ultérieurement : la désertion des campagnes, par exemple, et l'embrigadement massif, dans la grosse industrie, des paysans misérables et accessibles à toute propagande.

« Les nécessités de la guerre », écrit M. Rocca, ancien député au Parlement italien, « en un pays comme l'Italie, avaient forcé ses industries à un développement soudain et considérable, pour fournir les armes et les munitions, et ce développement n'était possible qu'en faisant appel à de larges masses de la campagne. Attirés par l'espoir de travailler dans une usine au lieu d'aller au front, des dizaines de milliers de paysans s'improvisèrent manœuvres, ouvriers conduisant des tours et des fraises, voire des mécaniciens... phénomène qui ne s'avère jamais sans amener un profond déséquilibre moral... » (1).

Les conditions se trouvaient donc réunies d'une propagande révolutionnaire ardente et efficace. Celle-ci s'accrut dangereusement après la Révolution russe. Les usines aux ouvriers, la terre aux paysans, tel était l'avenir que l'on promettait à tous pendant la guerre, aussi bien sur le front qu'à l'intérieur du pays (2). Et cette propagande pouvait et devait réussir dans des pays tels que la Russie et l'Italie, du fait de l'absence de maturité politique que nous avons signalée déjà.

Il faut noter aussi que la politique menée par les puissances alliées à l'égard de la Russie était bien faite pour fortifier les ouvriers italiens dans leurs illusions.

(1) M. ROCCA. — *Le Fascisme et l'Antifascisme en Italie*. Alcan 1930..

(2) Maurice PERNOT. — *L'expérience italienne*. — Grasset 1924, p. 102..

Au lieu de laisser l'expérience bolcheviste se développer d'elle-même, aux yeux de tous, une sorte de « cordon sanitaire », selon l'expression du Comte SFORZA, était créé autour de la « pestiférée ». Il est évident que dès lors aucune créance ne pouvait être accordée aux campagnes de dénigrement systématique dont ce pays faisait l'objet. Le mythe russe s'en trouvait au contraire renforcé.

« Vraie ou non, elle est symbolique, l'histoire de ces paysans des Pouilles et de Sicile qui, parmi leurs médailles bénites, portaient celles de San Lénino, le saint qui partage les terres » (1).

Et aussi :

« Pour les anciens combattants italiens, paysans pour la plupart, à qui dans la tranchée, officiers et propagandistes attitrés avaient promis « la terre », qui est le rêve naturel des paysans, l'exemple russe signifiait non pas le communisme, mais juste le contraire : cet exemple leur disait que les serfs étaient devenus les maîtres de leurs champs » (2).

Les syndicalistes BUOZZI et NITTI notent également ce fait symptomatique que « dans tous les cas d'occupation de terre, on trouve les associations d'anciens combattants » (3).

La fin de la guerre ne vint pas apporter à l'Italie le calme que l'on aurait pu en escompter. Cette victoire qui venait couronner une guerre que la majorité n'avait acceptée qu'à contre-cœur, on eut le sentiment qu'elle

(1) Jacques BAINVILLE. — Préface au « *Fascisme* », de Gorgolini. — Paris, 1923.

(2) Comte SFORZA. — *Dictateurs et Dictatures de l'après-guerre*. — Gallimard 1931.

(3) BUOZZI et NITTI. — *Fascisme et Syndicalisme*. — Valois, 1932.

avait été sabotée. L'Italie était loin d'en retirer tout ce qu'elle avait espéré. Le pays s'émut. C'est l'époque du coup de théâtre Orlando, le 23 avril 1919. Le négociateur italien ayant quitté précipitamment la Conférence de la Paix, des manifestations délirantes eurent lieu le 26 à Rome. Le mécontentement des nationalistes allait provoquer l'équipée « Dannunzienne » à Fiume. La déception dans la masse du pays amena aux extrémistes des partis de gauche, une sympathie d'autant plus grande que leurs prévisions se trouvaient confirmées. Même au plus fort de la guerre, ils avaient prêché la non-intervention. Maintenant, ils paraissaient avoir raison et le proclamaient bruyamment. Le parti socialiste italien, composé d'hommes de valeur, pondérés et réformistes, se trouva flanqué malgré lui d'une aile marchande révolutionnaire et turbulente qui allait modifier radicalement sa ligne.

Déjà donc apparaît la dualité entre les éléments du pays, dualité accentuée par un fait en apparence insignifiant : la création, les 21-23 mars 1919, du premier Fascio di Combattimento, dans une maison de la place San Sépulero, à Milan.

**

La démobilisation ne fit qu'accroître les troubles existants. En effet, beaucoup d'ouvriers, à leur retour du front, trouvèrent leur place prise à l'atelier. Et ceux qui purent se remettre au travail eurent un rendement inférieur à celui des ouvriers qui n'avaient pas quitté l'usine. Il en résulta de choquantes inégalités de salai-

res, aggravées par ce fait que les anciens combattants avaient conservé leur « mentalité de tranchées » (1) et considéraient sans bienveillance ceux qui étaient restés à l'arrière.

« Mobilisés sur place ou ramenés du front, les ouvriers devinrent les témoins dangereux des bénéfices scandaleux que les fournisseurs de guerre et leurs associés de toutes catégories y réalisaient » (2). Aucune des larges promesses faites n'avait été tenue. Plus d'un ancien combattant était amené à comparer son sort misérable à cette nouvelle richesse qui « s'étalait avec l'impudence du vice » (3).

La paix allait aussi poser d'autres problèmes. Jusque-là, les industriels qui travaillaient tous pour l'Etat avaient accepté d'un cœur léger les augmentations de salaires demandées par les syndicats. Lorsqu'il fallut passer de l'industrie de guerre à l'industrie de paix, il en fut différemment. Une grande partie de la production devint inutile, parce que sans objet. Des usines fermèrent et licencièrent leurs ouvriers qui vinrent grossir les rangs des mécontents. Les entreprises qui subsistèrent eurent à faire face à des demandes d'augmentations, provoquées par le renchérissement de la vie, qui n'était lui-même que la conséquence de cette période de transition, de la désorganisation des marchés intérieurs et extérieurs, et de la baisse du change. Ces augmentations de salaires n'étant plus supportées par l'Etat furent généralement refusées, ou tout au moins âprement discutées. Nous verrons que ce fut là la cause

(1) BUOZZI et NITTI. — *Fascisme et Syndicalisme*.

(2) Doménico RUSSO. — *Mussolini et le Fascisme*.

(3) Pietro NENNI. — *Six ans de guerre civile en Italie*. — Valois 1930.

directe des occupations d'usines. Les ouvriers veillant à ce que les indices des salaires suivissent les fluctuations du coût de la vie, et les patrons ne voulant pas en entendre parler, les années 1919-1920 sont marquées par une suite ininterrompue de grèves générales ou partielles : 21 millions de journées en 1919 ; 30 millions et demi, avec 2070 grèves, en 1920. Nous aurons à revenir sur cette période troublée qui précéda les occupations, et qui prend place logiquement ici dans les données psychologiques du problème. Il est intéressant de signaler que devant ces émeutes et ces grèves, le parti socialiste et les syndicats prêchèrent la modération. Le *Popolo d'Italia* au contraire se distinguait par son extrême virulence : « A la lanterne les affameurs du peuple », ou encore : « Il faut le peloton d'exécution pour les requins affameurs » (1).

Enfin, pour compléter ce tableau sommaire de la situation de l'Italie à la fin de la guerre, nous devons noter l'attitude des pouvoirs publics. On a parlé de carence et d'incapacité. Il semble plutôt qu'il y ait eu volonté réfléchie de s'abstenir dans tous les conflits sociaux, avec cette arrière pensée que les désordres étant dûs aux difficultés de toutes les crises de transition, ils disparaîtraient d'eux-mêmes avec le temps. Ce fut la politique d'un GIOLITTI, que l'on a qualifiée de machiavélique, et qui n'était pas d'un psychologue averti.

Ainsi, à la fin de la guerre, le mécontentement est général en Italie. La péninsule devient un vaste champ

(1) *Popolo d'Italia*, 16 Juin 1919. — Dans Silvio Trentin : *l'Aventure italienne*.

de bataille où se combattent des forces divergentes et acharnées. Et au cours de cette lutte, « les anciens combattants conquerront Fiume, les ouvriers conquerront les usines, les fascistes conquerront l'Etat » (1).

(1) P. LOMBARD. — *Ce qu'il faut connaître du Fascisme*. — Boivin 1926.

CHAPITRE II

LA GÉNÈSE DU CONFLIT

I. — LA SITUATION POLITIQUE DE L'ITALIE A LA FIN DE LA GUERRE

Quelle était la situation politique de l'Italie à la fin de la guerre ?

Plus que jamais les partis bourgeois étaient morcelés en une poussière de groupements vagues. Les gouvernements devaient manœuvrer avec une ruse infinie et une grande imagination pour obtenir, après des intrigues de couloirs et des tractations sans nombre, une majorité toujours précaire. MM. SONNINO, ORLANDO et NITTI avaient été les trois derniers Présidents du Conseil. Le 16 juin 1920, la situation commanda de rappeler l'honorable M. GIOLITTI, vieux routier du pouvoir et politicien d'une suprême habileté.

Les partis ouvriers, au contraire, se fortifiaient et s'organisaient en fonction de l'émiettement de leurs adversaires. Leur organisation était du reste un problème essentiel, car de 600.000 électeurs avant 1882, on était passé à 2 millions à cette date, puis à 5 millions en 1913, et enfin à 11 millions environ après la guerre

(1). Les documents nous manquent sur le nombre des ouvriers italiens vers cette époque. Il était en 1911 de 16.800.000. C'est un chiffre semblable que nous pourrions garder pour nous donner un ordre de grandeur approximatif, 54 % de ces ouvriers étant recensés dans l'agriculture et les pêcheries.

M. Palme DUTT (2) évalue à 60 % la proportion d'ouvriers que l'on peut classer dans le prolétariat véritable. Il ne donne du reste aucun critérium de son prolétariat, ce qui affaiblit un peu la portée de son appréciation.

Le Parti Socialiste recrute de plus en plus largement dans ces masses : 24.000 membres en 1910, 27.000 en 1912, 48.000 en 1914, 70.000 après la guerre.

Il s'affilie en mars 1919 à l'Internationale communiste et voit monter ses adhérents à plus de 100.000.

Dans une proportion moindre, monte à ses côtés le Parti Populaire, groupant les catholiques, jusque là tenus soigneusement en dehors des luttes politiques et jetés pour les besoins du moment dans la bataille. Ce parti se distingue par son homogénéité, son esprit nullement rétrograde et la combattivité de son chef : don Luigi STURZO.

Les élections du 16 novembre 1919 amenèrent à la Chambre, pour la première fois, avec 100 députés du P. P., un bloc compact de 156 socialistes, sur 508 députés. Mais ces socialistes sont divisés, grosso modo, en deux parties : une majorité réformiste, appuyée sur la Confédération Générale du Travail, et ayant pour leaders MM. d'ARAGONA et BALDESI, et une minorité extrê-

(1) P. LOMBARD. — *Ce qu'il faut connaître du Fascisme.*

(2) Palme DUTT. — *Fascisme et Révolution*, E. S. I.

miste, dite maximaliste, ayant à sa tête MM. GENNARI et BOMBACCI. C'est cette minorité qui a imposé l'adhésion à la III^me Internationale. Enfin l'organisation syndicale est la suivante. Quatre syndicats, ardents et combattifs, se rattachent aux divers groupements politiques. La C.G.T. d'abord, amie des socialistes, groupe en 1918 249.000 adhérents. L'année suivante, ce chiffre passe à 1.200.000.

L'U.I.T. (Union Italienne du Travail) est un groupement réformiste, le seul ayant été favorable à la guerre.

L'U.S.I. (Union Syndicale Italienne) est au contraire anarchisante et s'est distinguée par son non-interventionisme.

La C.I.T. (Confédération Italienne des Travailleurs) est l'organe catholique, allié du Parti Populaire. Des difficultés vont naître de cette multiplicité des syndicats au cours des négociations.

Les organisations patronales, au contraire, sont groupées dans un syndicat unique, la Confédération Générale de l'Industrie, ou C.G.I. Mais des divergences profondes existent chez les industriels comme chez les ouvriers.

II. — LE PRÉLUDE AUX OCCUPATIONS

Ayant ainsi tâché de définir la situation psychologique de l'Italie à la fin de la guerre et son climat politique, nous pouvons aborder le conflit objet de notre étude. Il y a deux phases : une agitation qui en est comme le prélude et que nous arrêterons tout arbitrairement à juin 1920, c'est-à-dire à la chute du cabinet NIT-

TI ; et une deuxième phase qui, commençant avec le Ministère GIOLITTI, comprendra l'occupation des usines et se terminera aux premiers jours d'octobre de la même année.

*
**

L'industrie italienne avait été des plus florissantes pendant toute la guerre. La nécessité de la défense nationale, l'immense consommation de quatre années, les commandes de l'Etat, qui payait sans compter, avaient amené dans la péninsule une floraison d'usines de toutes sortes.

En réalité, l'Italie n'avait aucune des ressources naturelles qui font le succès des grands pays industriels : on sait qu'elle n'a pas de charbon et qu'elle est dépourvue de minerais. L'industrie italienne, importatrice, ne se maintenait, dans des conditions normales, que grâce au prix extrêmement bas de sa main-d'œuvre. Ce bon marché d'un des éléments essentiels du prix de revient, permettait même à l'Italie d'exporter et de concurrencer sur le marché mondial, les produits originaires des pays plus favorisés, mais où le standard de vie de l'ouvrier était plus élevé. La hausse du coût de la vie et l'agitation ouvrière pendant la guerre avaient amené une hausse des salaires. Cette hausse avait été supportée par l'Etat, acheteur unique, et n'avait pas empêché la prospérité des entreprises. C'est ainsi que, le 20 avril 1918, l'*Avanti* pouvait citer des sociétés ayant réalisé des bénéfices égaux à 225-110-80 % du capital investi (1). Dans le même temps, les

(1) L. HAUTCEUR. — *L'agitation des ouvriers métallurgistes en Italie*, page 5.

actionnaires touchaient des actions supplémentaires et des sociétés procédaient à des augmentations du capital social. Le tout était bruyamment claironné dans les journaux, ce qui laissait supposer l'importance des bénéfices réalisés. Des capitaux jusque là inactifs s'investissaient donc à cette époque dans de nouvelles entreprises, alléchés par la marge de profit et insoucieux du danger qu'ils allaient courir. C'est qu'en effet, la guerre étant finie, il fallait prévoir plusieurs choses :

Il fallait prévoir tout d'abord que certaines productions, celles relatives notamment aux armements, allaient retomber à zéro, ou presque. Or, c'étaient là les plus prospères.

Il fallait envisager d'autre part le passage à l'industrie de paix, et la situation du marché. L'Etat n'achetant plus, la concurrence étrangère allait jouer et les salaires n'étaient plus assez bas pour pouvoir permettre la lutte. La marge de profit diminuait d'autant, les augmentations consenties retombant maintenant sur les patrons. Enfin la classe patronale de cette époque était dépourvue de toute compétence, dans son immense majorité. A côté des entreprises sérieuses qui existaient avant la guerre, s'étaient créées d'autres affaires, incapables de surmonter les premières difficultés. Le premier venu avait pu s'improviser industriel et commerçant lorsque l'Etat achetait tout au plus haut prix. La guerre finie, ce fut autre chose.

Done, au moment où la disparition de certaines entreprises, vivant artificiellement en quelque sorte, s'imposait, un grand nombre d'entre elles s'agrandissaient, et d'autres se créaient à leurs côtés. Une crise était inévitable, dans de telles conditions. Elle était d'autant

plus inévitable que les prix ne cessaient de monter sous l'influence de l'acteurs déjà signalés : nécessité d'importer le fer et le charbon, baisse du change, baisse de la production. Dans un espace de temps très court, de 1919 à 1921, les prix passèrent du simple au double.

Les ouvriers, pour maintenir leur pouvoir d'achat, devaient demander sans cesse des augmentations de salaires par l'intermédiaire de leurs quatre syndicats : la C.G.T., l'U.S., l'U.I.T., et la C.I.T.

Le patronat savait qu'il ne pouvait refuser ces augmentations et il ne fit de difficultés que pour la forme.

C'est ainsi qu'intervint, le 20 février 1919, un contrat collectif entre la Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes (F.I.O.M.), rattachée à la C.G.T., et les diverses sociétés métallurgiques.

Ce contrat collectif était assez avantageux pour la classe ouvrière : les salaires de base étaient réglés, la semaine de 48 heures instituée (avec possibilité d'heures supplémentaires rétribuées à part). Enfin, pour que le contrat soit loyalement exécuté, il était établi dans chaque usine une *Commission intérieure*, dont nous aurons à reparler plus longuement.

Mais la production diminuait chaque jour et l'exécution du contrat collectif devenait par cela même de plus en plus problématique. Des violations du contrat, des difficultés d'interprétation se produisirent du côté patronal, et ce fut le signal d'une agitation inouïe. C'est à ce moment que se place un événement bien digne d'attention.

Au mois de mars 1919, « les ouvriers de la maison Franchi et Grégorini décidèrent sur l'initiative de quelques agitateurs fascistes, afin de contraindre la direc-

tion à discuter une proposition de relèvement de salaire par eux-mêmes présentée, de ne pas sortir de l'usine, qu'ils occupèrent, en effet, après avoir hissé le drapeau tricolore » (1).

Nous ouvrons ici une parenthèse. La citation précédente parle de fascistes. En réalité l'épisode se place au moment même de la création du premier fascio. MUSSOLINI, exclu du Parti Socialiste, fait volte-face et se place à la tête d'un parti « nationaliste révolutionnaire ». Au moment de l'occupation des usines de Dalmine, la séance du 21 mars n'a pas encore eu lieu à Milan, place San Sépulcro. Mais les ouvriers qui envahissent les usines sont sous la direction de M. NOSENGO, ancien interventionniste, et mussolinien. Le 20 mars 1919, MUSSOLINI se rend à Dalmine. Et c'est en ces termes qu'il parle aux grévistes :

« Pour protéger les intérêts immédiats de votre catégorie, vous auriez pu faire la grève ancien style, la grève négative et destructive ; au contraire, en songeant aux intérêts du peuple, vous avez voulu inaugurer la grève créatrice qui n'interrompt pas la production ».

Et plus loin : « Ceux qui s'entêtent à nier les nouveautés nécessaires sont ou des naïfs ou des sots, qui ne verront pas le soir de leur pensée » (2).

Ainsi donc, dix-sept mois avant les occupations d'usines généralisées, il y a eu en Italie une manifestation de cet ordre, manifestation mise en pratique pour la première fois en Europe comme arme de revendication par des groupements non-socialistes, menés par les fas-

(1) Silvio TRENTIN. — *L'Aventure Italienne*.

(2) Discorso Politici de B. MUSSOLINI. — Edité par le *Popolo d'Italia*, cité par S. TRENTIN.

cistes de la première heure et sympathisant avec MUS-SOLINI. Nul doute que cet événement ait attiré l'attention sur la méthode à suivre. Le *Popolo d'Italia* note, le 7 mars 1920, que « la nouveauté de la chose a intéressé l'opinion publique italienne ; dans un meeting, Mussolini a fait un discours très applaudi » (1).

*
**

Cette occupation d'usines, la première à notre connaissance, prit fin rapidement : les grévistes furent expulsés par la force et sans difficulté. Mais le conflit entre patrons et ouvriers n'était pas résolu, il s'aggravait au contraire. Les ouvriers métallurgistes que l'on trouve toujours à la pointe du combat social, réclamaient maintenant le paiement des journées de vacances et le versement d'une indemnité en cas de renvoi. De plus, sous l'influence d'un groupe extrémiste récemment fondé, « l'Ordre Nouveau », la transformation des commissions intérieures de février 1919 en conseils de gestion des usines était également réclamée.

Les revendications aboutirent partiellement à Turin, qui était la région d'Italie la plus industrialisée, et de la façon la plus moderne. Certaines régions, par contre, se montrèrent hostiles à tout accord, la Lombardie en particulier. C'est alors que, fait remarquable, toutes les organisations syndicales, tant socialistes que catholiques ou anarchistes, tombèrent d'accord pour déclencher la grève : 300.000 ouvriers cessèrent le travail. Ceci se passait vers le milieu de juin 1919.

(1) Dans BUOZZI et NITTI. — *Fascisme et Syndicalisme*.

Les ouvriers eurent beaucoup à souffrir de cette grève qui se prolongea pendant deux mois. La vie augmentait sans cesse et des désordres étaient inévitables. Des incidents mi-grotesques mi-tragiques se succédaient. C'est ainsi que les boutiques furent mises plus d'une fois au pillage, sous l'influence des groupements anarchistes ou fascistes. La F.I.O.M., le Parti socialiste, au contraire, jouaient un rôle modérateur indéniable et qui est mis en lumière par le fait suivant : les commerçants, craignant l'assaut de leurs boutiques, remettaient spontanément les clefs de leurs magasins au siège du syndicat, qui y faisait placer des délégués responsables.

Le *Popolo d'Italia* arborait cependant des manchettes chaque jour plus flamboyantes. Le 5 juillet 1919, il proclamait qu'il « se solidarisait absolument avec le peuple insurgé contre les affameurs et applaudissait aux réquisitions » (1). Les négociations se poursuivaient pourtant et n'aboutissaient pas. Les patrons invoquaient une crise de la métallurgie. Les ouvriers opposaient les bénéfices proclamés si imprudemment par les journaux. Le *Corriere della Sera*, journal de la haute bourgeoisie, émettait, par la plume de M. EINAUDI des doutes sur la crise de la sidérurgie (2). Le Gouvernement dut intervenir. Il le fit dans un sens favorable aux ouvriers, bien que ceux-ci fussent loin d'obtenir entière satisfaction. La disposition essentielle de l'accord était celle qui introduisait une indemnité de cherté de vie dans les salaires. Au total, l'augmentation oscillait de 50 à 100 %. Le patronat cèda et le travail reprit le 30 septembre 1919.

(1) *Popolo d'Italia*, 5 juillet 1919. Cité dans Silvio TRENTIN. — *L'Aventure Italienne*.

(2) *Corriere della Sera*, 7 Août 1919, Dans L. HAUTECEUR, p. 8.

Les ouvriers s'estimèrent satisfaits et tirèrent de cette grève une double leçon qui allait leur être utile un an plus tard, au moment des occupations.

1°) La grève ordinaire se prolonge dangereusement et le patronat peut l'endurer plus facilement que la classe ouvrière.

2°) Le gouvernement ne se montre à cette époque nullement hostile aux travailleurs.

*
**

Aux batailles pour l'augmentation des salaires venait se greffer la *question du contrôle des usines*. Nous y avons fait allusion.

Pendant la guerre, les patrons avaient autorisé les ouvriers à élire des camarades dignes de confiance et à les investir d'une sorte d'autorité pour maintenir la discipline. Il fut impossible de faire perdre cette habitude à la signature du traité de Paix. Les ouvriers continuèrent à nommer des chefs d'atelier dont la réunion formait le « *Conseil d'usine* ». Mais il n'y avait plus là qu'une pratique tolérée sans doute, mais non reconnue officiellement.

Nous avons signalé que le contrat collectif signé le 20 février 1919 entre la F.I.O.M. et les grandes sociétés métallurgiques instituait dans chaque usine une « *commission intérieure* ». Cet organisme avait pour unique raison d'être de surveiller l'application loyale de l'accord. Seuls pouvaient faire partie des commissions intérieures les membres de la F.I.O.M. qui avaient signé le contrat. « L'Ordre Nouveau », fondé à Turin, et ses théoriciens amis de l'U.S.I. et de l'Union Anarchiste,

se donnèrent pour but, dès le début de 1919, de *substituer les conseils d'usine aux commissions intérieures*. Leurs formules furent en général bien accueillies dans le monde ouvrier. Il s'agissait de permettre en effet l'accession de tous les ouvriers, organisés ou non, aux conseils d'usine, « organisations propres à encadrer en prévision de la Révolution, tous les producteurs manuels ou intellectuels, au lieu même où ils travaillent, et aux fins des principes communistes anarchistes, organismes absolument anti-étatistes et noyaux possibles de la future gestion de la production industrielle et agricole » (1). Comme on le voit, ce manifeste était nettement révolutionnaire. La question est de savoir quelle mine lui firent les différents partis, et le gouvernement.

Le parti socialiste, malgré sa façade imposante et son groupe, le plus nombreux à la Chambre après les élections de Novembre 1919, était profondément divisé. L'édifice avait des lézardes.

Le groupe parlementaire, dominé par la belle figure de M. TURATI, était essentiellement réformiste, ennemi de la violence, incertain aussi et soucieux d'éviter toute participation au pouvoir. Là fut sa grande faute. Devenu le plus nombreux, il refusa de prendre dans le gouvernement GIOLITTI la place qui lui revenait légitimement et contribua par là à aggraver le déséquilibre parlementaire et le discrédit du régime. Au moins doit-on lui reconnaître que toujours il essaya d'endiguer le courant d'anarchie qu'il voyait déferler sur l'Italie, et gagner même ses propres rangs. Significatif est l'article que M. TURATI fait paraître dans la « *Critica So-*

(1) Manifeste de l'Ordre Nouveau, adopté par l'U. S., au congrès de Bologne (2 et 3 juillet 1920). Cité dans L. HAUTECEUR (op. cit., p. 13).

ciale » du 24 novembre 1919, au lendemain des élections, alors qu'il vient d'obtenir 198.324 voix contre 9.000 à MUSSOLINI. Il ne craint pas de s'en prendre à la fraction maximaliste, menée par BOMBACCI et de tendance bolchevisante. Cette fraction extrémiste ne s'est pas gênée durant la campagne électorale, pour exposer avec complaisance ce que serait le régime révolutionnaire qui remplacerait le régime parlementaire existant, dont il annonçait la fin imminente.

Voici ce que leur dit le socialiste italien :

« Nous reprochons au maximalisme italien de renverser, de fausser le processus réel du Réel ; de croire et de faire croire à la valeur créatrice de la violence, non seulement dans l'ordre politique, qui est superficiel, mais encore dans l'ordre social qui est profondément enraciné dans la vie des peuples ; de séparer le présent de l'avenir par du vide et du néant ; d'éloigner de toute action fructueuse, efficace, révolutionnaire ; d'être en un mot, le plus absolu des « minimalismes », ou — ce qui est pire — le nullisme ou — ce qui est pire encore — l'effort sans issue, le bluff des mots et l'inévitable réaction ; d'être, sans le vouloir, sur le terrain de la pratique, c'est-à-dire de la « praxis » justement l'antirévolution et l'antisocialisme » (1).

La citation est longue, mais de quel intérêt. Elle prévoit déjà l'abîme où va plonger la classe ouvrière, l'incapacité des chefs révolutionnaires italiens, et l'« inévitable réaction ».

Il poursuit, sans être malheureusement entendu...
« L'énorme succès électoral contraindra tout de suite

(1) *Critica Sociale*, 24 Novembre 1919. Dans Silvio TRENTIN.

demain même, le socialisme et les socialistes italiens à *se mettre en contact direct avec les réalités* ». Et se tournant enfin vers les BOMBACCI et autres tenants du soviet italien, il a le beau courage de leur dire : « le soviet)... bien loin de surpasser les institutions démocratiques, (il) les ignore, les oublie, les méconnaît... (ce régime)... représente une phase de civilisation non seulement antithétique, mais grandement inférieure à celle qui est propre aux démocraties occidentales, même les moins évoluées... Vouloir proposer (les Soviets) comme modèle, songer à les substituer à nos grandes fédérations des Travailleurs, à nos corps politiques nationaux, ...celà nous paraît encore une illusion enfantine » (1).

Le ton de cet article donne la mesure de la scission existant dans le Parti.

Mais la fraction maximaliste, soutenue par les Bourses du Travail, entraînait de plus en plus la masse du Parti, et se laissait gagner aux idées de l'Ordre Nouveau.

C'est sur ces entrefaites que les ouvriers des usines Ansaldo à Sestriponente, s'emparèrent des usines et nommèrent des conseils de gestion. Les mêmes faits se produisirent à Naples, à Turin, en Ligurie. Partout, après avoir soutenu le siège quelque temps, les ouvriers furent expulsés par la force. Le parti socialiste comprit alors que mieux valait suivre les extrémistes pour ne pas perdre tout prestige, et pour essayer de limiter les dégâts. Le programme du groupe parlementaire fut exposé à la Chambre des Députés par M. TURATI au mois de mars 1920. Le paragraphe n° 2 prévoyait la

(1) Ibid.

« participation des ouvriers à la gestion des industries privées au moyen de conseils d'exploitation et de conseils d'ouvriers convenablement fédérés ; participation de la classe ouvrière à l'élaboration générale, au contrôle et à la révision des traités de travail, à l'élaboration et à l'application des lois sociales, au moyen de la transformation des divers corps consultatifs du travail, de l'assistance, etc... aujourd'hui en vigueur, en un véritable Parlement du Travail ».

Les extrémistes trouvèrent ce programme trop modéré. La C.G.T. soutint à fond le groupe parlementaire et préconisa le contrôle syndical, mais par la voie légale.

Les catholiques soutinrent le même point de vue. Ils avaient voté en décembre 1919 l'amendement Réjna préconisant l'expropriation des terres en friches ou mal cultivées « pour en confier la gestion aux travailleurs de la terre constitués en coopératives ».

Le gouvernement n'était nullement hostile au contrôle. M. GIULOTTI avait voté lui aussi l'amendement Réjna.

Il faut bien se rendre compte de l'atmosphère, du climat dans lesquels ces idées étaient échangées. La révolution était dans l'air. A la Chambre, les socialistes ne s'étaient pas associés à l'hommage au souverain et s'étaient retirés bruyamment en décembre 1919. A la même époque, des désordres anarchiques avaient lieu à Mantoue. Janvier 1920 avait vu la grève des chemins et des postiers ; février la prise des usines Ansaldo et des pugilats à la Chambre entre populaires et socialistes ; mars des bagarres sanglantes à Milan. Au mois d'avril, ce furent des barricades sanglantes à Turin, à

Syracuse, et le fameux article de MUSSOLINI dans le *Popolo* du 8 avril : « A bas l'Etat sous toutes ses formes et dans toutes ses incarnations, l'Etat d'hier, d'aujourd'hui et de demain, l'Etat bourgeois ou socialiste ».

L'Ordre Nouveau tentait de déclencher la grève générale en avril et lançait le programme de revendications suivant : le personnel de chaque établissement industriel élirait librement une commission intérieure et communiquerait le nom des élus à la direction ; les membres des commissions seraient mis un certain nombre d'heures par jour à la disposition des ouvriers ; les ouvriers pourraient aller les consulter durant leur travail. Mais le fait que la grève était déclenchée sans l'autorisation des organisations compétentes indisposa la C.G.T.

M. GENNARI, secrétaire de la direction du Parti Socialiste, se plaignit de voir « *les grèves éclater en dehors du contrôle des organisations responsables, et prendre un caractère général au lieu de local, politique au lieu d'économique* » (1).

La C.G.T. négocia un accord qui fut signé le 24 avril 1920 et qui maintenait les commissions intérieures du 20 février 1919 telles qu'elles étaient. C'était un échec moral pour l'ordre nouveau et les extrémistes. Ceux-ci pourtant ne se tinrent pas pour battus. Les grèves se multiplièrent. On vit des bandes armées parcourir les campagnes, brûler les récoltes, assassiner les fermiers. Les soldats se mutinèrent à plusieurs reprises, notamment à Ancône. On vit des révolutionnaires attaquer des poudrières pour s'emparer des munitions (2). Toutes les violences ouvrières de cette époque furent désa-

(1) L. HAUTECCEUR, p. 12.

(2) L. HAUTECCEUR, p. 13.

vouées par la C.G.T. Mais ni elle ni le gouvernement ne furent assez forts pour y mettre un terme. Le 9 juin, M. NITTI devait donner sa démission. Le 16 juin, M. GIOLITTI formait le nouveau cabinet et inaugurait une nouvelle politique. Une période différente s'ouvrait, celle des occupations, dont nous n'avons décrit jusqu'à présent que le prélude.

CHAPITRE III

LE PROCESSUS DU CONFLIT

I. — LES POURPARLERS

L'honorable M. GIOLITTI, nouveau président du Conseil, avait 78 ans. Il abordait son cinquième ministère, avec la réputation d'un homme lucide, nullement passionné. Ses sympathies pour l'agriculture et son peu de bienveillance pour les industriels étaient bien connues. On savait qu'il nourrissait, entre autres projets, la confiscation, au profit de l'Etat, des bénéfices de guerre, la conversion des titres au porteur en nominatifs, l'élévation du taux des successions. Certains même de ces projets avaient été votés par la Chambre dès son arrivée au pouvoir. Le nouveau Président avait fait sensation en déclarant au Parlement : « S'il y a des gens qui s'imaginent, avec les milliards qu'ils ont gagné, pouvoir exercer une influence sur le Parlement, ces gens-là se trompent ». M. GIOLITTI représentait donc un libéralisme bien particulier et il fut immédiatement l'objet d'attaques menaçantes de la part des industriels et des banques, dans le *Corriere delle Sera*. De leur côté, la

Stampa et le *Tempo*, organes giolittiens, dénonçaient les « requins », les « pescicani », accusant certaines sociétés de provoquer les grèves pour embarrasser le gouvernement.

Il est incontestable que M. GIOLITTI était favorable aux ouvriers. Sa tactique était de laisser les événements se dérouler librement et de ne jamais intervenir. Il connaissait les aspirations révolutionnaires du moment, mais ne croyait pas qu'elles eussent la moindre chance d'aboutir. Il savait que la violence exalte l'enthousiasme des masses, et il conservait à l'égard du peuple italien une confiance que rien ne sut jamais entamer. A l'Ambassadeur d'Angleterre, qui avait vécu en Russie et qui voyait du bolchevisme partout, il dit un jour « Vous voyez ces oliviers, M. l'Ambassadeur. Vous n'en avez jamais vu en Russie, n'est-ce pas ? Eh bien, vous ne verrez pas plus de bolchevisme en Italie que d'oliviers en Russie » (1).

Pourtant l'Italie semblait depuis un an dans l'attente d'événements décisifs. Nous avons vu que M. GENNARI s'était plaint de voir les grèves prendre « un caractère politique au lieu d'économique ». Nous sommes d'autant plus à l'aise pour parler de cette ambiance révolutionnaire, que nous en trouvons l'aveu chez les dirigeants ouvriers de l'époque. M. BUZZI, qui était à la tête de la F.I.O.M., n'écrit-il pas :

« Nous avons indiqué la base strictement économique de ces grèves ; cependant il faut admettre que pendant cette période naît une tendance dangereuse parmi certains dirigeants des associations ouvrières, et spécia-

(1) Comte S. FORZA. — *Les bâtisseurs de l'Europe moderne*. — Gallimard.

lement parmi les leaders du Parti socialiste : une tendance à employer pour des fins politiques la grève à caractère économique » (1).

*
**

Les prix ne cessaient de monter et les salaires devinrent de nouveau insuffisants. Des augmentations furent accordées dans certaines corporations.

Les patrons métallurgistes reçurent à leur tour des demandes émanant des quatre syndicats. Ils eurent beau jeu pour montrer que les quatre mémoires parlaient de choses différentes : congés payés pour la F.I.O.M. ; participation aux bénéfices pour les catholiques ; contrôle ouvrier pour les extrémistes. Et, jouant sur la division des diverses organisations, sur la haine mutuelle qui les animait, ils alléguèrent ne pouvoir établir quatre règlements différents dans chaque usine et accordèrent un délai expirant le 15 juillet pour la rédaction d'un mémoire unique. Ils ajoutaient bien maladroitement, parce que à priori, que probablement les demandes seraient rejetées, en raison de la situation économique. Le 16 juillet, les divers syndicats ayant refusé toute discussion commune, ne purent que présenter des mémoires individuels et se heurtèrent à une fin de non-recevoir.

La F.I.O.M. proposa un compromis aux autres syndicats, qui furent alors servis par une deuxième maladresse. Le 22, les industriels envoyèrent une lettre aux quatre organisations, les *mettant au défi* de prouver qu'ils fussent en état d'accorder satisfaction aux deman-

(1) BUOZZI-NITTI. — *Fascisme et Syndicalisme*.

des formulées. Le résultat fut de rapprocher immédiatement l'U.S. et la F.I.O.M. qui, le 25 juillet, tinrent à Milan un meeting commun et préconisèrent la formation d'un « front unique ». Ce fut au tour des organisations ouvrières de convoquer les industriels et de solliciter leurs explications. La F.I.O.M. faisait en effet constater judicieusement l'impossibilité où se trouvaient les ouvriers d'administrer les preuves sans avoir le contrôle des entreprises. Comme le fait remarquer M. HAUTE-CŒUR, la discussion avait été mal engagée par les industriels. Ceux-ci demandaient qu'on leur administrât des preuves de leur opulence :

« Alors, répondaient ceux-ci, laissez-nous examiner votre comptabilité. Si réellement vos sociétés sont déficitaires, c'est que vous ne savez pas les gérer. Cédez la place... » (1).

Et comme les industriels ne répliquaient rien, la F.I.O.M. s'enhardit. Elle ordonna aux ouvriers de refuser les heures supplémentaires et menaça les métallurgistes de faire de l'obstructionnisme.

Mais les industriels ne se laissèrent pas fléchir. C'est ainsi que l'association piémontaise des industries mécaniques et métallurgiques déclara se refuser absolument à toute augmentation de salaire. Dans le même temps, la société Ansaldo, dont les directeurs étaient alors mêlés à des spéculations bancaires retentissantes, fit signer un curieux document à ses ouvriers. Ceux-ci s'étaient livrés quelque temps auparavant à une suspension de travail qui avait amené la fermeture de l'usine. Ils signaient maintenant une déclaration reconnaissant aux industriels le droit de licencier leur personnel en cas

(1) HAUTECEUR.

de grève ou de manquement aux règlements. Contre la promesse des ouvriers de reprendre le travail normalement, la réouverture de l'usine était annoncée. Le personnel serait repris graduellement selon les besoins.

Après cette affirmation d'autorité de la part des patrons, l'Association des Industries mécaniques, métallurgiques et similaires, A.M.M.A., groupant la majorité des entreprises, décida de reprendre les négociations.

Le 29 juillet, les ouvriers furent reçus. Ils avaient à leur tête M. BUOZZI, secrétaire de la F.I.O.M. M. ZARRACH était chargé d'exposer la thèse patronale.

Une joute oratoire très serrée s'engagea. M. ZARRACH tâcha de démontrer que les industriels italiens étaient arrivés au maximum de concessions possible. Les arguments étaient, comme toujours, la réapparition de la concurrence étrangère, la nécessité d'importer le charbon, l'impossibilité de puiser dans les réserves que le gouvernement avait l'intention de confisquer, enfin l'urgence d'arrêter la hausse des prix, conséquence de la hausse des salaires.

Les diverses délégations ouvrières, dans leurs réponses, s'attachèrent à nier la crise, à préconiser comme moyen de salut les solutions suggérées auparavant dans leurs mémoires individuels.

Et l'entrevue prit fin. Ce ne fut que le 10 août que les pourparlers furent renoués. Des deux côtés on avait eu le temps de réunir des preuves convaincantes : des chiffres, des statistiques, des courbes.

Du côté patronal, M. ZARRACH était remplacé par un avocat : M. RATIGLIONE. Aussi l'exposé de ce dernier ne dura-t-il pas moins de huit heures. Il eut tout le

temps de montrer la situation sous le jour le plus pitoyable. L'argument décisif était gardé pour la fin : en plaçant leurs capitaux en fonds d'Etat, en consolidé italien, les industriels auraient obtenu un revenu de 7 %. Or, avec les risques divers, les bénéfices moyens des entreprises variaient selon les régions de 7,93 % (Piémont) à 6,09 % (Lombardie).

M. BUOZZI n'entreprit pas la réfutation de la thèse patronale qu'il savait fondée en partie. Mais il argumenta sur un plan différent. Il constata simplement que l'augmentation du prix de la vie était de beaucoup supérieure à l'augmentation des salaires. Il fit remarquer en passant que certaines corporations venaient d'obtenir des augmentations substantielles.

M. RATIGLIONE ayant voulu faire admettre que les salaires devaient varier non pas d'après le prix de la vie, mais d'après la situation bonne ou mauvaise des entreprises, toute conversation devint impossible. Des paroles aigres-douces furent échangées et les négociateurs se séparèrent sans avoir rien réglé.

Les journaux seuls continuèrent la polémique. Il est à noter que certains organes de la bourgeoisie semblaient soutenir le point de vue de M. BUOZZI.

*
**

Après ces échecs répétés, les esprits furent assez échauffés. Dans le parti socialiste, les extrémistes triomphèrent. Ils eurent beau jeu pour démontrer la vanité de la collaboration du capital et du travail. L'U.S. gagna de l'influence aux dépens de la C.G.T.

Le 17 août, une réunion eut lieu à Milan. Il fut déci-

dé par la F.I.O.M. que l'obstructionnisme serait pratiqué à partir du 20 août. Le sabotage était interdit. Il s'agissait simplement de produire le minimum de travail possible et de refuser de faire tout ce qui n'entraînait pas expressément dans les attributions de chaque ouvrier.

Le lock-out était prévu. Certains même prétendent qu'il était espéré. Le 19, M. Buoizzi déclarait :

« Dans le cas où les industriels fermentaient leurs usines, les ouvriers devraient, par tous les moyens, même en brisant les portes, y pénétrer et travailler pour leur propre compte. Si une direction congédie quelques ouvriers, leurs camarades devront s'arranger pour leur permettre de rentrer chaque jour avec eux » (1).

Comment expliquer une telle attitude de M. Buoizzi qui passait pour un syndicaliste modéré ?

Simplement par le fait que deux personnages : M. GRAZIADÉI (député), et M. d'ARAGONA, secrétaire général de la C.G.T., revenaient de Moscou porteurs des conditions posées par Lénine à l'admission définitive du parti socialiste dans la III^{me} Internationale.

Comme on l'a fait remarquer, ces conditions étaient semblables à celles qui avaient été posées à MM. CACHIN et FROSSARD à la même époque : propagande antimilitariste, agitation révolutionnaire, organisation du parti et expulsion des réformistes. Ce dernier point explique que M. d'ARAGONA, dès son retour, fit blâmer l'Internationale d'Amsterdam par le Conseil directeur de la C.G.T. « Un homme aussi hostile aux procédés violents que M. BALDESI s'inclina pareillement devant les

(1) L. HAUTECEUR, p. 25.

injonctions du tsar de toutes les sociales. Les modérés se laissaient entraîner par peur d'être excommuniés » (1). La lutte s'engagea donc, moderato, puis alla très vite crescendo, entre la F.I.O.M. et l'A.M.M.A. Les ouvriers semblèrent s'attacher à respecter la légalité formelle, mais à exaspérer les patrons par le souci même de cette légalité.

Ils sortirent de la poussière des règlements totalement oubliés, inapplicables, dans les circonstances du moment, et se découvrirent un zèle soudain pour les suivre.

L'A.M.M.A répliqua par diverses mesures : interdiction de quitter son travail pour aller s'entretenir avec les délégués des conseils d'usines — dont on rappelait l'illégalité — ; menaces de renvoi en cas de contravention à cette règle ; refus de payer le travail non-effectué réellement.

L'A.M.M.A. rappelait à ses adhérents qu'elle devait être consultée préalablement à tous les cas de lock-out. On sentit alors que le conflit allait prendre une tournure différente. La F.I.O.M. organisa des groupes d'ouvriers « prêts à toute éventualité ». Le 26, le Ministre du Travail, M. LABRIOLA, ne put réussir à établir un accord entre les deux parties.

La F.I.O.M. semblait attendre un prétexte pour mettre à exécution sa menace du 19 août. Ce fut la firme Alfa Roméo qui le lui fournit. Le 22 août, sans en avoir référé à l'A.M.M.A., le lock-out fut prononcé par cette maison. Il est à noter que les directeurs de l'établissement invoquaient, outre divers vols commis, la *présence*

(1) L. HAUTECŒUR.

soudaine dans le personnel d'éléments étrangers provocateurs.

L'A.M.M.A. dans un communiqué eut beau déclarer qu'elle n'était pas engagée par la décision de l'établissement Alfa Roméo, la F.I.O.M. n'en ordonna pas moins d'occuper immédiatement les usines (29 août 1920).

II. — L'OCCUPATION DES USINES ET SES CARACTÈRES

Dès le 31 août, près de 300 établissements étaient occupés à Milan et dans les environs. Dans les jours qui suivirent, le mouvement s'étendit progressivement au Piémont d'abord, puis à tous les centres industriels de l'Italie.

Il est indispensable d'attirer ici l'attention sur les caractères originaux de ces occupations italiennes, puisque nous n'avons pas l'intention d'établir un parallèle avec les occupations françaises de 1936. Ces caractères sont au nombre de trois : l'occupation fut armée, elle fut active, elle fut violente.

a) *Caractère armé.*

La guerre venait de prendre fin. Un grand nombre d'usines affectées aux armements furent prises dans les premières. Il existait aussi un grand stock de munitions de toutes sortes. Les ouvriers commencèrent donc par hisser le drapeau rouge sur l'usine. (Nulle part on ne vit un drapeau italien). Puis ils s'armèrent, formèrent des « gardes rouges », choisirent des chefs, s'imposèrent une discipline toute militaire.

Il fallut aussi prévoir que les pouvoirs publics ne laisseraient pas le mouvement se développer sans inter-

venir. Aussi chaque usine fut-elle défendue comme une véritable forteresse. Des tranchées furent creusées, protégées souvent par plusieurs rangs de fils de fer barbelés. Les leçons de 1915-1918 n'avaient pas été perdues...

« Le spectacle, dit M. Henry MASSOUL, qui était en Italie au mois de septembre 1920, ne laissait pas d'être impressionnant, surtout vers le soir, quand les gardes rouges, assis à califourchon sur les murs, l'arme au bras, se profilaient sur le ciel nocturne et que les plaintes des sirènes se prolongeaient, tout au long de l'Adda, dans les échos de Resegone » (1).

Donc les usines sont prises du dehors et gardées militairement après avoir été fortifiées. Précautions inutiles, sauf dans les premiers jours où la police montre des velléités de résistance. A Gênes, par exemple, les gardes royaux avaient occupé le chantier Odero. Les ouvriers livrèrent un assaut au cours duquel deux des leurs furent tués, et ils furent repoussés. Le gouvernement de GIOLITTI, partisan des occupations, parce que convaincu de l'incapacité des ouvriers à gérer les entreprises, non seulement fit punir les gardes qui avaient tiré, mais ordonna à la troupe de se retirer pour laisser la place aux assaillants. Certes le risque était gros, puisque GIOLITTI jouait uniquement sur l'incompétence des chefs socialistes et leur crainte des responsabilités : « Je laissai donc l'expérience se développer jusqu'à un certain point, afin de convaincre les ouvriers qu'il leur était impossible de réussir, et d'empêcher les meneurs de rejeter sur les autres la responsabilité de leur insuccès ».

(1) H. MASSOUL. — *La leçon de Mussolini. Comment meurt une démocratie, comment naît une dictature.* Mercure de France, 1934.

A part de très rares exceptions, les gardes rouges n'eurent pas à se défendre contre la police. Les industriels essayèrent en vain de protester contre cette « insurrection » qui se développait « en dépit des dispositions légales et des articles du Code pénal protégeant la liberté des personnes et la propriété privée » (1). Une délégation alla même trouver GIOLITTI pour le prier de faire évacuer les usines par la force. Mais un industriel ayant demandé que l'on bombardât *les ouvriers* dans les usines. GIOLITTI lui répondit ironiquement :

« Voulez-vous me permettre de commencer par bombarder *vos usines* ? » (2).

L'industriel n'insista pas.

b) *Caractère « actif » de l'occupation.*

Les ouvriers s'étant emparés des usines avec l'intention de ne pas interrompre la production. Il ne s'agissait pas seulement de faire pression sur les patrons en monnayant l'évacuation ; il s'agissait de faire la « grève créatrice » dont MUSSOLINI avait parlé aux ouvriers de Dalmine.

Un obstacle se dressa dès le début, celui de l'organisation technique. Les directeurs d'établissements, les ingénieurs et le personnel de maîtrise, avaient été en général séquestrés et gardés à vue au moment de la prise des usines. Ils n'apprécièrent pas d'être ainsi assimilés au matériel, et ils refusèrent unanimement leur concours. Le premier réflexe des occupants fut de menacer les réfractaires. On alla même chercher à domicile les ingénieurs qui étaient absents au moment de l'occupation. Il y eut des « raptus romanesques ».

(1) GORGOLINI. — *Le Fascisme*, 1923.

(2) Comte SFORZA. — *Les bâtisseurs de l'Europe Moderne*. — Gallimard, 1931.

Comme cette méthode ne réussissait pas et que le besoin de cadres compétents se faisait sentir, une autre attitude fut adoptée : celle de la séduction. Les ingénieurs furent comblés de prévenances et de promesses. Ce fut en vain. L'Association des Ingénieurs déclara ne pas être plus au service des ouvriers que des industriels, mais au service des intérêts collectifs. Elle refusa toute collaboration avec des organisations ayant attenté à la liberté individuelle et ayant nié le rôle de l'intelligence.

Les ouvriers, encouragés du reste par la majorité de l'opinion publique, ne se découragèrent pas, et leur foi s'en trouva renforcée. Ils créèrent des comités de direction technique et administrative, firent des règlements, et entreprirent de continuer la production par leurs propres moyens.

Les règlements intérieurs furent sévèrement renforcés. Ainsi les boissons alcooliques furent interdites à l'intérieur des établissements. Le ravitaillement fut assuré généralement par les femmes restées au dehors. Aucune difficulté ne s'éleva de ce côté-là.

Mais dans leur tentative de produire seuls, les ouvriers marchaient vers un échec retentissant. Il y eut d'abord la question des matières premières. On s'attaqua aux stocks existants et on les utilisa sans aucun discernement. On assista à un gaspillage énorme. Par exemple, dans les usines Conegliano, pour obtenir une tonne de fonte, il fallut employer trois fois plus de charbon qu'auparavant. Bientôt les matières premières manquèrent dans les usines où le gaspillage avait été le plus prononcé. Il fallut donc procéder à des nivellements entre les établissements. La houille, les minerais furent

transportés d'une usine à l'autre jusqu'à complet épuisement. Il y eut ensuite la question des *capitaux*. A leur grande surprise, les ouvriers ne trouvèrent pas d'argent dans les caisses, et dans les coffres-forts qu'ils ouvrirent au chalumeau. Les patrons, en effet, avaient l'habitude de régler leurs comptes par la pratique des crédits en banques et de la compensation. Il y eut bien, dans les premiers jours, certaines banques qui crurent à la durée du mouvement. « Si les Soviets sont institués en Italie, pensèrent-elles, ils n'en auront pas moins besoin d'argent. Pourquoi ne le leur fournissons-nous pas ? ». Et c'est ainsi que la succursale de la Banque d'Escompte d'Ancône versa, le 3 septembre, aux commissions internes des fabriques locales, la somme de 100.000 liras (1). C'était peu. Et bientôt, lorsque les difficultés de fabrication et de crédit furent connues, il ne se trouva plus personne pour aventurer une lire dans l'affaire des occupations. Il fallait cependant payer les ouvriers. La question fut résolue diversement. A Turin, le personnel de la maison d'automobiles Fiat — devenue Fiat-Soviet — émit de la monnaie soviétique. D'autres usines fabriquèrent des bons à valoir sur les salaires futurs. Malheureusement pour eux, ces bons ne furent pas acceptés par les commerçants. On imagina alors une mesure dont l'illégalité dépassait tout ce qu'on avait vu jusque là : la vente à des prix dérisoires des objets fabriqués et même du matériel de fabrication. Personne n'osa acquérir les objets offerts, dans la crainte de devoir les restituer un jour.

Le problème de la monnaie fut donc, lui aussi, un échec pour les occupants.

(1) D. Russo.

c) Caractère violent des occupations.

Des milliers d'ouvriers armés jusqu'aux dents ne peuvent vivre un mois dans un état d'exaltation fiévreuse, sans qu'il en résulte un danger grave pour l'ordre public. Des patrouilles de gardes rouges, qui deviendront les « *arditi del popolo* » (francs-tireurs du peuple), ne peuvent circuler dans les rues d'où s'est retirée toute police, et où l'on chercherait en vain un uniforme, sans que des violences ne soient fatalement commises. Nous ne pouvons passer sous silence les violences exercées pendant les occupations italiennes. C'est là encore un point qui fera automatiquement ressortir les différences avec les occupations françaises.

Nous avons parlé de la prise du chantier Odero où deux ouvriers furent tués. Pendant les trois premières semaines de septembre, l'exaltation des ouvriers, leur joie de produire par eux-mêmes, pour leur propre compte, suffit à canaliser leur ardeur. Mais vint bientôt la notion que tout allait mal, qu'on courait à l'échec, qu'on était les seuls responsables de cet échec. L'énervement poussa à la violence. Dès le 22 septembre, on assiste à des escarmouches entre la police et les gardes rouges. A la fonderie Mondolcio, trois ouvriers sont tués à coups de grenades ; de l'autre côté, un brigadier est tué, ainsi qu'un garde et une petite fille.

C'est vers la même époque qu'a lieu l'assassinat barbare de l'étudiant nationaliste de 20 ans, Mario Sonzini. Jugé par un tribunal révolutionnaire où siègent des femmes, il est condamné à être incorporé dans la coulée incandescente d'un haut-fourneau. Comme les fours sont éteints, on lui fait sauter le crâne de quatre coups de revolver. A la même époque, le gardien de prison Scimula est exécuté de la même façon.

Ces meurtres souillent incontestablement l'épisode des occupations italiennes. Les fascistes s'en réclameront par la suite pour justifier leurs propres violences (1).

III. — LES NÉGOCIATIONS

Il y a deux aspects à considérer dans ces journées de septembre 1920. Ce qui attire l'attention, ce sont les usines occupées, les drapeaux rouges flottant sur le toit des fabriques, les gardes armés patrouillant dans les rues. Ce qui se remarque moins, c'est l'attitude apeurée des dirigeants ouvriers ou patronaux, leurs hésitations, leurs tractations, leurs contradictions. C'est le déroulement chronologique des événements « diplomatiques », pourrions-nous dire, qu'il faut aborder maintenant.

La première réaction des industriels devant l'occupation de leurs établissements fut de proclamer le lock-out — lock-out théorique, puisque rien n'aurait pu faire sortir les ouvriers à ce moment-là.

De leur côté, que pensaient les dirigeants syndicalistes qui avaient déclenché le mouvement ? Il semble qu'ils n'avaient pas saisi la pensée intime des masses dont ils

(1) M. Gustave HERVÉ dans *la Victoire* fait état d'une déclaration de Mussolini à un français venu l'interviewer : «... un jour les communistes se sont rués dans la maison du plus grand métallurgiste et constructeur d'automobiles du royaume. Ils se sont emparés de sa femme et de sa fille, les ont entraînées à la cantine de l'usine. Là, devant des milliers d'énergumènes vociférant et hurlant, les malheureuses ont été mises entièrement nues, arrosées de soupe bouillante, barbouillées d'aliments, et finalement fessées. Le soir-même, ledit industriel m'envoyait un bon sur le quart de sa fortune ».

C'est M. P. LOMBARD qui cite ce passage dans son livre « *Ce qu'il faut connaître du Fascisme* ». Il ajoute d'ailleurs : M. Gustave HERVÉ ne cite point la source de ce document, *qui peut ne pas être faux*.

avaient la direction. Comme l'a dit très bien le socialiste Pietro NENNI, au moment de l'occupation, « les dés étaient jetés ». Cette révolution dont on parlait depuis deux ans, qui avait éveillé tant d'espoirs dans l'âme du peuple, suscité tant de craintes dans l'âme des privilégiés, allait-elle enfin lever son étendard ? (1).

Au lieu de cela, le Comité de la F.I.O.M. s'efforçait de faire ressortir le côté purement professionnel, économique de la lutte. Le 3 septembre paraissait son manifeste, flétrissant les industriels qui brandissaient « l'épouvantail de la Révolution ». Et pour bien montrer la pureté de leur cœur, les dirigeants de la F.I.O.M. faisaient aux industriels une proposition : « Qu'ils nous fassent des offres équitables, disaient-ils, et, si nous les repoussons, alors seulement ils auront raison d'affirmer que la F.I.O.M. lutte avec des armes cachées pour des fins inavouées ». Ils ajoutaient que l'occupation des usines avait été choisie seulement à cause de son efficacité, comme la seule arme capable de mettre fin rapidement au conflit. Ils oubliaient que pour justifier cette thèse, il eut fallu une occupation purement passive, se bornant à empêcher la production — alors qu'aux yeux des ouvriers, l'occupation semblait l'affirmation d'un nouveau droit de propriété. Enfin la F.I.O.M. ne niait plus absolument les difficultés patronales. Seulement, elle émettait le vœu de pouvoir les vérifier au moyen d'un contrôle public de l'industrie : cette attitude modérée montre que le 3 septembre, la F.I.O.M. était encore fidèle à la « fraction de concentration » de M. TURATI. Elle luttait contre l'élargissement du conflit

(1) Pietro NENNI. — *Six ans de guerre civile en Italie.*

demandé par les Bourses du Travail et l'Union Syndicale.

En même temps que ce manifeste paraissait, le Ministre du Travail, M. LABRIOLA, tentait un arrangement entre patrons et ouvriers. Après avoir consulté certaines organisations, en particulier l'U.I.T., il proposait la création de coopératives ouvrières par les patrons et l'octroi aux ouvriers d'une augmentation de salaires à imputer sur les bénéfices futurs de ces coopératives. Puis il annonçait le dépôt de trois projets de loi : réforme du Conseil Supérieur du Travail, réglementation et regroupement des coopératives, organisation des commissions intérieures d'usines. M. LABRIOLA voyait dans l'extension des coopératives de production le seul moyen d'éviter le bolchevisme (1).

Personne ne prit ces projets au sérieux. M. LABRIOLA semblait ne pas se rendre compte de la gravité de la situation, et de l'état d'esprit qui animait les partis en présence.

En effet, les 4 et 5 septembre, le Conseil de la C.G.T., le Comité de la F.I.O.M. et la Direction du Parti Socialiste, réunis à Milan, lançaient aux patrons un ultimatum : il fallait céder sous peine de voir le prolétariat italien entrer dans la lutte. La C.G.I. répliqua en soutenant à fond l'A.M.M.A. et en faisant distribuer un manifeste curieux. Comme toujours la situation défavorable de l'industrie italienne y était exposée d'abondance. Puis venait la constatation que les bénéfices attribués au capital étaient seulement le dixième des salaires. Enfin un triple appel était lancé :

(1) *Le Matin*. — 8 Septembre 1920, Interview Labriola.

a) Aux ouvriers, à qui on demandait de tenir compte de la situation internationale du marché et de la nécessité de ne pas faire monter le coût de la vie ;

b) Aux patrons, à qui on demandait de réduire un peu leurs bénéfices ;

c) A l'Etat, à qui on demandait le maintien de l'ordre intérieur.

Ce manifeste modéré et qui indiquait une certaine bonne volonté patronale, ne fut pas plus pris en considération que les suggestions de M. LABRIOLA.

Et c'est sur ces entrefaites que les 9, 10 et 11 septembre se tinrent à Milan deux congrès qui devaient décider de l'orientation du mouvement. Le Congrès du Parti Socialiste et le Grand Conseil National de la C.G.T. furent chargés de dire si l'heure de la Révolution avait sonné comme tout le monde le croyait.

LÉNINE qui de loin suivait les événements, envoya aux congressistes une lettre qui fut lue et qui poussait à la Révolution immédiate. M. GENNARI, secrétaire du Parti Socialiste, soutint lui aussi la thèse extrémiste. Mais une fois encore, les chefs socialistes mis au pied du mur s'avérèrent incapables de passer de l'idéologie à la réalisation, de même qu'ils avaient refusé les responsabilités du pouvoir lors de la formation du ministère GIOLITTI. Leur souci fut de faire voter un compromis, dépassant la thèse modérée et restant en deça des propositions maximalistes. Il fallait proclamer que l'heure n'était pas encore venue, remettre à plus tard la réalisation de la production sociale, et assigner comme but provisoire de la lutte le fameux contrôle syndical. Ce fut M. d'ARAGONA qui exposa ce texte transactionnel, soutenu par M. TURATI et M. BUOZZI. Voici quels

étaient les passages les plus significatifs de l'ordre du jour proposé :

« Le Conseil National de la C.G.T....

« Ayant reconnu, etc...

« Ayant approuvé, etc....

« *Décide* que le but de la lutte est la reconnaissance par le patronat du principe du contrôle syndical des entreprises, afin d'ouvrir par cette mesure la porte aux conquêtes plus grandes qui doivent infailliblement amener la gestion collective et la socialisation, pour résoudre ainsi, d'une manière organique, le problème de la production. Le contrôle syndical fournira à la classe ouvrière la possibilité de se donner une préparation technique, et de pouvoir, en union avec les forces techniques et intellectuelles (qui ne peuvent refuser leur concours à un œuvre aussi hautement civilisatrice) remplacer par sa propre autorité l'autorité patronale qui commence à décliner ».

Et comme le Conseil National prévoyait le mécontentement qu'une partie de la classe ouvrière allait éprouver devant ce manque de décision, l'ordre du jour ajoutait :

Le Conseil National « donne mandat (au conseil directeur) de prendre toute décision intérieure que pourrait réclamer la situation et de rappeler aux organisations que ne pas respecter la discipline la plus rigide serait une vraie trahison ».

Cet ordre du jour « nègre-blanc » fut adopté par 591.254 voix contre 409.596 aux extrémistes, c'est-à-dire avec une majorité de 181.658 voix. De plus pour que l'apaisement se fasse, les députés socialistes pensèrent qu'il serait préférable de consacrer le principe du con-

trôle par un acte législatif et ils réclamèrent la convocation immédiate du Parlement.



Après ce succès des modérés, la situation apparut sous un jour différent. *La Socialisation des usines n'était plus envisagée que comme un but lointain*, alors que les industriels avaient craint leur expropriation immédiate. Dès lors la possibilité d'un accord se dessina. Pratiquement la période révolutionnaire du mouvement était finie. Certes les patrons comprirent qu'ils auraient à accepter des conditions plus dures qu'en juillet. Mais ils s'y résignèrent. L'idée du contrôle avait du reste trouvé des adeptes dans toutes les classes sociales, qui la considéraient comme une panacée miraculeuse aux maux économiques. On vit donc le Conseil général de l'Association des Ingénieurs voter un ordre du jour « en faveur de la transformation du salariat », et de la « participation aux bénéfices ».

On vit le Parti Populaire Catholique, sous l'impulsion de Don STURZO, réclamer « l'actionnariat ouvrier » et déclarer « que toute solution serait provisoire, car il s'était créé dans les masses un état d'esprit qui les prépare moralement à la confiscation économique et politique des industries au profit du prolétariat ».

On vit des banques avancer des fonds à la Ligue des coopératives socialistes pour exploiter directement les établissements de Castellamare.

Le 13 septembre, la C.G.T. publiait son programme réclamant la modification des rapports entre les employeurs et les travailleurs, et la nomination d'une

commission paritaire chargée de rechercher les modes d'application du contrôle des usines.

La C.G.T. se réunit dans l'après-midi du 13. Les industriels posèrent comme condition préalable à toute discussion l'évacuation des établissements occupés. Ils se montrèrent aussi divisés sur certains points ; une minorité désirait mener la lutte à outrance, même au risque d'y perdre la fortune. La *Stampa* du 15 septembre exposa que le contrôle supposait le droit de propriété et que ce dernier était violé. Elle ajoutait que l'autorité ne saurait être partagée. Mais la majorité des patrons savait qu'il fallait transiger. Elle savait comment le gouvernement avait reçu leur délégation et de quel côté étaient ses sympathies. Toutefois, comme les socialistes quelques jours auparavant, les industriels souhaitèrent que l'institution du contrôle fut le fait d'un acte législatif.

M. GIOLITTI, jusque-là absent, estima alors qu'il devait intervenir. Il convoqua les délégués des deux parties à Turin, le 16 septembre, à 6 heures du soir. Les délégations voyagèrent ensemble de Milan à Turin et entamèrent les négociations « sous la présidence ambulante et conjointe des préfets de ces deux villes » (1). M. GIOLITTI se montra autoritaire. Au sénateur CONTI qui réclamait l'évacuation des usines, et des sanctions, il ne cacha pas que le temps était révolu de l'intransigeance patronale. De nouveaux rapports devaient naître entre capital et travail. L'autorité absolue ne peut plus s'exercer sur des milliers de travailleurs conscients de leurs droits.

(1) HAUTCEUR, p. 46. O. C.

La discussion put reprendre. Et M. GIOLITTI, après avoir constaté l'acceptation du principe du contrôle, renvoya les délégations non sans avoir institué une commission paritaire pour préparer un projet de loi.

Les jours qui suivirent furent employés de part et d'autre à préciser l'accord. Les industriels se réunirent pour fixer la limite des concessions qu'ils ne devaient pas dépasser, et les garanties à obtenir des organisations ouvrières.

Le 17 il y eut une certaine effervescence, due à ce que la *Stampa* publiant les termes de l'accord intervenu la veille, étendait la compétence de la commission paritaire nommée par décret, à des matières dont les industriels s'étaient réservé la connaissance exclusive. Mais tout finit par s'arranger.

*
**

Les négociations reprirent les 17 et 18 septembre et les industriels durent accepter les conditions qu'ils avaient déclarées irréalisables deux mois plus tôt : congés payés, augmentations, indemnités de renvoi. Le 18, M. GIOLITTI émit le vœu que les discussions aient lieu à Rome en sa présence — ce qui se fit dès le 19, malgré la mauvaise humeur des délégués. Quelques points de détail furent réglés et on dressa procès-verbal. Les trois points suivants y furent acquis :

a) Les salaires nouveaux partiraient du 15 juillet. Les journées d'occupation ne seraient pas payées.

b) Pour les établissements non métallurgiques, les salaires seraient payés aux ouvriers présents la veille de l'occupation. Mais une compensation serait faite entre les dommages causés et la production réalisée.

c) Les conditions de réaménagement posées par le Président du Conseil étaient inacceptables pour les industriels qui avaient un mandat formel à ce sujet. Ils les subiraient néanmoins, mais comme un acte d'autorité, et ils dégagèrent toute leur responsabilité.

Le lendemain, M. GIOLITTI faisait paraître un décret modifiant légèrement celui du 16, en ce qu'il étendait la compétence de la commission paritaire (6 membres par délégation) « à l'observation des règlements et à l'embauchage ou au renvoi de la main-d'œuvre ».

Il fallut songer à faire évacuer les usines. Les délégués ouvriers procédèrent méthodiquement et avec prudence. M. COLOMBINO prononça le 21 septembre au Congrès de la F.I.O.M. un discours significatif. Voici pour nous quels en furent les passages essentiels :

« La F.I.O.M.... a ordonné l'évacuation des établissements, mais le mouvement a dévié et a pris un caractère politique. Le vote du Conseil National de la C.G.T. a ramené la lutte sur le terrain syndical. *Les dirigeants de la F.I.O.M. ont toujours pensé que l'occupation des usines était un moyen et non une fin. Il est donc évident qu'il faut maintenant les restituer à leurs propriétaires* ».

Et plus loin :

« Je comprends fort bien que ceux qui croyaient immédiate et définitive la prise de possession des usines, soient un peu déçus, mais, chers amis, *la Révolution ne se fait pas d'un seul coup*.... Nous donnons au prolétariat une arme dont il pourra se servir pour atteindre toutes les spéculations sur le capital.. »

Le 22, la F.I.O.M. faisait voter l'acceptation du contrat aux ouvriers par 148.940 voix contre 42.140 aux extrémistes.

Ce vote ne fut pas du goût de tout le monde. On parla de « trahison ». Les anarchistes, les Bourses du Travail, l'Ordre Nouveau, déclarèrent refuser l'évacuation des usines. Une partie de la C.G.T. se désolidarisa de la majorité, accusée d'avoir saboté la Révolution. C'est l'époque des troubles sanglants que nous avons déjà mentionnés. Au sein des partis ouvriers se dessine le mouvement qui aboutira à la scission communiste de janvier 1921 et à l'émiettement des forces ouvrières. Battus dans les villes, les maximalistes sèment le trouble dans les campagnes, s'emparent des fermes et des terres. Le 27 septembre, la totalité des ouvriers vote la signature du contrat à une immense majorité. Le contrat fut signé le 1^{er} octobre à la Préfecture de Milan. Les délégués patronaux et ouvriers se congratulèrent et échangèrent des paroles empreintes de la plus extrême courtoisie... Quelques jours plus tard, les usines furent évacuées. Les ouvriers durent combler les tranchées creusées et couper les fils de fer barbelés. A Turin, centre maximaliste, il y eut certaines difficultés. Ainsi le personnel de l'usine de dentelles Schalch mit le feu à l'établissement au moment de l'évacuer (1).

IV. — LE RÈGLEMENT DU CONFLIT

Nous ne voulons pas reproduire in extenso le texte de la convention signée le 1^{er} octobre à Milan, mais seulement analyser ses dispositions essentielles. Douze points sont prévus et réglés. Les voici en gros :

(1) Marcel OUESSANT. — *La Révolution des chemises noires*. — Plon, 1935.

Premier Point : Personnel. — Il est divisé en quatre groupes : Femmes et apprentis (jusqu'à 18 ans) ; manœuvres et aides (20 ans) ; ouvriers non qualifiés ; ouvriers qualifiés.

Deuxième Point : Augmentations. — Augmentations maxima de 4 livres par jour pour les hommes de 20 ans. Taux décroissant (80 % ; 60 % ; ...30 %) jusqu'aux apprentis, mais déduction des améliorations consenties depuis le 15 mai 1920.

Troisième Point : Primes. — Elles sont calculées de façon à se calquer sur les gains réalisés par le travail aux pièces.

Quatrième Point : Salaires minima. — Ils sont augmentés régionalement sur la base du pourcentage de l'article 2.

Cinquième Point : Cherté de la vie. — Une partie du salaire, considérée comme indemnité sera susceptible de variations d'après les indices des prix (mais la diminution ne pourra excéder 75 % de l'augmentation présente).

Sixième Point : Heures supplémentaires, heures de nuit. — Pour les 8 heures normales, salaire normal. Pour les deux heures suivantes, majoration de 30 %, pour les 3 heures suivantes : 50 %. Pour les heures suivantes : 100 %. Majoration pour jours fériés : 60 %. Pour travail de nuit : 20 %. Une majoration est également prévue pour les travailleurs à feu continu.

Septième Point : Congés payés. — Ils sont dûs après douze mois consécutifs dans une maison, à partir du 15 juillet 1920. Ils sont de 6 jours par an (48 heures).

Huitième Point : Renvoi. — L'indemnité n'est due qu'à l'ouvrier ayant trois ans de services ininterrom-

pus, et qui est renvoyé pour toute autre cause que la discipline. Indemnité : 2 jours de salaire par année de service.

Neuvième Point : Période de l'occupation. — Des dispositions sont prises pour le paiement des travaux exécutés ou simplement commencés.

Dixième Point : Soustractions commises. — Les organisations ouvrières sont chargées de la restitution faute de quoi des retenues seront faites sur les heures à payer.

Onzième Point : Règlement. — Le vieux règlement reste en vigueur jusqu'à ce que la commission paritaire en ait élaboré un autre.

Douzième Point : Déplacements. — Des indemnités sont prévues pour le travail exécuté au loin. Elles varient suivant la distance et les moyens de communication.

Enfin il est prévu que « le présent contrat ne modifie pas les conditions plus avantageuses en vigueur ».



Ces dispositions, on le voit, constituaient un succès syndical indéniable pour les ouvriers. Le succès politique consistait en l'organisation par la commission paritaire du contrôle reconnu précédemment, et qui ne fit l'objet d'une loi que plus tard.

C'est pourtant sur cette victoire politique que les dirigeants insistèrent particulièrement, surtout pour faire pièce aux extrémistes qui prétendaient que le mouvement ouvrier avait été saboté. Le contrôle syndical, dirent-ils, vous l'avez imposé par la force, et vous avez

le droit d'en être fiers. En somme, c'est une véritable Révolution qui vient d'avoir lieu.

Et comme les ouvriers semblaient, dans leur grande majorité, ne pas avoir compris l'importance et le sens de ce contrôle, le Comité d'action confédérale leur exposa en quoi il consisterait :

D'abord contrôle des représentants ouvriers sur chaque entreprise séparée « de tous les détails *financiers et techniques* de la vie industrielle » pour éviter la fraude et la spéculation. Ensuite un contrôle par catégorie d'industrie, contrôle exercé par un organe supérieur. La C.G.T. pourra, contrôlant une catégorie, déterminer la cause des crises, suggérer les remèdes à y apporter et « préparer ainsi les bases aujourd'hui inexistantes de la gestion collective future ».

Enfin, il y aura un contrôle du règlement, de l'embauchage et du licenciement par les délégués d'usines.

Le comité d'action confédérale mettait ensuite les ouvriers en garde contre « les industriels, les partis adverses, les critiques impénitentes des syndicats, qui cachent leur impuissance sous des vernis pseudo-révolutionnaires » et qui « cherchent à empêcher que notre victoire ne provienne au port en son intégrité ». Nous avons vu que les ouvriers estimèrent les avantages qu'on leur faisait comme suffisamment substantiels, puisqu'ils votèrent la signature du contrat à une majorité imposante.

CHAPITRE IV

CONSIDÉRATIONS

I. — NATURE DES OCCUPATIONS

Nous en avons fini avec l'exposé des faits. Il faut maintenant tâcher de discerner ce que fut exactement le mouvement d'occupations d'usines de septembre 1920. Il y a deux explications : ou bien c'est une tentative de révolution qui a échoué, ou bien c'est la généralisation à un moment donné d'une nouvelle méthode de grève plus efficace que les autres.

Selon les tendances des auteurs qui ont abordé ce sujet, l'aspect révolutionnaire ou l'aspect purement économique est mis en valeur, pour les besoins de la démonstration. MM. BUOZZI et NITTI écrivent par exemple : « On peut considérer l'occupation des usines en cas de lock-out comme une arme nouvelle des travailleurs, et la croire légitime comme la grève ; on peut également la considérer comme un attentat violent au droit de propriété et une offense à l'ordre établi. Cela peut se discuter. Mais il serait malhonnête de considé-

rer comme une velléité bolcheviste l'occupation des usines en Italie, car les causes et les buts en étaient purement économiques ».

C'est une simple affirmation.

La vérité est que le caractère du mouvement doit être examiné à la lumière des circonstances psychologiques et économiques ; or, ces circonstances semblent infirmer les allégations de MM. BUOZZI et NITTI.

Les circonstances psychologiques nous ont montré le climat révolutionnaire. Il ne faut pas oublier qu'à la même époque la Révolution avait réussi en Russie, en Hongrie et en Bavière. Nous avons spécialement insisté au début de cette étude sur la mentalité italienne de 1919-1920, et nous avons pris le mouvement ouvrier un an avant les occupations pour l'amener à septembre 1920, point culminant de la crise.

Le caractère révolutionnaire ressort également des trois points que nous avons signalés :

- a) L'occupation fut armée ;
- b) L'occupation fut active ;
- c) L'occupation fut violente.

La tentative de faire marcher les usines aboutit à un échec. *Il suffit de songer à ce qui se serait passé si les cadres techniques intimidés ou ralliés au mouvement n'avaient pas refusé leur concours, si les matières premières n'avaient pas été si rapidement gaspillées, si les chefs syndicalistes que leurs troupes entraînaient, avaient eu la volonté de réaliser matériellement leur idéal comme ils en avaient l'occasion. Alors on aurait vu que les occupations actives, violentes et armées des usines étaient bien une tentative de socialisation, la réalisation même de la socialisation.*

Nous invoquerons enfin l'opinion des hommes politiques, des écrivains de toutes tendances qui se sont penchés sur ce problème. Il y a une telle unanimité chez eux que le fait semble aujourd'hui à peine contestable.

Tout au plus rencontre-t-on des antifascistes notoires tels que le comte SFORZA pour ne pas croire au danger révolutionnaire de cette époque. Encore faut-il rappeler que le Comte SFORZA était en août-septembre 1920 ministre des Affaires étrangères de M. GIOLITTI dont on a vu l'optimisme quant à l'issue de la crise.

La Révolution était-elle possible au moment des occupations d'usines ? La réponse n'est pas douteuse. Le communiste anglais Palme DUTT affirme que « les conditions classiques des révolutions étaient réunies » (1).

Le grand professeur d'histoire Gaetano SALVEMINI constate que « si les chefs de la C.G.T. et du Parti Socialiste avaient voulu frapper un coup décisif, ils en avaient alors l'occasion... Les banquiers, les gros industriels et les gros propriétaires attendaient la révolution sociale comme le mouton attend d'être conduit à l'abattoir » (2).

Nous trouvons le même aveu dans le journal bourgeois « *Le Corriere delle Sera* », à la date du 29 septembre 1920.

L'unanimité est faite aussi sur les raisons de l'échec du mouvement.

D'abord l'incapacité des chefs, incapacité de comprendre qu'il faut savoir accepter les responsabilités du pouvoir quand on constitue un parti politique, qu'on a des représentants au Parlement et qu'on est le groupe le plus nombreux de ce Parlement. Ensuite la crainte

(1) Palme DUTT. — *Fascisme et Révolution*.

(2) G. SALVEMINI. — *La dictature fasciste*, 1928, p. 41.

des organes syndicaux devant l'imminence de cette Révolution qu'ils avaient si longtemps prêchée et qu'ils voyaient se développer malgré eux.

La dernière raison enfin, le manque de cadres techniques dévoués à la cause ouvrière, l'absence d'intellectuels syndiqués et par dessus tout le manque de plan d'ensemble dans l'action prolétarienne, l'anarchie qui régnait dans les esprits et dans les actes.

Il est donc à peine croyable que la Révolution en Italie ne se soit pas faite en 1920. M. ROCCA l'a très bien dit : « la signification historique du châtement encouru par les révolutionnaires italiens est dans le fait qu'ils auraient pu, en 1919-1920, gagner leur bataille, conquérir le pouvoir que tout le monde sentait tombé à terre, à la disposition de la première audace venue. Il aurait suffi pour cela que leur audace fut moins brutale et plus intelligente, qu'ils eussent possédé un plan national d'action et le courage de l'appliquer avec celui de prendre la responsabilité du pouvoir » (1).

MUSSOLINI sentait confusément qu'il aurait pu être à la tête de ce mouvement. Au cours des occupations, les fascistes avaient proclamé leur neutralité bienveillante. Sans doute leur chef espérait-il se concilier à nouveau les bonnes grâces du parti socialiste dont il avait été exclu.

MUSSOLINI se rendit même, au mois de septembre, à l'hôtel Lombardia de Milan. Là, il eut un entretien avec M. BUOZZI, de la F.I.O.M., et il lui fit la proposition suivante : mon journal, mes hommes sont avec vous si vous renoncez à conserver à la grève son caractère économi-

(1) M. ROCCA. — *Le fascisme et l'antifascisme en Italie.*

que et si vous la transformez en mouvement « ouvertement révolutionnaire » (1). Pietro NENNI rapportant ce fait, prétend que MUSSOLINI aurait dit à M. BUOZZI : « Que les usines soient aux industriels ou aux ouvriers, ça m'est bien égal. Nous, fascistes, n'interviendrons qu'au cas d'un soulèvement à fond bolchevique » (2).

Mais les relations ne furent pas renouées. LÉNINE blâma plus tard les socialistes italiens d'avoir perdu MUSSOLINI, « un chef résolu, celui-là, et qui vous eût conduit à la victoire ». Plus tard, TROTSKY déclarait : « l'unique carte avec laquelle ils auraient pu faire la Révolution, ils l'ont perdue » (3).



Les diverses raisons que nous venons d'exposer nous amènent donc à ces considérations :

Les occupations d'usines italiennes ont pris naissance dans un milieu incontestablement révolutionnaire. Elles sont l'aboutissement d'un long conflit. Elles se sont déclenchées sous un prétexte purement économique, mais elles n'ont pas tardé à reprendre l'aspect politique qui en faisait leur raison d'être à ce moment-là. De la prise de possession des usines (30 août) au vote du Congrès de la C.G.T. (11 septembre), les occupations ont constitué une véritable tentative révolutionnaire. Ce n'est que devant l'échec, échec imputable aux seuls chefs du mouvement, que le caractère politique s'est effacé et que le caractère soi-disant strictement économique a été de nouveau proclamé.

(1) S. TRENTIN. — *L'Aventure Italienne*.

(2) P. NENNI. — *Six ans de guerre civile en Italie*.

(3) *Margh. Sarfatti. Dux.* (Milan, Mondadori Edition).

Au total, l'épisode de septembre 1920 aura abouti :

1° à une défaite politique ;

2° à une victoire syndicale.

1° La défaite politique n'est pas atténuée du fait que le contrôle a été arraché, et que ce contrôle est manifestement d'essence politique. Il faut se rendre compte que le contrôle obtenu ne portait pas seulement sur ce que les Allemands appellent la direction sociale de l'entreprise, c'est-à-dire l'organisation du travail, la police et l'hygiène des ateliers, l'embauche et le renvoi des ouvriers ; il portait aussi sur la direction technique : matières premières, procédés de transformation, transports, débouchés et organisation financière (1).

L'échec politique résulte de l'avenir qui était réservé au contrôle. Beaucoup de bons esprits estimèrent qu'ils avaient là un moyen d'intéresser l'ouvrier à l'entreprise, et d'augmenter la production qui avait dangereusement baissé. Le contrôle pouvait, pendant un certain temps au moins, être un instrument de collaboration entre le Capital et le Travail. Il n'en fut pas ainsi : le contrôle devint une entrave nouvelle à la bonne marche de l'entreprise. Les industriels soumièrent aux ouvriers une énorme masse de paperasse de laquelle ils ne purent pas sortir. Au bout de peu de temps, des compromis intervinrent. Les ouvriers se soucièrent peu d'appliquer ce fameux contrôle qui n'avait servi qu'à leur faire accepter l'occupation des usines, mais qu'ils n'avaient jamais sollicité.

La loi de contrôle, qui ne fut définitivement votée qu'en 1921, n'était plus que l'ombre de ce que les chefs syndicalistes avaient espéré.

(1) G. Maurice PERNOT. — *L'expérience italienne*.

2° Par contre, sur le plan des avantages matériels, l'occupation aboutit à un succès. Augmentation de salaires, congés payés, indemnités nouvelles en furent les principaux postes.

Si nous cherchons à établir quelles furent les causes de ces succès, il faut mentionner :

a) le rôle joué par le gouvernement. Les occupations eurent lieu parce que le gouvernement les laissa faire. Pouvait-il les empêcher ? C'est incontestable. M. GIOLITTI était favorable aux ouvriers. Il était hostile au groupement de banquiers qui soutenaient les industriels et menaient contre lui une campagne personnelle. Pas plus que son ministre du Travail, M. LABRIOLA, il ne croyait à une crise de l'industrie métallurgique (1). Enfin, M. GIOLITTI connaissant l'opinion publique italienne du moment, se refusa à « installer une garnison dans chacune des 800 usines » (2). Il préféra jouer sur une carte hasardeuse, laisser les mains libres aux occupants plutôt que de faire couler les « traditionnels ruisseaux de sang ». Comme le dit si plaisamment M. L. HAUTE-CŒUR : « De son observatoire de Bardonnèche, il considéra les heurts de la plaine ; puis quand il jugea le moment venu et les adversaires suffisamment essoufflés, il descendit de son Sinaï, Moïse en borsalino, et leur donna la loi ».

b) Les divisions patronales servirent puissamment les ouvriers. Il y avait deux clans : celui de M. CRESPI, à la tête des entreprises sérieuses, anciennes, expérimentées, et qui prêchait la réconciliation ; et celui de

(1) Déclaration de M. LABRIOLA au Sénat Italien, le 27 Septembre 1920.

(2) Déclaration de M. GIOLITTI, même séance.

l'avocat RATIGLIONE, à la tête d'aventuriers de tous métiers « abouchés avec des bailleurs de fonds, montant affaires sur affaires, plus spéculateurs que producteurs » (1) et qui prêchait l'intransigeance.

c) L'opinion publique soutint toujours les ouvriers, même pendant les occupations, quoique plus faiblement. Il faut en voir la cause dans le fait que les industriels étaient tous plus ou moins discrédités, qu'ils étaient à ce moment mêlés à un scandale financier connu en Italie sous le nom « d'escalade des banques » et que les revendications ouvrières paraissaient justifiées.

d) Enfin, devant la division patronale, les syndicats serrèrent les rangs. Profondément hostiles à toute entente au début du conflit, ils unifièrent leurs vœux quand ils comprirent que l'on jouait sur leur absence de cohésion. Socialistes, anarchistes et catholiques soutinrent un programme commun, ne se contredirent jamais et finirent par obtenir satisfaction.



II. — QUELQUES PROBLÈMES POSÉS PAR LES FAITS

Nous voudrions maintenant attirer l'attention sur quelques problèmes posés par les faits.

Celui d'abord du *point de vue juridique*. Quelle fut la nature de l'occupation des usines ? Une véritable atteinte au droit de propriété, une violation incontestable de la légalité. Cette violation résulta non seulement de l'occupation elle-même, mais aussi de ses circonstances aggravantes, caractère armé, caractère actif, carac-

(1) HAUTECŒUR.

tère violent ; c'est pourquoi nous prétendons que le caractère révolutionnaire des occupations italiennes peut être nié difficilement. On ne saurait soutenir qu'il y eut là un moyen d'exercer la grève d'une façon plus efficace — *puisque'il n'y eut pas de grève*. Donc le point de vue juridique n'a pas à être examiné, quant à l'occupation. On peut le considérer au contraire quant au contrôle. A quoi aboutit le droit de contrôle ? On a parlé du Droit Constitutionnel transporté dans l'usine. Mais l'usine, chose privée, ne peut être assimilée à un Etat. Donner aux ouvriers un droit de contrôle sur la gestion de l'usine, c'est leur reconnaître un droit de propriété sur cette usine. C'est reconnaître que leur travail a contribué à l'édification de l'usine.

Le contrôle aboutit donc à un partage de la propriété. Il ne faut pas oublier ce fait quand on pense aux événements postérieurs à 1920.

L'histoire de ce conflit montre aussi *les inconvénients qu'il peut y avoir pour un pays à ne pas posséder l'institution de l'arbitrage obligatoire*. Dans le cas qui nous occupe, c'est le gouvernement qui a joué le rôle d'arbitre. On peut douter de son impartialité, un bon arbitrage ne pouvant du reste émaner que d'une commission mixte. Signalons enfin un dernier problème : celui de l'autorité de l'Etat. On chercherait en vain une déclaration officielle d'un membre du gouvernement qui, tout en affirmant sa sympathie pour la classe ouvrière, aurait proclamé l'illégalité des moyens employés pour faire aboutir les revendications. Le prestige de l'Etat italien n'en fut pas renforcé. Il aurait pu faire comprendre que de deux maux, il choisissait le moindre, qu'à l'avenir une telle violation de la pro-

priété ne serait plus tolérée : il ne le fit pas. Or rien n'est plus déprimant que l'incertitude. Devant la carence de l'Etat, incapable de prendre position, deux attitudes vont se dessiner chez les industriels :

Une partie va abandonner la lutte, fermer ses usines ou les céder à des coopératives ouvrières. L'autre partie, ne trouvant pas dans l'Etat un défenseur suffisant, va chercher dans des organisations privées, ardent et combattives, ce défenseur qui deviendra bientôt entre ses mains un instrument de représailles.

CONCLUSIONS

Il nous faut maintenant aborder un dernier point : celui des conséquences des occupations. Les événements de 1920 passent généralement pour avoir été, non pas la cause du fascisme, mais le signal de son essor, la justification de ses excès. Et, à la vérité, le développement du fascisme date bien de la fin de 1920. On appelle 1921 « l'année fasciste ». Mais quel rôle les occupations ont-elles joué au juste dans ce développement ?

Nous avons vu l'attitude sympathisante de Mussolini pendant les journées de septembre et son entrevue avec M. Buozzi, qui est une tentative de rapprochement avec le parti socialiste. Mais après avoir pensé que « le mouvement avait besoin d'une tête et que cette tête pourrait bien être la sienne » (1), Mussolini va songer à donner à sa politique une orientation nouvelle. En 1921, par deux fois, il offrira aux socialistes sa col-

(1) F. CAMBO. — *Autour du Fascisme Italien*.

laboration. Devant l'échec, il deviendra l'organe de la réaction agraire et industrielle.

Déjà la classe ouvrière italienne se morcelle. Maximalistes et majoritaires accusent chaque jour leurs différences de doctrine. Le 18 janvier 1921, c'est la scission et la formation du parti communiste. Cette scission résulte en fait de l'exclusion des maximalistes du sein du Parti socialiste.

Il semble à ce moment que l'Italie veuille revenir à l'ordre légal, si longtemps troublé. Le nombre des grèves baisse ; la production reprend, mais il y a quelque chose de brisé dans la classe ouvrière : c'est l'élan, l'enthousiasme, la confiance en soi-même et en ses dirigeants. Si le chiffre des adhésions à la C.G.T. et aux partis ouvriers se maintient, si les élections de 1921 sont un triomphe des partis avancés, une grande partie des ouvriers n'en oublie pas moins l'échec récent des occupations. Le Professeur SALVEMINI le constate : « Après l'occupation des usines en septembre 1920, l'opinion suivant laquelle la révolution avait échoué se répandit dans le peuple qui se découragea » (1).

Ils n'est donc pas possible au Fascisme de se prétendre le parti qui aurait sauvé l'Italie de la Révolution et du bolchevisme. C'est au contraire le Fascisme et son chef qui, un moment, ont pensé prendre la tête de cette révolution. On sait combien le fascisme est pénétré à l'origine de bolchevisme dont il a suivi l'influence. Après septembre 1920, MUSSOLINI, disciple spirituel de Georges SOREL, voyait prendre fin le régime de violence un instant triomphant et qui paraissait n'avoir aucune chance de reparaître.

(1) G. SALVEMINI. — *La Dictature Fasciste*. 1928.

Nous n'en voulons pour preuve que son propre aveu. Le 2 juillet 1921, il écrivait au *Popolo d'Italia* : « Vouloir soutenir qu'il y a encore un danger bolcheviste en Italie, équivaut à vouloir échanger pour des raisons d'intérêt la peur contre la vérité : le Bolchevisme est vaincu ».

Aussi significatif, quoique plus nuancé est l'aveu du Fasciste Luigi VILLARI :

« Dans les milieux antifascistes, d'aucuns affirment que le danger bolcheviste n'a jamais existé en Italie, alors que d'autres prétendent que celui-ci avait déjà été étouffé un an avant l'arrivée du fascisme au pouvoir.

...*Il est vrai que le bolchevisme était considérablement affaibli en octobre 1922* ». Personne ne peut donc raisonnablement soutenir que le fascisme ait sauvé l'Italie du bolchevisme. Nous comprenons bien mieux dès lors quel fut son rôle véritable. Entraîné, dépassé par l'ardeur et la turbulence de ses troupes recrutées parmi les anciens officiers épris de commandement, les étudiants épris de l'idéal Dannunzien, et d'éléments moins avouables épris de la seule violence, MUSSOLINI va devenir l'instrument de vengeance du capitalisme italien qui avait si longtemps tremblé.

L'écrivain Domenico Russo, non suspect de sympathie pour les idées révolutionnaires, nous semble avoir le mieux montré le vrai visage du mouvement fasciste :

« ...à côté des masses, soudainement détournées des voies du bolchevisme et de la révolution, il y avait des groupements puissants d'intérêts lésés et un flot de passions exaspérées qui attendaient le moment de pren-

dre matériellement leur revanche, qui attendaient, disons le mot : leur vengeur » (1).

.
Le fascisme ne devait pas oublier les occupations d'usines.

La loi syndicale du 3 avril 1926 déclare dans sa troisième partie (article 18) :

« Le lock-out et la grève sont interdits ».

L'article 19 sanctionne de 2 ans de prison les organisateurs d'une grève dans les services publics.

Les articles 20, 21 et 22 prévoient l'amende et la prison pour les grévistes.

(1) Russo. — *Mussolini et le Fascisme*.

DEUXIEME PARTIE

**LES OCCUPATIONS D'USINES
EN FRANCE
(1936)**

I. — L'OCCUPATION DES USINES EN EUROPE

DE 1920 A 1936

Nous avons signalé déjà que l'Italie n'avait pas été la seule à subir les troubles sociaux apportés par la guerre. Ces troubles n'eurent cependant pas la même ampleur dans les autres pays. Ils n'eurent surtout pas — et cela est plus important — le même caractère révolutionnaire que nous avons étudié.

En 1920, il y eut en France des grèves avec occupation des usines à Halluin, commune du Nord. Ce fut une manifestation isolée mais qui s'inspira de motifs nouveaux : les ouvriers occupèrent les usines afin que les machines et les outils ne soient pas utilisés par les non-grévistes, les « jaunes » (1). Cette forme de grève n'eut pas à ce moment-là de suite dans notre pays. Mais elle devait connaître, une dizaine d'années plus tard, une singulière fortune.

En 1931, en Pologne, les ouvriers du puits Hortensia utilisèrent l'occupation des lieux du travail pour les mêmes raisons que les ouvriers d'Halluin.

Ils comptaient aussi par ce moyen éviter les batailles sanglantes qu'un gouvernement impitoyable ne manquait jamais de provoquer avec les forces de police.

Le procédé se révéla si efficace que les occupations se multiplièrent en Pologne.

(1) M^e BIASCA, avocat au Barreau de Nice. — *La grève sur le tas et ses conséquences juridiques*. — Gaz. du Palais, 7 août 1936.

Voici un tableau sommaire des grèves dans ce pays à partir de 1931 :

	1931	1932	1933	1934	1935 (3 ^e trim.)
Nombre de Grèves.	344	509	641	954	909
Grèves avec occupation.	4	56	137	202	143 1 ^{er} trim.
Pourcentage des occupations	1 %	11 %	21 %	21 %	

La progression du mouvement gréviste est éloquent. Le pourcentage des occupations est tel que jusqu'ici la forme de grève que nous étudions était connue sous le nom de « grève polonaise » (1). Signalons que sur les 143 grèves du premier trimestre 1935, 117 furent gagnées par les ouvriers, soit 82 %, 17 furent gagnées par les patrons, soit 11 %. Le résultat des 9 autres grèves ne nous est pas connu.

Peu à peu, les grèves polonaises, par leur efficacité, gagnèrent les pays de l'Europe Centrale. En Roumanie, on vit les cheminots de Grinitza occuper les ateliers de réparations des locomotives. La grève avec occupation gagne l'Espagne. En 1933, les métallurgistes de Madrid l'emploient pour la réduction de la semaine de travail sans réduction de salaires.

En 1935, en Angleterre, les mineurs du puits Nine

(1) Cf. *la Vie Ouvrière*, n° du 5 juin 1936.

Mile Point la déclenchent pour obtenir des contrats collectifs, des augmentations de salaires et pour empêcher les « jaunes » de travailler à leur place.

En 1936, en France, les usines sont occupées avec une ampleur et une généralité jamais égalées. Ce n'est pas le dernier cas connu d'occupation puisque les « grèves sur place » franchissent l'Océan pour en 1937 déferler sur les Etats-Unis.

Ce tableau rapide de la grève avec occupations dans le monde indique clairement qu'une nouvelle forme de grève est née, qui correspond peut-être à des nécessités nouvelles de la technique du travail, peut-être à une avance des idées révolutionnaires.

II. — PLAN ADOPTÉ

Notre étude va porter sur les grèves françaises de 1936. Peut-être n'est-il pas inutile d'indiquer quel sera notre plan de travail.

Après un bref *historique* de la situation politique de la France en mai 1936, nous indiquerons d'où le mouvement est parti et comment il s'est propagé et éteint.

Ce n'est qu'après l'*examen statistique*, pour ainsi dire, des faits, que nous aborderons le problème le plus délicat : celui des *causes* du mouvement. Nous indiquerons finalement les conséquences sociales et juridiques que les occupations ont entraînées.

On remarquera que ce plan n'est pas celui que nous avons adopté pour la première partie de notre étude.

Dans les occupations italiennes, en effet, les causes sont connues et nous avons pris soin de les exposer dès le début. Dans les occupations françaises, au contraire, le mouvement a été d'une rapidité déconcertante, et les causes en sont, aujourd'hui encore, controversées.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT DE GRÈVES DE JUIN 1936

I. — LA SITUATION POLITIQUE DE LA FRANCE

EN MAI 1936

Une date éclaire toute la politique française de ces trois dernières années : le 6 février 1934. Ce jour-là, que se passa-t-il au juste ? Ce n'est pas notre tâche de le rechercher, mais nous devons noter l'importance de cet événement et ses incalculables conséquences : le peuple français prit soudain conscience que le 6 février 1934 ses libertés avaient été mises en jeu avec l'attaque du Parlement. L'exemple des pays voisins ne contribua pas peu à implanter dans les esprits la crainte du fascisme. Dans un climat de passion, le Ministère DALADIER démissionnait pour faire place à un Gouvernement DOUMERGUE. Le 9 février, le sang des ouvriers coulait place de la République, sanglante réplique des émeutes de la Place de la Concorde.

Presque spontanément, on vit les partis dits de

« gauche » réagir. Le résultat de cette réaction fut le « Rassemblement Populaire » qui comprit le Parti Radical-Socialiste, le Parti Socialiste, le Parti Communiste, la C.G.T. et divers groupements de moindre importance.

La C.G.T. en particulier paraît avoir eu dans la formation de ce Rassemblement un rôle prépondérant. Forte d'un million d'adhérents, elle avait une arme dont les partis politiques étaient dépourvus : la grève générale.

Le 12 février, l'ordre de grève générale est suivi dans la France entière. Cette journée se déroule dans un calme grandiose qui donne au monde ouvrier le sentiment de sa force.

En vain les organisations qualifiées de « fascistes » protestèrent-elles de leur loyalisme républicain. Partout se créèrent des « Comités de vigilance » ou de « lutte antifasciste ». La France donna l'impression de se scinder en deux parties : les antifascistes et « tous les autres », englobés sous le nom générique de fascistes.

Le temps ne contribua pas à apaiser les esprits. Le ministère DOUMERGUE fut remplacé par un ministère LAVAL. En 1935, un an après les événements du 6 février, une brochure de propagande éditée par le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes dont le président était le Professeur Paul RIVET, s'exprimait en ces termes :

« Depuis plus d'un an, le fascisme occupe, dans les soucis politiques des Français, une place chaque jour grandissante. L'idée qu'un mouvement fasciste menace les libertés démocratiques aurait naguère paru invraisemblable ; elle agite aujourd'hui les esprits. *De plus*

en plus nettement, la vie de notre pays se ramène à une lutte pour ou contre le fascisme » (1).

*
**

Il y eut, dans la formation du Rassemblement populaire, des difficultés. La moindre ne fut certes pas l'élaboration d'un programme commun. En effet, il fallait concilier dans un manifeste unique les aspirations d'un parti strictement prolétarien comme le parti communiste, et d'un parti qui incarne plus qu'aucun autre la petite bourgeoisie et les classes moyennes : le parti radical. L'alignement se fit sur ce dernier, ce qui explique son extrême modération.

Le programme contenait trois paragraphes : l'un sur la défense de la liberté, l'autre sur la défense de la paix, le troisième s'intitulait « Contre le chômage et la crise industrielle » et traitait des questions économiques.

Les revendications de ce troisième paragraphe étaient assez maigres comme on peut en juger :

Institution d'un fonds national de chômage ; réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire ; appel des jeunes au travail par l'établissement d'un régime de retraites suffisant pour les vieux travailleurs ; plan de grands travaux.

Mais si le Rassemblement Populaire — qui deviendra par la suite le « Front Commun », puis le « Front Populaire » — ne pouvait, de par sa composition, élaborer que ce programme commun « minimum », la

(1) *Qu'est-ce que le Fascisme ?*. — Brochure du C. V. I. A., 1935.

C.G.T. avait depuis longtemps mis sur pied un « Plan » approfondi, qui visait moins à résoudre les difficultés du moment qu'à réformer totalement la structure de l'Economie.

Ce plan, dont l'ensemble formait un système complet et cohérent, insistait sur les nationalisations. Par contre, il ne parlait de trois réformes économiques désirées par le monde ouvrier : semaine de 40 heures, congés payés et contrats collectifs, que d'une manière un peu incidente. Or, ce sont ces trois points qui, au moment des occupations, deviendront les principaux objectifs de la lutte.



Il nous faut maintenant signaler un fait d'une extrême importance pour la compréhension de notre étude. Jusque là le Parti communiste n'avait semblé suivre qu'en rechignant les mots d'ordre du Rassemblement Populaire. L'union avec les socialistes et les radicaux lui avait toujours répugné. De même l'unité syndicale voulue par beaucoup de militants unitaires et confédérés, était repoussée par les dirigeants de la C.G.T.U. Le Parti communiste, farouchement anticapitaliste, restait non moins farouchement internationaliste et antimilitariste.

Or, *le 15 mai 1935*, un événement singulier vient bouleverser de fond en comble la doctrine et la « ligne » du parti. Il s'agit des déclarations de STALINE « comprenant et approuvant pleinement la politique de défense nationale faite par la France, pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité ».

Un instant le parti communiste parut désorienté.

C'était subitement renoncer à ce qui faisait sa raison d'être. Mais le Parti communiste se distingue par son respect pour la hiérarchie, et l'ordre était impératif. On assista donc à un revirement total de la politique communiste et à un complet changement d'attitude vis-à-vis des autres formations du Front Populaire. Loin d'y faire de l'opposition, il se l'appropriâ, tenta d'en faire sa chose. De même pour l'unité syndicale, dont il devint le champion subitement zélé.

Le 14 juillet 1935, des défilés impressionnants, à Paris et en province, montrent que le Front Populaire est plus fort que jamais.

*
**

Le 22 janvier 1936, le cabinet LAVAL doit démissionner. On sait que le ministère SARRAUT qui le remplace le 24 est un ministère provisoire, destiné à expédier les affaires courantes jusqu'aux élections de mai qui font escompter un succès des « gauches » sans précédent.

Le 28 janvier, l'Unité syndicale est réalisée. Le Congrès de Toulouse, qui a lieu au mois de mars, résout certaines difficultés existant entre la C.G.T. et la C.G.T.U. L'incompatibilité des mandats syndicaux et politiques y est proclamée ainsi que l'adhésion à la Fédération Syndicale Internationale.

Mais le point de débat le plus important est celui qui concerne l'action future de la C.G.T. Poursuivra-t-elle la réalisation de son Plan, ou s'en tiendra-t-elle au programme du Rassemblement populaire dont elle fait partie ? Les ex-unitaires soutiennent ce dernier point de vue. Mais le Plan est défendu par les ex-confédérés, qui sont en majorité.

M. DELMAS, secrétaire général du S. N. des Instituteurs, précise de la façon suivante la thèse majoritaire :

« Le programme du Rassemblement populaire est une œuvre de circonstance, née de la menace fasciste, destinée surtout à l'ordre politique. Le chapitre sur la défense de la liberté, celui sur la défense de la paix me donnent dans l'ensemble satisfaction...

« Mais le *chapitre économique est extrêmement faible*. On a fait l'alignement sur les éléments les plus modérés du Parti radical. Le résultat, c'est que ce programme aboutit à une carence absolue en matière économique. Si nous arrivions à adjoindre au programme le Plan de la C.G.T. et les transformations de structure qu'il comporte, nous arriverions à un tout satisfaisant ».

Dans le même sens, M. BELIN, secrétaire confédéral, avoue que « sur les questions économiques et sociales, l'éventail que constitue le Rassemblement se disloque, et il n'est plus possible de s'entendre que sur des points d'un caractère tel que le programme n'a plus de consistance ».

M. JOUHAUX enfin rappelle que *chaque parti politique a conservé son programme à l'intérieur du Rassemblement. Ainsi doit-il en être de la C.G.T.*

« Nous avons accepté son programme comme un minimum, mais nous n'avons pas entendu lui subordonner le nôtre, et notre action ».

Finalement, une résolution d'unanimité est votée, dont le texte est le suivant :

« La C.G.T., dans tous ses éléments, soutiendra par une lutte incessante les revendications contenues dans ce programme dont elle exigera la réalisation et qu'elle associe étroitement aux revendications propres à la

classe ouvrière et aux réformes de structure énoncées dans le Plan de la C.G.T. : fonds national de chômage, semaine de 40 heures, salaire minimum, grands travaux, contrats collectifs, contrôle ouvrier ».

**

Le 26 avril et le 3 mai 1936, les élections législatives ont lieu. La discipline joue à l'intérieur du Front Populaire et amène à la Chambre une imposante majorité de gauche. Les socialistes ont 146 sièges au lieu de 97, les communistes 72 au lieu de 10. Les autres sièges se répartissent ainsi :

	1936	1932
	—	—
Communistes	72	10
Socialistes	146	97
Radicaux-Socialistes	115	158
Radicaux Indépendants	31	65
Union républicain démocratique....	88	76
Républicains de gauche	84	100
Conservateurs	11	6

Devant ces résultats, M. Léon BLUM, leader du Parti socialiste, accepte de présider un cabinet de Front Populaire à direction socialiste, cabinet qui ne sera définitivement constitué que le 4 juin.

II. — LA SITUATION ECONOMIQUE

En mai 1936, l'économie française était dans une situation peu brillante. La « Crise » sévissait depuis

cinq ou six ans, et on ne voyait se dessiner en France aucun de ces mouvements de reprise dont les Etats-Unis ou l'Angleterre nous donnaient le modèle. Aucune amélioration n'apparaissait dans la statistique des grèves. Le marasme des affaires provenait dans une certaine mesure de la décadence du commerce international et des menaces de guerre européenne sans cesse renouvelées. Il provenait surtout, il faut bien le dire, du manque de hardiesse des gouvernants en matière économique. Pas une tentative pour sortir de la crise, aucune velléité d'essayer quelque chose. Alors que les Etats-Unis vivaient l'expérience Roosevelt, aucun cabinet français n'osait risquer la dévaluation, qui judicieusement conduite aurait pu redonner un peu de vie à notre économie. La politique des décrets-lois du ministère LAVAL contribuait au contraire à lui donner le coup de grâce. Ainsi que le dit l'*Activité Economique* :

« (les décrets-lois) laissèrent subsister la contradiction fondamentale entre la politique financière et la politique économique... On ne pouvait espérer indéfiniment réduire traitements et salaires alors que le coût de la vie ne cessait de monter. L'œuvre de déflation... chargée de cette contradiction interne était vouée à l'échec. Le dernier trimestre de 1935 et le premier trimestre de 1936 ont consacré cet échec » (1).

Il convient à ce sujet de noter que *les décrets Laval constituaient une violation de contrat*. Ils réduisaient soudain les loyers, les traitements, les rentes. Ils constituaient une atteinte à la sécurité individuelle. *En somme, ils inauguraient une méthode de « force » qui*

(1) *L'Activité Economique*, n° 6, Juillet 1936, Sirey.

devait avoir des suites, mais en sens contraire. L'expérience fut pourtant qualifiée de courageuse. Elle l'était peut-être, en ce sens qu'elle bravait l'opinion publique. Elle fut acceptée dans le calme.

Les ouvriers savaient que beaucoup d'entreprises où ils travaillaient ne vivaient qu'avec peine. Dans nombre de cas, ils connaissaient les difficultés rencontrées au moment des échéances. Mais si certaines industries fortement organisées pouvaient donner à leurs ouvriers des salaires décents, il ne faut pas oublier que de véritables salaires de famine ont été dévoilés au moment des grèves.

A Marseille, ce sont des ouvrières d'une fabrique de lits métalliques qui pour 14 francs de salaire journalier, tournent pendant 8 heures la roue à fabriquer le grillage. A Saint-Quentin, les traminots qui, au mépris de la loi sur les 8 heures, font des journées de 11 et 12 heures pour un salaire de 21 francs. A Paris, ce sont les employées des grands magasins obligées de vivre et de se vêtir avec une certaine recherche avec des appointements dérisoires (1).

(1) Cf. l'art. de M. G. PIROU, dans *l'Œuvre* du 11-10-37.

On a fait remarquer, statistiques en mains :

1°) Que les usines d'où était parti le mouvement d'occupation (usines métallurgiques travaillant pour la Défense Nationale), étaient précisément celles où les salaires étaient les plus élevés. (7 francs, 8 francs de l'heure et parfois davantage) ;

2°) Que la situation matérielle des ouvriers ayant conservé un horaire de travail normal n'avait pas empiré, les chiffres officiels de la baisse des salaires étaient inférieurs à ceux de la baisse générale des prix.

Si nous nous reportons au Bulletin de la Statistique générale de la France, 1^{er} trimestre 1936, p. 236, nous constatons la baisse suivante :

	1933	1935
Moyenne des salaires masculins	31,70	30,72
Moyenne des salaires féminins	18,18	18,13
ceci pour l'ensemble de la France. Pour Paris, on a :		
	1933	1935
	—	—
Moyenne des salaires masculins	50,72	49,75

Il faut tenir compte de la patience montrée par l'ensemble du monde ouvrier pendant six ans. « La fin de la crise viendra, pensait-on, et tout rentrera dans son état normal ».

Cette patience est d'autant plus méritoire, que les industriels, et d'une façon générale les employeurs, ont accumulé pendant cette période bien des erreurs. La certitude de trouver une main-d'œuvre peu exigeante dans les rangs sans cesse grossissants des chômeurs avait amené certains usiniers à faire preuve d'une intransigeance qui devait avoir des conséquences fâcheuses. Dans beaucoup de cas, on refusait de discuter avec le

Donc, la baisse paraît insignifiante.

Si par contre, nous examinons l'indice du coût de la vie à Paris, par exemple, nous avons, en prenant l'indice 100 pour 1929 :

	1929	1933	1935 (1 ^{er} trim.)	1935 (4 ^e trim.)
Indice Prix	100	94	89	86

Baisse importante qui pourrait faire croire à une augmentation du salaire réel. (Voir la Revue Internationale du Travail, avril 1936, p. 611).

Mais il convient de ne pas oublier :

1° Que dans les usines où de hauts salaires étaient accordés, une partie du personnel, sous-rémunérée, ne touchait que 3 francs ou 3 fr. 25 de l'heure.

2° Que dans certaines usines de province, certains salaires constituaient *un véritable scandale* : l'*Aube* du 5 juin 1936 cite le rapport de M. Ivan MARTIN au Conseil National Economique : un tisseur chargé de conduire 20 métiers coton ne touchait que 2 fr. 75 de l'heure. Et M. Henri GUITTON, professeur d'Economie politique à l'Institut Catholique de Paris, écrit dans la *Vie Intellectuelle* du 25 juin 1936 :

« Il a fallu la grève pour que l'opinion apprenne que telle ouvrière gagnait *moins de 1 fr. 50 de l'heure* et que tel ouvrier ne touchait pas plus de 180 francs par semaine.

3° Que l'indice des prix des denrées alimentaires n'avait pas baissé. Et comme l'a constaté M. LÉON BLUM à la Chambre : « Laissez-moi vous dire que, pour les travailleurs, et à peu près aussi pour tous les Français, *le seul véritable indice, le seul qui compte réellement, c'est celui des denrées alimentaires*. C'est le seul qui ait une véritable importance psychologique ».

4° Qu'en ce qui concerne la statistique précédente, il s'agit d'une moyenne, par trimestre et par régions. Par conséquent, pas de salaires effectivement payés.

5° Que ces statistiques ne tiennent pas compte du chômage. Certains ouvriers étaient convenablement rétribués à l'heure mais ne travaillaient pas le temps normal.

6° Que la nécessité d'augmenter les salaires a été unanimement reconnue en 1936.

personnel, voire même de recevoir les délégations. Les plus humbles doléances : installation d'un vestiaire, de vitres bleues contre le soleil, ne recevaient souvent aucune suite. Il faut lire l'article que Suzanne GALLOIS écrivit dans la *Révolution Prolétarienne* en juin 1936, et qui nous édifie sur les rancœurs accumulées (1). Beaucoup d'employeurs ont été surpris de la futilité des causes invoquées dans certaines grèves. Cet article les éclairera, croyons-nous.

Les élections de 1936 se firent *contre toute la politique économique qui avait précédé*. Le désir unanime fut de tenter quelque chose de neuf. La déflation venait d'échouer. Dès lors s'implanta dans les esprits l'idée de ranimer l'économie par l'augmentation du pouvoir d'achat. De toutes façons, il fallait essayer une nouvelle méthode et pour cela changer les hommes au pouvoir, changer l'orientation politique, bouleverser la routine économique, en un mot, tenter « une nouvelle donne ». On sait que beaucoup de petits bourgeois des classes moyennes votèrent pour le Front Populaire « pour voir », se disant qu'après tout, il ne pourrait pas faire plus de mal que les gouvernements précédents.

Nous avons trouvé, dans les Dossiers de l'Action Populaire, revue catholique, la relation de certaines conversations tenues au moment et à propos des occupations d'usines. Elles sont certifiées rigoureusement exactes.

« Je persiste à croire, dit l'un des interlocuteurs, que les grèves actuelles n'auraient pas eu lieu, si le patronat avait donné un quart d'heure avant qu'on les

(1) S. GALLOIS : La vie et la grève des ouvriers métallus. *Révolution Prolétarienne*, 10 juin 1936.

lui réclame, la simple moitié des avantages désormais acquis.

— Cette fois, nous sommes d'accord, répond l'autre ; c'est le manque de psychologie des employeurs qui nous a conduits où nous en sommes » (1).

M. J. C. GIGNOUX l'a reconnu : « certaines des réformes Matignon eussent gagné à être devancées par l'initiative patronale, et la preuve en est que des industries ou des entreprises isolées les appliquaient avant d'y être légalement contraintes : c'est notamment le cas en ce qui touche les congés payés » (2).

Nous avons relevé un aveu semblable dans une brochure de propagande éditée par le Parti Social Français : « Le patronat doit se rappeler que pour n'avoir pas tenu compte des cahiers de doléances présentés en 1789 aux Etats Généraux... les privilégiés ont été victimes d'une révolution sanglante... Comment ne pas penser que les grèves révolutionnaires du mois de juin 1936 n'auraient pas eu le caractère que des agitateurs ont su leur donner, si certaines revendications légitimes avaient été entendues plus tôt, si les exigences révolutionnaires et individualistes avaient été prévenues par une juste compréhension des obligations sociales » (3).

III. — LE MOUVEMENT D'OCCUPATION

Ainsi que nous l'avons déjà dit, nous allons nous borner à signaler le point de départ et l'extension des occupations, sans en rechercher les causes. Nous ne par-

(1) Dossiers de l'Action Populaire, 25 juillet 1936. Spes.

(2) C. J. GIGNOUX : *Patrons soyez des patrons*. Brochure. Flammarion, 1937.

(3) P. S. F. : *Une mystique, un programme*, 1937.

lerons des négociations (qui se poursuivaient en réalité au même moment) que dans le prochain paragraphe.

**

Il nous a paru utile de rechercher quelle a été la *première* occupation d'usine en France, en 1936. Il semble que ce soit celle de l'usine de la Boutillerie, près d'Amiens — occupation qui eut lieu le 10 avril. Nous ne faisons que citer rapidement ce cas curieux, qui ne paraît pas avoir eu une grande publicité à l'époque.

L'usine de la Boutillerie, fondée par deux anglais, les frères Searle, fabriquait des munitions et occupait 450 ouvriers. L'entreprise était depuis longtemps obérée. Les impôts dûs par les propriétaires n'avaient pas été payés, et le fisc allait fermer l'usine. Les ouvriers, pour l'en empêcher, montèrent la garde et prirent leurs dispositions pour coucher devant la porte, à la belle étoile.

M. ALLARD, dans l'*Œuvre*, a raconté dans quelles curieuses circonstances eut lieu cette première occupation. Les ouvriers qu'il interrogea sur place lui avouèrent qu'ils n'avaient jamais eu l'intention d'entrer dans l'usine, à plus forte raison de l'exploiter. Ce fut le patron qui leur dit : « Non, mes enfants, ne restez pas là. Entrez... Prenez un matelas et couchez-vous. Si vous n'avez pas assez chaud, prenez du charbon et chauffez-vous ».

Il y eut là comme un abandon volontaire de l'usine entre les mains des ouvriers. M. ALLARD conte ensuite comment ces derniers s'organisèrent en coopérative : création d'un conseil d'usine, de services techniques,

d'un service commercial, et comment, grâce aux démarches menées par le député local au ministère de la guerre, ils obtinrent des commandes de l'Etat (1).

Mais rien ne nous permet de penser que cet incident se rattache au mouvement d'occupation qui eut lieu un mois et demi plus tard.

*
**

Deux militants syndicalistes furent congédiés par la Direction des usines Bréguet, au Havre, pour avoir chômé le jour du 1^{er} mai. Voilà, semble-t-il, le point de départ du mouvement.

Aussitôt des délégations furent envoyées pour que la mesure soit rapportée. La direction se montra intransigeante. Les ouvriers tentèrent de négocier encore jusqu'au 11 mai : ce fut en pure perte. Dans la nuit du 11 au 12, le syndicat des métaux et l'Union locale du Havre décidèrent l'occupation. La totalité du personnel, soit 600 ouvriers, passèrent la nuit à l'usine. Notons ce fait curieux que l'influence communiste est insignifiante à l'Union Locale du Havre, qui a derrière elle un long passé de syndicalisme révolutionnaire (2). La population du Havre prit, dans l'ensemble, fait et cause pour les ouvriers, et le maire, M. Léon MAYER, rendit, après acceptation de la direction Bréguet, une sentence arbitrale intéressante :

« Considérant que depuis de nombreuses années, *il est constant dans l'industrie de laisser les ouvriers*

(1) V. Bulletin Quotidien de la Sté d'Ed. et d'I. Ec. du 24 juillet 1936.

(2) Cf. Révol. Prolétarienne, 10 juillet 1936, art. de P. MONATTE : La classe ouvrière reprend confiance en elle.

libres de chômer ou de travailler le 1^{er} Mai, que cette tradition aurait dû d'autant plus être respectée qu'elle s'est produite dans le calme et sans qu'aucune pression de débauchage ait été exercée.

« Considérant en conséquence que les raisons pour lesquelles Triboulet et Vachon ont été congédiés ne sauraient être admises.

« Décide :

« Qu'il y a lieu pour les établissements Bréguet de les réintégrer dans leurs emplois ; considérant d'autre part, que la manifestation unanime de solidarité à laquelle ont pris part les ouvriers desdits établissements a été la conséquence d'un acte qui n'aurait pas dû se produire ;

« Dit qu'il y a lieu de ce fait d'opérer le paiement des journées normales des 11 et 12 mai ».

.

La grève aboutissait donc à la réintégration des ouvriers et au paiement des journées de grève avec, en plus, la proclamation du droit au 1^{er} mai dans la sentence arbitrale.

Il est important de constater que le lendemain, à Toulouse, donc très loin des établissements Bréguet, une occupation d'usine avait lieu, et pour les mêmes motifs :

Après le renvoi de trois ouvriers des usines Latécoère, le personnel fait une grève de solidarité. Le motif de renvoi est le chômage le jour du 1^{er} mai.

La Bourse du Travail se solidarise avec les grévistes et les ravitaille.

L'arbitrage du maire est accepté et aboutit à la réin-

tégration des ouvriers et à la reconnaissance des délégués. Mais les journées de grève ne sont pas payées.

Enfin, à peu près au même moment, un troisième cas d'occupation est signalé, à Courbevoie. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de protester contre une brimade patronale : il s'agit de *demandeur une augmentation de salaire*.

Les ouvriers de l'usine Bloch, après avoir formulé leurs réclamations, refusent d'évacuer les ateliers. Ils sont ravitaillés par la municipalité du Front Populaire.

Quarante-huit heures plus tard, les ouvriers sont en possession d'un contrat collectif : les salaires sont relevés, les deux journées de grève payées. Le contrat prévoit des vacances. *La méthode des occupations se révèle efficace*.



Des ouvriers ayant vécu les occupations dès la première heure, ont déclaré que l'idée d'occuper « était dans l'air » depuis quelques temps. Il semble qu'une autre formule de grève, lancée à ce moment, n'aurait trouvé aucun écho. La peur de perdre sa place et la certitude d'être remplacé immédiatement, au moyen de prélèvements massifs dans l'armée des chômeurs, auraient retenu tout le monde.

Il est curieux d'observer que les trois cas de grève que nous avons signalés ne furent portés qu'assez tard à la connaissance du grand public.

Ce n'est que le 20 mai que le journal l'*Humanité* révèle à ses lecteurs la grève Bréguet et ses résultats. Quant aux deux autres grèves, elles font l'objet d'un

long article de Pierre DELON, dans le même journal, le 24 mai, c'est-à-dire le matin même de la manifestation populaire au Mur des Fédérés. Le fait est d'importance. En effet, à ce moment, peu de gens connaissaient les événements précités. Mais dans de nombreuses usines où régnait un mécontentement croissant, on était prêt à formuler des revendications. Aux usines Nieuport, à Issy-les-Moulineaux, elles étaient même déjà formulées. Or la manifestation du Mur des Fédérés rassembla plus d'un demi-million de personnes où les lecteurs de l'*Humanité* ne manquaient pas. Durant l'interminable piétinement du cortège, les commentaires à l'article de Pierre DELON allèrent bon train. On remarqua beaucoup à cette manifestation la présence de M. Léon BLUM, futur président du Conseil.

Nous ne tentons pas, en ce moment du moins, d'esquisser une thèse du déclenchement psychologique des occupations. Nous enregistrons simplement les faits dans l'ordre où ils se présentèrent.

*
**

Le surlendemain, 26 mai, la grève était déclarée chez Nieuport et l'usine occupée, à 9 heures du matin. Le vocabulaire ouvrier, si savoureux en maintes circonstances, s'était même enrichi pour cette occasion d'une expression nouvelle : ce fut celle de « grève sur le tas ». L'usine Sautter-Harlé suivit le mouvement et obtint satisfaction instantanément. Puis ce furent d'autres usines à Villacoublay, Hotchkiss à Levallois, Lavalette à Saint-Ouen, Amiot à Billancourt. Le vocabulaire s'en-

richit à nouveau : on ne cessa plus de travailler, on « débraya ».

La grève prit une ampleur considérable lorsque les 35.000 ouvriers des usines Renault, à Billancourt, « débrayèrent » à leur tour le 28 mai.

Le 29, le mouvement s'étendait aux usines Rosengart, Citroën, Goodrich, Fiat, Gnome-Rhône, Salmson, Chausson et Caudron. Le lendemain, on comptait une quinzaine d'entreprises occupées dans la région parisienne. A peu près toutes étaient des entreprises métallurgiques. Il y eut alors une accalmie coïncidant avec la Pentecôte. Du 26 mai au 1^{er} juin, la grève éclate, semble-t-il, sans répondre à un plan d'ensemble. Le travail reprend après négociations entre les patrons et le personnel. Le 2 juin, on comptait une soixantaine d'occupations, mais affectant en plus de la métallurgie, l'alimentation, l'horlogerie, l'imprimerie, etc... Le même jour, la grève commençait à Lille dans le textile et la métallurgie.

Le lendemain, on signalait une extension formidable du mouvement à Paris et en province. Après Lille, Valenciennes, Marseille, Lyon, Toulouse, Nantes, Reims, Bourges, Brive, Bordeaux connaissaient la grève sur le tas. 200 usines étaient occupées dans la région parisienne.

Les négociations se poursuivaient entre patrons et ouvriers, notamment dans la métallurgie. Nous dirons ce qu'elles furent. Une usine reprenait le travail, dix débrayaient.

Devant la généralisation du conflit et ses dangers, il apparut au nouveau gouvernement, constitué le 4 juin, que seul un accord entre le patronat et le salariat pou-

vait amener un apaisement. Le 7 juin était signé l'accord Matignon entre la Confédération Générale de la Production Française et la C.G.T. réunifiée. L'événement était d'importance. A peine apporta-t-il une légère détente. Des occupations cessèrent. D'autres, au mépris de l'accord, commencèrent. Des usines qui avaient repris le travail débrayèrent à nouveau.

Les journaux consacrèrent alors une grande partie de leurs colonnes à la nomenclature des usines cessant toute activité et de celles reprenant le travail. Il serait assurément fastidieux d'énumérer quelles furent les villes touchées, et les professions. Notons simplement que le mouvement affecta *toute la France et toutes les professions à l'exception des services publics*. Notons également que la vague d'occupation fut à son maximum vers le 11 juin. Le 11 juin, il apparut à tous que la situation était dramatique. Pour la première fois, des détachements de gardes républicains gardèrent les points stratégiques de la capitale et les ministères. Le caractère révolutionnaire de la grève, depuis quelques jours, paraissait vouloir prendre le pas sur le caractère professionnel. Ce ne fut qu'une alerte et la grève déferla jusqu'à la fin de l'année 1936 sur le pays, mais avec une force sans cesse décroissante.

Malgré tout, pour donner une idée approximative de ce que furent les occupations françaises, et de leur généralisation, nous reproduisons le bilan de la journée du 12 juin, d'après la « *Chronologie Economique Internationale* » (1) :

« 12 juin.....

(1) Chronologie économique internationale, juin 1936. Sirey.

« A Paris sont terminées les grèves suivantes : lads, chocolatiers et confiseurs, prix uniques, textiles, houillères, couture, hôtels, cafés, restaurants, habillement (confection), préparateurs en pharmacie, ameublement, garçons bouchers (gros et demi-gros).

« Continuent les grèves suivantes :

« Grands magasins, grandes épiceries (chez Damoy et Luce le travail a repris), charbonniers, bâtiment, peintres en bâtiment, métallurgie, assurances, industrie du cinéma, parfumeurs, maraîchers, marbriers, fleuristes, batellerie.

« Débutent les grèves suivantes :

« Une société de taxis à Levallois, fourrures, grands magasins de la Belle Jardinière, garçons de pistes d'hippodrome, vendeurs des magasins de chaussures Pillot, horticulteurs.

« Dans le Nord, un certain nombre de mairies sont occupées, l'électricité est coupée à Dunkerque ; moins d'un tiers du personnel a réintégré les usines à Roubaix et Tourcoing.

« Dans le Pas-de-Calais, les grèves se développent à Arras et à Boulogne-sur-Mer, où les équipages des navires de pêche font grève à leur tour. En revanche, 36.691 mineurs reprennent le travail. Dans la Seine-Inférieure, les tramways de Rouen sont en grève et les ouvriers menuisiers occupent la foire-exposition qui devait ouvrir le 13 juin. Les dockers et les ouvriers du bâtiment de Rouen continuent la grève. Au Havre, le travail reprend de plus en plus.

« Dans l'Est, à Nancy, Mulhouse et Belfort, les grèves se multiplient. Dans le Sud-Ouest, on compte à Bordeaux 42 établissements touchés avec un total de 15.000

grévistas. Les magasins de nouveauté reprennent le travail. A Toulouse, les tramways, le bâtiment et la métallurgie sont toujours en grève.

« A Marseille, la grève s'étend aux autocars, aux taxis et au bâtiment ».

En prenant les chiffres officiels communiqués par le Ministère du Travail qui donne une idée de la façon dont le conflit s'est apaisé, nous avons établi ce tableau sommaire des grèves. Il est regrettable que les chiffres ne représentent le plus souvent que la totalité des grévistes, occupants ou non. Il convient de noter la baisse ininterrompue des grèves jusqu'à la fin de l'année (sauf les légères recrudescences de juillet, septembre et octobre). Le 13 janvier 1937, le nombre des grévistes dans le pays était de 3.500, chiffre normal et même faible. La seule usine occupée était la maison Cusynberghe, à Clichy. Et encore cette occupation avait-elle des motifs particuliers: le 23 novembre, un ouvrier algérien, Tahar Acherchour, avait été tué de trois balles de revolver par le fils du patron.

Après sept mois de procédures faites et défaites, de lois votées avec une incroyable rapidité, d'occupations d'usines, de fermes et de bateaux, et de violences presque uniquement verbales, l'agitation prenait fin et une date nouvelle s'inscrivait dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Occupations d'usines en France de Juin 1936 à Janvier 1937
(Chiffres officiels)

DATES	USINES OCCUPÉES	FRANCE (Chiffre global)	FRANCE (Occu- pants)	SEINE	NORD
15 Juin 1936.				76.432	
16 Juin.					59.939
18 Juin.	Chiffres non communiqués (Voir la note)	248.435		56.250	
23 Juin.		193.000		18.000	
29 Juin.		160.386		6.995	26.840
1 ^{er} Juillet.		154.000		6.000	26.000
3 Juillet.		120.322	Chiffres non communiqués mais coïncidant, à quelques milliers près avec ceux de la colonne précédente.		25.200
4 Juillet.		113.000			23.750
7 Juillet.	1.171	120.381			
8 Juillet.		90.529			22.155
10 Juillet.		80.841		5.856	
11 Juillet.	1.007	98.315			
14 Juillet.	613	73.703			
16 Juillet.				4.173	8.456
20 Juillet.		37.107		2.039	2.707
27 Juillet.		23.310		2.512	1.460
6 Août (1).		11.960	4.836		
14 Septembre.		76.360			
21 Septembre.		14.472			
8 Octobre.		30.681	15.768		
22 Octobre.		18.107	3.996		
25 Novembre.				3.417	
13 Janvier 1937	1	3.500	100	100	

Note. — Les communiqués du Ministère de l'Intérieur n'ont pas mentionné le nombre des occupants à partir du 4 Juin. On lira à ce sujet les évaluations fantaisistes relevées dans l'*Humanité* par M. J.-F. COMPEYROT (Revue Politique et Parlementaire, 1^{er} Juillet). Le 4 Juin, elle évalue le chiffre des grévistes à 200.000, le lendemain à 500.000. On verra plus loin la note dans laquelle M. SALENGRO parle de 1.800.000 grévistes, p. 144.

(1) Chiffres communiqués par le Bulletin Quotidien de la Société E.I.E.

IV. — LE PROCESSUS DIPLOMATIQUE DU CONFLIT

Les premiers succès obtenus avec une dérisoire facilité chez Bréguet et chez Latécoère, donnèrent de l'émulation aux entreprises voisines. Presque partout les directeurs d'usines eurent à faire face à des revendications, appuyées par les occupations auxquelles on s'attendait si peu. Surpris, inquiets, déroutés et aussi insuffisamment organisés, les patrons acceptèrent généralement vite les conditions nouvelles de travail qui leur étaient demandées. Cette facilité ne fit qu'accentuer encore le mouvement revendicatif. Il était facile de comprendre que l'ordre normal ne pourrait être rétabli, tant qu'il resterait une seule usine n'ayant pas, elle aussi, obtenu certaines satisfactions.

Sur quoi portaient les revendications ? En premier lieu on réclamait un *relèvement des salaires*, et plus particulièrement des bas salaires. D'une façon générale, c'est à quatre francs de l'heure que se fixa le taux du salaire minimum. Il faut reconnaître qu'à Paris, assez rares étaient les salaires inférieurs. Dans les premiers accords réalisés, les augmentations horaires vont de 1 fr. 50 à 0 fr. 25, suivant un taux décroissant, des hauts salaires aux bas salaires.

Les vacances payées ne figurèrent que timidement dans les premières demandes, puis se généralisèrent.

La semaine de quarante heures n'est pas à vrai dire une idée ouvrière. Tout au moins n'était-elle pas au premier rang des préoccupations du moment. Quoique en fait elle ait figuré dans le Plan de la C.G.T., l'avant-projet de convention internationale qui devait être exa-

miné à l'avant-session du B.I.T., ne concernait que la sidérurgie, c'est-à-dire le travail des fontes, aciers, laminage, gros forgeage. Le travail des métaux et les industries mécaniques n'en faisaient pas partie. La semaine de quarante heures ne figurait pas au programme du Front Populaire, du moins explicitement. L'Etat ne se montrait pas soucieux de réaliser une réforme qui aurait coûté au Ministère de la Guerre 550 millions et au Ministère des Travaux Publics 1 milliard et demi de plus par an (1).

Mais certaines campagnes menées au moment des élections, et même antérieurement, avaient contribué à diffuser largement cette idée si simple que chaque ouvrier travaillant moins, il y aurait du travail pour davantage d'ouvriers.

Le contrôle ouvrier, sous forme de reconnaissance des délégués d'atelier figura dans les toutes premières réclamations. Le patronat dont la situation était souvent difficile, avait trop souvent cessé tout contact avec son personnel. Trop souvent le délégué syndical ne passait aux yeux de la direction que pour un « meneur dangereux ». Dans les entreprises trop rares où employeurs et employés travaillaient dans un esprit de collaboration ou tout au moins d'estime suffisante, l'agitation de 1936 fut réduite au minimum (2). Mais un certain patronat — désapprouvé du reste par un grand nombre d'industriels ou de commerçants intelligents, avait aigri la

(1) L'Usine, journal de l'industrie et de la métallurgie. Supplément spécial du 4 juin 1936.

(2) Voir Gérard BARDET. Une expérience de collaboration ouvrière à la direction d'une usine. C.P.E.E. 1936.

classe ouvrière et approfondi le fossé qui ne demande qu'à se creuser entre le monde du capital et celui du travail. C'est cette fraction intransigeante du patronat qui avait illustré l'expression de « patronat de droit divin » qu'il n'était pas rare de rencontrer dans la presse de gauche.

Dès les premières grèves, les accords signés prévoyaient la reconnaissance, ou l'institution de délégués du personnel.

Enfin l'idée de *contrat collectif* était dans l'air depuis quelques temps. Des délégations syndicales de la région parisienne avaient même déjà été en pourparlers à ce sujet avec des groupements patronaux qui avaient décliné la proposition, en prétextant les attaques dont ils étaient l'objet.



Ce fut donc le 26 mai que l'occupation des usines se développa, surtout dans la région parisienne et dans les usines travaillant pour l'aviation et pour la défense nationale. Après les usines Bréguet, Latécoère et Bloch ce furent les usines Sautter-Harlé, Hotchkiss, Nieuport, Lavalette. Le lendemain les usines Farman, de Boulogne, et Dewoitine, de Toulouse.

Le 28 mai, des délégués des industriels de la métallurgie avaient un entretien avec M. FROSSARD, ministre du Travail, et M. SARRAUT, président du Conseil, recevait une délégation du Syndicat des Métaux, conduite par M. J. DUCLOS. Puis le groupe patronal saisissait l'Union Syndicale des Travailleurs de la métallurgie d'une proposition : les questions posées par le patronat

seront examinées dès que le travail aura repris dans des conditions régulières. *L'U.S. se montrait favorable à cette proposition.*

Préalablement à la question patronale, elle avait du reste fait la déclaration suivante :

Ces mouvements « sont la conséquence des refus systématiques du groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne, de prendre en considération les revendications justifiées présentées par l'U.S. des travailleurs de la métallurgie au nom de ses milliers d'adhérents et des ouvriers métallurgistes... Ces conflits iront s'élargissant tant que le groupe patronal... se refusera à discuter avec les représentants du syndicat ouvrier ». Le vendredi 29 devaient s'ouvrir les négociations « en vue de la conclusion d'un contrat collectif de travail, *l'ouverture de ces négociations devant avoir pour corollaire la reprise immédiate du travail* » d'après l'accord de principe de la veille, réalisé entre patrons et *délégués d'usines*. Mais les *délégués d'ateliers* n'acceptèrent pas les bases de cet accord, ainsi que le déclara dans la soirée M. FROSSARD. Les délégués d'ateliers exigèrent qu'avant de poursuivre les négociations, on *réglât les revendications particulières à chaque usine*.

Un communiqué des délégués ouvriers, publié dans la journée, invitait le personnel de chaque entreprise à « envoyer dès maintenant des délégations à la direction de chaque usine et à discuter avec elle des conditions de la reprise du travail ».

Les délégués d'usines se trouvaient ainsi désavoués par les délégués d'atelier, qui loin de chercher à mettre

fin au conflit, poussaient à sa généralisation par l'extension des revendications particulières.

La Fédération des Métaux de la C.G.T. approuvait cette position dans un communiqué paru dans la soirée, où il était dit notamment :

« Les revendications des ouvriers métallurgistes sont *purement économiques* et régionales et, pour des solutions rapides, les ouvriers font preuve dans leur ensemble du plus large esprit de conciliation. Partout où les patrons manifestent le même esprit, un accord intervient et le travail, sans difficultés, reprend normalement.

« Dans toutes les usines les ouvriers sont désireux de *conclure des accords sur les revendications particulières à l'entreprise*, restant entendu que les problèmes généraux que pose la conclusion d'un contrat collectif seraient résolus entre les patrons, par leur Chambre syndicale patronale, et les travailleurs, par leurs syndicats ouvriers... ».

De son côté, le Groupe des Industries Métallurgistes, Mécaniques et Connexes de la Région parisienne (G.I.M.M.C.) remettait à la presse une note où elle constatait la nouvelle position ouvrière, l'extension du conflit à 25 usines groupant 40.000 ouvriers et l'impossibilité des conversations prévues.

Le samedi 30 mai, le Groupe patronal faisait connaître que, sur les questions d'ordre intérieur, les conversations étaient engagées dans la plupart des usines. Il maintenait la condition préalable de l'évacuation pour les question de fond (contrat collectif) qui devaient être réglées sous l'égide du Ministre du Travail.

Les usines Renault ayant rapidement accordé satis-

faction à leur personnel, la plupart des accords réalisés dans les usines furent inspirés par les clauses de l'accord de cette firme.

Enfin, M. SARRAUT, Président du Conseil, recevait en présence de M. FROSSARD les délégués du Groupe Patronal et ceux de l'U.S. Il faisait accepter qu'une conférence ait lieu le lendemain en vue de l'établissement d'un contrat collectif pour la métallurgie de la région parisienne.

Le dimanche 31 mai, un communiqué du Groupe patronal enregistrait avec satisfaction une détente marquée par l'évacuation de nombreuses usines.

A 16 heures, la délégation patronale conduite par M. RICHEMOND, président du G.I.M.M.C., rencontrait la délégation ouvrière rue de Varenne. Un projet de convention en onze articles, préparé par la délégation ouvrière, servit de base aux travaux de la Commission. Il prévoyait :

- 1° Le droit syndical et la liberté d'opinion ;
- 2° Les délégations permanentes du personnel ;
- 3° Leur mode d'élection, la durée de leur mandat, leur rôle ;
- 4° La désignation de délégués à l'hygiène et à la sécurité ;
- 5° Les vacances payées (15 jours ouvrables au minimum par an, pour les ouvriers ayant une année de présence) ;
- 6° Les salaires (tarifs de garantie, suppression des amendes) ;
- 7° L'embauche ;
- 8° La durée du travail (suppression des heures supplémentaires ; respect de la loi de 8 heures, puis, plus tard, de la semaine de 40 heures) ;

- 9° Le délai-congé ;
- 10° Les indemnités pour déplacement ;
- 11° L'application de la convention.

Chacun de ces onze points devait être examiné par une sous-commission de six membres (trois délégués patronaux et trois délégués ouvriers).

Avant de se mettre au travail, la délégation patronale avait insisté pour obtenir l'évacuation des dernières usines occupées, et la délégation ouvrière l'avait assurée de sa bonne volonté.

Les lundi 1^{er} juin et mardi 2 juin, les sous-commissions arrivaient à un certain nombre d'accords : sur le droit syndical, les délégués, les salaires.

Sur certains points cependant, des difficultés se présentèrent. Par exemple la délégation patronale prétendit que l'institution des congés payés était du domaine législatif, la Chambre ayant déjà adopté un projet en 1931, et ce projet ayant été repoussé par le Sénat.

En même temps que surgissaient ces difficultés qui obligeaient M. FROSSARD à suspendre les travaux de la Commission paritaire, on apprenait que le mouvement de grève s'étendait non seulement dans la région parisienne, mais aussi en province. D'autre part, de nouvelles industries inauguraient à leur tour la « grève sur le tas ».

Cette brusque aggravation du conflit parut surprendre l'organisation syndicale. Mais fort habilement, l'U.S. déclara que « si quelques usines restent encore occupées et si d'autres sont entrées dans le mouvement, ceci est la continuation logique d'une action qui, ayant accordé satisfaction à 100.000 ouvriers sur 250.000 de la métallurgie, prendra fin quand la situation des 150.000 autres aura été normalisée ».

La délégation patronale déclarait, le *mercredi 3 juin* qu'elle se voyait contrainte de rompre les pourparlers engagés. Elle rappelait dans quelles conditions elle avait accepté de discuter, et cela malgré qu'elle n'ait reçu que partiellement satisfaction. Elle annonçait que 300 établissements étaient occupés dans la région parisienne, que les délégués patronaux à la Commission avaient leurs propres établissements occupés. Elle formulait ses craintes de voir le mouvement prendre un caractère étranger au domaine professionnel.

Cette période des 2, 3 et 4 juin marque en effet dans le mouvement de grève une période trouble sur laquelle on a beaucoup insisté, et sur laquelle nous nous proposons de revenir.

Elle est marquée par l'apparition d'éléments louches dans les organisations syndicales — étrangers pour la plupart — et par l'insubordination des troupes ouvrières vis-à-vis de leurs délégués syndicaux. Ces jours marquent aussi le passage d'un ministère à l'autre, c'est-à-dire le moment où l'autorité est un peu flottante et les pouvoirs publics incertains. *Le 4 juin*, M. LÉON BLUM remplace M. SARRAUT et M. SALENGRO est ministre de l'Intérieur. M. LEBAS prend la place de M. FROSARD.

Le même jour, le G.I.M.M.C. adressait au nouveau Président du Conseil une lettre dans laquelle le caractère révolutionnaire du mouvement était signalé, ainsi que la violation du droit de propriété. Cette lettre se terminait ainsi : « C'est au Gouvernement, qui a la charge de l'intérêt général du pays et de l'activité économique dont dépend le sort des travailleurs, qu'il appartient de prendre ses responsabilités ».

Les *vendredi 5 juin* et *samedi 6 juin*, l'opinion publique s'échauffa d'autant plus que la grève des messageries Hachette laissait la population parisienne sans journaux. Seuls l'*Action Française*, le *Populaire* et l'*Humanité* étaient distribués. Les partis de gauche attribuèrent l'extension du mouvement à l'*intransigeance* patronale, ce qui était à ce moment *inexact*, comme le rappela un communiqué du G.I.M.M.C. énonçant les points sur lesquels l'accord était réalisé au moment de la rupture des pourparlers : reconnaissance du droit syndical, reconnaissance des délégués ouvriers, principe d'un minimum de salaire garanti.



Le 7 juin, la France se trouvait au point de vue intérieur, dans une situation trouble et complexe : il ne s'agissait plus d'un conflit entre employeurs et employés de la métallurgie parisienne. Le pays tout entier « débrayait ». La crise s'annonçait menaçante, de par le malaise que causait le manque de journaux, la menace de grève dans l'alimentation, le ralentissement de la vie du pays (grève dans les entrepôts d'essence).

Il apparut au nouveau gouvernement que la seule façon d'arrêter l'agitation était de faire consacrer par un accord solennel l'acceptation des revendications unanimement présentées par la classe ouvrière. Pour cela, il fallait mettre en présence les deux organismes les plus représentatifs, la Confédération de la Production Française d'une part, la C.G.T. d'autre part. Il fallait que cet accord fut conclu coûte que coûte, car à mesure que l'atmosphère du pays se chargeait d'électricité, les

bruits les plus alarmants couraient sur la situation extérieure.

Dans la matinée, M. SALENGRO eut une entrevue avec les dirigeants de la C.G.P.F.

A 15 heures 15, se tint à l'hôtel Matignon une conférence en présence de M. Léon BIJUM et de M. SALENGRO.

MM. LAMBERT, RIBOT, DUCHEMIN et RICHEMOND, pour la délégation patronale, et MM. JOUHAUX, BELIN, SEMART, DIJON, FRACHON et CORDIER, pour la délégation confédérale et ouvrière, conversèrent trois heures durant ; après quoi le ministre de l'Intérieur put faire la déclaration suivante :

Accords réalisés sur le droit syndical, les délégués d'atelier et les salaires.

Délibérations en cours sur les conditions de reprise du travail.

Après que les délégations eurent rendu compte des pourparlers à leurs mandants, les conversations reprirent vers 23 heures 30.

Et à minuit 15, M. SALENGRO annonçait enfin que l'accord entre la C.G.P.F. et la C.G.T. était réalisé.

C'est cet accord dont nous donnons le texte intégral en note (2), qui devait être publié dès le lendemain sous le nom « d'accord Matignon ».

Cet accord Matignon fut diversement accueilli.

« Des mandataires sans mandat, écrivit-on, ont conclu leur accord dans la confusion et la peur » (1). Juri-

(1) Politique. Une petite industrie sous le régime Matignon. Octobre 1936.

(2) *Texte de l'accord Matignon signé entre la C.G.T. et la C.G.P.F. dans la nuit du 7 au 8 juin 1936 :*

Article Premier. — La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Article 2. — Ces contrats devront comprendre notamment les articles 3 et 5 ci-après.

Article 3. — L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens,

diquement cette remarque est exacte. Quoiqu'étant les plus *représentatives*, la C.G.T. et la C.G.P.F. n'avaient pas qualité pour s'engager au nom de *tous* les ouvriers

les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion ainsi que les droits pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du livre 3 du code de travail.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne le recrutement, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Si une des parties contractantes conteste le motif de congédiement d'un travailleur comme ayant été effectué en violation du droit syndical ci-dessus rappelé, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter au cas litigieux une solution équitable.

Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé. L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois.

Article 4. — Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du travail, rajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés.

Le total des salaires de chaque établissement ne devant en aucun cas être augmenté de plus de 12 %, les augmentations de salaires consenties depuis la date précitée seront imputées sur les rajustements ci-dessous définis. Toutefois, ces augmentations resteront acquises pour leur partie excédant lesdits rajustements.

Les négociations pour la fixation par contrat collectif de salaires minima par région et par catégorie qui vont s'engager immédiatement devront concerner en particulier le rajustement nécessaire des salaires anormalement bas.

La délégation patronale s'engage à procéder au rajustement nécessaire pour maintenir une relation normale entre les appointements des employés et les salaires.

Article 5. — En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement employant plus de dix ouvriers, après accord entre organisations syndicales ou, à défaut, entre les intéressés il sera institué deux (titulaires) ou plusieurs délégués ouvriers (titulaires et suppléants), suivant l'importance de l'établissement. Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du Travail, des tarifs de salaires et des mesures d'hygiène et de sécurité.

Seront électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgés de 18 ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civiques.

Seront éligibles les électeurs définis ci-dessus, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis un an, sous réserve que cette durée de présence devra être abaissée, si elle réduit à cinq le nombre des éligibles.

Les ouvriers tenant commerce de détail, de quelque nature que ce soit, soit par eux-même, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles.

et de tous les employeurs (1). Il n'en reste pas moins que ce geste, dont la valeur était purement symbolique, amena une détente immédiate, et surtout servit de base à la conclusion ultérieure de milliers de contrats collectifs. A l'intérieur de la C.G.P.F., le patronat, comme l'a remarqué M. J. C. GIGNOUX, était assez peu fortement organisé : le patron français étant naturellement individualiste. Beaucoup d'employeurs ignoraient de bonne foi que la C.G.P.F. pouvait s'engager en leur nom, et ils l'accusèrent d'avoir assumé sans mandat de trop lourdes charges. Non pas que l'accord Matignon contint un ferment révolutionnaire : les congés payés avaient été votés par une Chambre réactionnaire, en 1931, les contrats collectifs existaient depuis la loi du 25 mars 1919. C'était surtout la semaine de 40 heures qui était considérée comme désastreuse, eu égard à la situation de l'économie. Certains patrons à la tête d'entreprises moyennes, firent aigrement remarquer :

1° Que les producteurs étaient plus largement représentés que les commerçants au sein de la C.G.P.F. (ils ne s'en étaient jamais souciés auparavant).

2° Que les patrons signataires appartenaient à des

Article 6. — La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour fait de grève.

Article 7. — La délégation confédérale ouvrière demandera aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que la direction des établissements aura accepté l'accord général intervenu, et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements.

Paris, le 7 Juin 1936.

Le Président du Conseil : LÉON BLUM.

Pour la C.G.T. : MM. LÉON JOUGAUX, René BELIN, B. FRACHON, SEMAT, H. CORDIER, MILAN.

Pour la C.G.P.F. : MM. DUCHEMIN, DALBOUZE, RICHEMONT, LAMBERT-RIBOT.

(1) La C.G.T. groupait en 1936 10 % environ de travailleurs français.

industries protégées, travaillant pour l'Etat, ce qui fit dire en pleine Chambre par M. Paul REYNAUD que M. BLUM avait traité avec les 200 familles. (Les 200 familles étant le mythe inconsistant sur lequel s'étaient habituellement portés les coups de tous les partis du Front Populaire pendant la campagne électorale).

Enfin la C.G.P.F., signataire de l'accord, avait laissé entendre qu'elle n'avait signé que sous la pression des événements, poussée par le gouvernement, sous la menace des occupations et non en pleine liberté. Elle formulait des réserves quant aux conséquences de l'accord et prétendait que « le Gouvernement assumât seul la responsabilité du système nouveau ». A la salle Wagram, le 7 juin, M. Léon BLUM rendait hommage à l'esprit conciliant du patronat.

Le C.G.T., de son côté, illuminait. M. L. JOUHAUX, parlant à la Radio, déclarait que l'accord Matignon faisait date dans l'histoire des démocraties, et consacrait le début d'une « ère nouvelle », celle des relations directes entre les deux grandes forces économiques organisées du pays ».

Quant à la presse de gauche, elle n'était pas moins enthousiaste. « La victoire est acquise ! », imprimait l'*Humanité*. Et le *Peuple* : « Victoire sur la misère ! 8 millions de travailleurs obtiennent satisfaction ! ».



Il aurait été puéril de croire que l'accord Matignon suffirait à ramener le calme. Certains organes de la presse patronale s'indignèrent pourtant dès le lendemain de constater que non seulement toutes les usines

n'étaient pas évacuées, mais encore que de nouvelles occupations avaient lieu.

Certainement l'attitude prise vis-à-vis du patronat n'était pas conforme à la *lettre* de l'accord. Que l'on réfléchisse cependant. L'accord ne consacrait que des principes : le retour à une situation normale ne dépendait que de leur application. Les branches de l'industrie et du commerce touchées par la grève reprirent leur activité normale lorsque la convention collective les intéressant fut conclue. Les grèves qui éclatèrent postérieurement au 7 juin eurent pour but de hâter la conclusion de ces conventions : nulle profession ne voulant être oubliée. Comme le dit M. COMPEYROT (art. cit.) : « les cessations de travail étaient... dans l'esprit des masses ouvrières, la façon d'ouvrir les négociations particulières avec le maximum d'avantages ». Il est commode de ramener toute l'agitation à la propagande communiste et à la « main de Moscou ». Certes, nous croyons, pour notre part, que le rôle du Parti communiste fut, dans cette période, des plus équivoques, suivant son habitude : appels publics au calme et à la modération, et agitation soigneusement entretenue en sous-main. Mais comme le dit très bien le *Correspondant* (1), revue catholique, « la main de Moscou n'explique pas absolument tout ». Et le signataire n'a garde d'oublier la mauvaise humeur de certains patrons, peu ardents à parlementer avec les syndicats ouvriers, et ne signant la convention collective que sous la menace de l'occupation. Il y ajoute l'augmentation du coût de la vie qui vint absorber l'augmentation de salaire, au mécontentement général.

(1) Le Correspondant, 10 décembre 1936. Article de M.P.M.D.

*
**

La statistique des grèves nous a montré qu'il fallut attendre la fin de l'année pour revenir à une situation normale. Les grèves continuèrent donc même après que le *Journal Officiel* du 26 juin 1936 eut publié les diverses lois votées en un tour de main par le Parlement : loi instituant le congé annuel payé ; loi modifiant le chapitre IV bis du Titre II du livre 1^{er} du Code du Travail sur la convention collective du travail ; loi instituant la semaine de quarante heures ; décret abrogeant certaines dispositions des décrets-lois pris en vertu des lois du 28 février 1934 et 8 juin 1935.

L'illégalité des occupations avait été cependant reconnue par le Ministre de l'Intérieur et le Président du Conseil. Le Sénat avait même fait de la reconnaissance solennelle de cette illégalité la condition préalable au vote des lois sociales. Nous y reviendrons.

Cependant les occupations se faisaient plus rares à mesure que les conventions étaient signées. Des conflits persistèrent longtemps cependant et nécessitèrent des arbitrages, du Ministre de l'Intérieur en général. On assista à des conflits entre grévistes et non-grévistes, en août. En septembre, il y eut le conflit très vaste du textile lillois, dont la conclusion fut laborieuse. Mais rares furent les cas d'évacuation forcée : le Gouvernement s'y était refusé. Par contre, il y eut des réquisitions, lorsque l'occupation se prolongea trop dans une industrie intéressant au premier chef la défense nationale : ainsi l'usine Sautter-Harlé, en grève depuis plus d'un mois, fut réquisitionnée le 16 octobre. De même la

grève des charbonniers ayant obligé des usines de Roubaix-Tourcoing à fermer leurs portes, le ravitaillement de ces usines en charbon fut assuré par les soldats du train des équipages.

On inaugura enfin un procédé nouveau, la « *neutralisation* », consistant à vider l'usine et à la faire garder par la police, sans que personne puisse y pénétrer jusqu'à conclusion de l'accord. La neutralisation permit plusieurs évacuations, notamment à Toulouse, dans la chaussure, et à Lille, dans la métallurgie, au mois de décembre.

CHAPITRE VI

LA TECHNIQUE ET LE CARACTÈRE DES GRÈVES FRANÇAISES

I. — LA TACTIQUE DU DÉCLENCHEMENT

Y eut-il à proprement parler *une* tactique du déclenchement ? Nous nous proposons d'examiner ce que vaut la thèse d'un mouvement de grève minutieusement préparé par une « force occulte ». Mais dès à présent penset-on qu'une vague de grèves comme celles de 1936 qui s'étendit d'avril à décembre, dans la France entière, ait pu être *uniquement* le résultat d'une gigantesque machination montée pour des fins inavouées ?

Nous ne croyons pas que la chose soit aussi simple. Et si nous examinons la façon dont furent occupées les usines, nous estimons pouvoir distinguer trois phases révélatrices d'une tactique différente, parce que inspirées peut-être par des mobiles différents :

1° Dans une première phase : Bréguet au Havre, Latécoère à Toulouse, Bloch à Courbevoie, ainsi que les

toutes premières occupations parisiennes, que constatons-nous ? Une cause initiale comme le renvoi d'un ouvrier ayant chômé le 1^{er} mai, ou le refus par un patron de recevoir une délégation ouvrière chargée de présenter des revendications tout à fait raisonnables.

Nous voyons des pourparlers se dérouler normalement. Et *ensuite*, lorsque les pourparlers n'aboutissent pas (ou que les patrons se refusent à parlementer), la grève, accompagnée, pour des raisons qu'il nous faudra examiner plus tard, d'occupations des usines.

Cette phase est nettement marquée dans le processus diplomatique du conflit que nous avons exposé. Elle va à peu près jusqu'à la fin des négociations entre le Groupe patronal (G.I.M.M.C.) et l'U.S. de la région parisienne, c'est-à-dire jusqu'au 2 juin.

Nul ne doute à ce moment du caractère strictement économique-professionnel de la grève. Après discussions à l'intérieur de chaque usine, un accord est signé, et le travail reprend normalement.

2° Aussitôt après les fêtes de Pentecôte, le mouvement prend l'extension que l'on sait. Les militants syndicaux sont débordés et leurs mots d'ordre ne sont plus suivis. On pourrait croire à une poussée populaire spontanée, trouvant ses causes dans le fait que l'occupation se révèle efficace et que le gouvernement de Front Populaire ne s'opposera pas à cette nouvelle forme de lutte. Enfin il apparaît à tous — jusqu'au 11 juin exactement — que le jeu est mené magistralement par une organisation qui déjà fait perdre au mouvement son caractère strictement revendicatif du début. La C.G.T., ne pouvant endiguer cette poussée irrésistible, prend le parti de se mettre à sa tête. C'est en vain. Même

après l'accord Matignon, la vague de grèves déferle, inquiétante. C'est la deuxième phase : comment la caractériser ?

D'abord, comme le constate le *Morning Post*, « les grévistes font grève d'abord. Ils inventent leurs griefs ensuite ». Ceci dans la plupart des cas.

Mais surtout, apparaissent un peu partout des personnages équivoques, la plupart du temps étrangers, personnages enregistrés souvent sur les registres de police de France, de Belgique ou d'ailleurs, pour leur activité au moment des grèves. Ces individus sont porteurs d'un mandat, vrai ou faux, d'une organisation syndicale. Ils apparaissent dans une entreprise et, avec une maîtrise incomparable, font cesser le travail là où on travaille encore, ou bien empêchent l'accord de se réaliser entre ouvriers et patrons, là où satisfaction a été obtenue ; ou bien encore ils montent la garde à la porte de l'usine et organisent l'occupation. C'est à eux que l'on doit attribuer la sensation de malaise indicible qui caractérise la période de grève du 2 au 11 juin.

Voici, par exemple, d'après le *Daily Mail*, comment fut réalisée l'occupation de la firme anglaise Huntley and Palmers, à Paris (1).

« Peu après le casse-croûte, un ouvrier vint trouver le directeur et lui signala le désir unanime d'une augmentation des salaires et l'institution des vacances payées. Pendant que l'entretien se déroulait, le travail s'arrêta dans tous les ateliers. Plus tard, le directeur reçut une délégation des différents groupes d'ouvriers qui lui exposèrent leurs réclamations.

(1) Rapporté par le B. Q., 3 juin 1936.

« Après avoir réfléchi, écrit le directeur, je leur fis une proposition qui, en gros, acceptait la moitié des demandes formulées. Je leur fis observer que, même ainsi réduites, les nouvelles charges pèseraient lourdement sur l'affaire, et qu'elles étaient le maximum de ce que nous pouvions supporter.

« Les délégués parurent d'accord, mais me signalèrent que les ouvriers n'accepteraient probablement pas mon offre. Je sortis alors dans la cour de l'usine, décidé à parler à l'ensemble de tous les ouvriers. Pendant que j'étais en train de discourir, *un certain nombre d'individus grimpèrent depuis l'extérieur de la crête des murs* et crièrent aux ouvriers de ne pas accepter mon offre. Je pense que beaucoup étaient d'accord pour accepter... Mais, comme toujours, les éléments turbulents l'emportèrent, et une grève sur le tas fut déclarée.

« *Un homme qui n'avait rien à faire avec l'usine se plaça devant la grille à l'extérieur et donna l'autorisation à certains de sortir* ».

Le Directeur ajoute qu'ayant téléphoné au commissaire de police de son quartier, il lui fut répondu que le mécanisme de grève dont on lui rendait compte était commun à toutes les usines.

Citons aussi le cas typique de l'usine du Matériel Téléphonique de Boulogne-Billancourt :

Au moment où la grève éclate, apparaissent des individus dont certains portent des matraques. Des piquets de grève composés en majorité d'Algériens empêchent tout le monde de sortir. A 18 heures cependant, ils font sortir les femmes. Seul le directeur est admis à circuler librement pendant tous les jours que dure l'occupation. Un accord calqué sur celui des usines Renault est

accepté par le personnel, mais trois heures plus tard, les meneurs étrangers à l'usine formulent de nouvelles exigences, et séquestrent le directeur général et ses collaborateurs. Des éléments louches s'introduisent en même temps dans l'usine. Devant la gravité de la situation, le Directeur général alerte la Préfecture de Police, et M. MORIZET, sénateur-maire, qui promet d'intervenir personnellement et demande qu'on n'envoie pas la garde mobile proposée par la Préfecture. Peu de temps après, les délégués du syndicat des métaux font des excuses au directeur, puis le sénateur et le nouveau député de Boulogne viennent confirmer l'acceptation du premier accord. Après quoi l'usine est évacuée.

Ce deuxième cas est intéressant en ce qu'il montre l'impuissance du syndicat, ou mieux, son absence dans le mouvement revendicatif de l'usine.

Ajoutons que cette floraison d'individus suspects jusqu'au 11 juin n'est nullement un mythe, comme le crurent beaucoup de gens de bonne foi. *Nous avons pu voir nous-même* (c'était le 10 ou le 11 juin) un homme doué d'un accent étranger très prononcé, et d'une allure assez équivoque, haranguer les garçons d'un grand café des boulevards. Le patron du café avait accepté les conditions posées par le personnel, et la C.G.T. lui avait remis une sorte de certificat qui, faisant foi de cet accord, l'autorisait à garder son magasin ouvert. Malgré tout, les employés du café reprirent la grève et le meneur patibulaire alla plus loin reprendre sa harangue. Un garçon que nous avions questionné nous répondit que le personnage était envoyé par le syndicat, *mais ne leur avait montré aucun papier.*

Après le 11 juin, on ne signale plus de « meneurs

occultes ». Le gouvernement se rend compte du danger : *M. Salengro, dans un appel radiodiffusé à Lille, invite les ouvriers à reprendre le travail « et à se méfier des éléments étrangers ».*

Le même jour, la C.G.T. inquiète « rappelle que les ouvriers n'ont d'ordre à recevoir *que des délégués des syndicats dûment mandatés* ».

Enfin la police qui avait reçu l'ordre de n'intervenir sous aucun prétexte dans les conflits de grève (sauf troubles sur la voie publique), reçoit le 13 juin, la mission de réprimer toute atteinte à la liberté du travail, et toute tentative de débauchage.

3° La troisième phase est la plus longue. Elle s'étend jusqu'aux dernières occupations. Ce qui provoque l'occupation, maintenant, c'est : ou bien la solidarité, ou bien l'imitation et le désir de hâter la conclusion du contrat collectif, ou bien la mauvaise foi de certains employeurs. Le personnel débraye, s'organise. Les discussions s'amorcent. Un accord intervient et le travail reprend. La période de malaise est passée. Les grèves, de plus en plus rares, ont retrouvé leur caractère de lutte professionnelle qui était leur raison d'être et que certains avaient vainement tenté de leur faire perdre.

M. Jean COUTROT a bien marqué le passage de la deuxième à la troisième phase. Il est d'autant plus qualifié pour le faire que, conseil de nombreuses entreprises, à la tête de plusieurs usines, animateur du Centre Polytechnicien d'Etudes Economiques (C.P.E.E.), il a conclu avec les délégués ouvriers de nombreux accords lors des grèves de juin.

Parlant des éléments louches que nous avons signalés, il dit avoir eu, en face de lui, un délégué ouvrier,

ayant tenu publiquement des discours tendant à faire croire aux grévistes que les usines allaient devenir leur propriété :

« Ce même homme, que je savais d'ailleurs méprisable par son passé et sa vie privée, je l'avais en face de moi, porteur d'un mandat officiel de la C.G.T. abusée, chargé de guider une délégation ouvrière et de négocier un accord qu'il cherchait, par tous les moyens, à empêcher. Une des sensations les plus réconfortantes pour le présent et pour l'avenir, que j'aie ressenties ces dernières semaines, m'est venue de la sûreté d'instinct avec laquelle la délégation ouvrière, élite du personnel des usines, a flairé et discerné, après quelques heures de discussions, l'agent double et indigne ; elle l'a, comme du pied, repoussé de côté, et dès le lendemain, je n'avais plus devant moi, accoudés au tapis vert, que de vrais visages de Français, volontaires d'ailleurs, parfois tendus, mais à l'œil clair » (1).

.
Cette dernière phase peut aussi être considérée comme une période de *reflux* de l'occupation. Le même mécanisme psychologique qui avait provoqué la grève par occupation tend au contraire à accélérer la reprise du travail. La fièvre de juin est tombée...

II. — LE CARACTÈRE DES OCCUPATIONS

Il y a quelque chose d'inouï, d'incroyable, dans les occupations de juin 1936. C'est leur caractère pacifique.

Quand on parle de grève, on évoque généralement

(1) Jean COUTROT, Les leçons de juin 1936. L'Humanisme Économique. Editions C.P.E.E.

un événement empreint de gravité, d'animosité et de lutte, avec, comme toile de fond, la menace de complications sanglantes. Et hélas, l'histoire douloureuse des grèves ne manque pas de ces visions : barricades, charges policières, batailles de rues entre grévistes et jaunes, visages haineux et tendus. Lorsqu'à cette évocation de la grève se joint le mot « occupation », ces visions déjà sombres ne manquent pas de s'aggraver. Il s'y ajoute une atmosphère révolutionnaire : assaut des établissements gardés par la force publique, ouvriers armés jusqu'aux dents : bref quelque chose de déjà vu avec les occupations italiennes.

Le prodige des occupations françaises consiste en ceci : *elles furent pacifiques et souriantes.*

C'est pourquoi le terme « d'occupation » leur convient si mal. M. Jean COUTROT ne parle, lui, que de l'« habitation » dans les usines. Nous ne pouvons mieux faire que de le citer :

« Quand on parle de foules, ou à des foules, il faut éviter les mots barbelés, ceux qui blessent, ceux qui accrochent, les mots « dum-dum », les mots empoisonnés qui laissent derrière eux un sillage de vieilles amertumes et d'hostilités périmées. Le mot « occupation » a un parfum tout militaire ; il évoque l'occupation de la Belgique par les Allemands, les occupations violentes et souvent sanglantes qui accouchèrent aussitôt le fascisme romain.

« Or, dans les quelques douzaines d'usines françaises où j'ai vécu cette semaine là, je n'ai rien vu qui ressemblât à des violences, sinon peut-être morales ; rien en tout cas à de l'inimitié profonde.

« Vice-président du groupement des industriels d'un

important secteur de la banlieue parisienne, j'ai passé des dimanches à rendre visite dans leurs bureaux où ils campaient, à mes amis, à mes camarades désorientés. Dans ces usines où ils connaissaient chaque coin et recoin... les leviers de commande psychologiques qui les unissaient à leurs hommes étaient subitement désenclenchés ; ces hommes ne songeaient plus à leur obéir, ni eux à leur donner des ordres ; mais dans cette invraisemblable situation, subsistait souvent, s'accroissait parfois, la cordialité qui avait toujours été l'atmosphère de leurs rapports » (1).

.
On nous pardonnera cette longue citation et aussi d'insister sur cette question de vocabulaire. Mais ayant entrepris de décrire les occupations italiennes et françaises, il nous paraît indispensable de montrer que le même mot désigne en l'occurrence deux faits absolument différents, ou si l'on préfère que le mot « occupation » appliqué aux grèves de 1936 est impropre.

M. Léon BLUM ne fut pas contredit par l'opposition lorsqu'il déclara à la Chambre, le 6 juin :

« Il y a 18 mois que se produisaient dans la région du Nord, ces premiers phénomènes qu'on a qualifiés pas très exactement d'occupations d'usines, car aucune usine n'a été occupée du dehors, mais qui sont plutôt l'installation dans l'usine, des ouvriers y restant, même après la cessation du travail » (2).

Nous disposons donc d'un vocabulaire suffisamment riche pour cet événement : occupation d'usines, habitation, installation dans les usines, grève sur le tas, débrayage, grève sur place, lock-in.

(1) Jean COUTROT. Les leçons de juin 1936, p. 15.

(2) *Journal Officiel*, Chambre des Députés, 7 juin 1936, p. 1320.



L'image des usines occupées est si proche de nous, que nous ne pouvons l'avoir oubliée. Dans Paris, nous avons longé les murs interminables des établissements silencieux. Parfois notre regard a pu plonger dans les cours intérieures, ou les chantiers. Trop rarement, nous avons pénétré, avec un étonnement indicible, dans les bâtiments. Pendant des semaines, nous avons eu sous les yeux la relation amusée des reporters en quête de pittoresque. Des douzaines de photos prises sur le vif jonchent notre table.

Essayons de donner un aperçu de ces centres de travail, devenus subitement, aisément, des locaux d'habitation.

Devant la porte de l'usine des hommes sont assis et devisent tranquillement. Quelquefois un ouvrier, une ouvrière venus de l'intérieur, présentent leur bon de sortie et s'éloignent.

Sur la porte un papier est collé : les motifs de la grève y sont exposés, tapés à la machine ou rédigés d'une écriture maladroite. Tout à côté, un vaste écriteau surmonte une boîte de fer blanc munie d'une fente : « X^{me} jour de grève. Aidez-nous. Merci ».

Tout en haut du bâtiment flottent des drapeaux rouges et des trapeaux tricolores artistement enlacés. Surtout, on a bien pris soin qu'ils soient en nombre égal. Parfois les drapeaux rouges sont ornés de divers emblèmes rappelant les organisations politiques ou syndicales du Front Populaire : C.G.T., faucille et marteau, les trois flèches et le bonnet phrygien.

Nous voici à l'intérieur de l'usine. Une pancarte nous

sollicite : elle porte les noms des membres du comité de grève, et les attributions de chacun. Il y a de multiples commissions : commission des réfectoires, commission des dortoirs, commission des sports, commission des loisirs.

Dans la cour, à l'ombre, des femmes cousent, lisent ou reprennent des chaussettes. Ce soir, à huit heures, elles seront autorisées à rentrer chez elles. Sur les marches, des hommes jouent aux cartes ; ils boivent de la bière : le vin et les liqueurs n'ayant pas été tolérés par le comité.

Mais notre surprise sera plus grande encore dans cet atelier luisant de propreté, où une équipe de balayeurs s'affaire pourtant. Les machines dorment, humanisées, qu'un ouvrier frotte et huile avec soin.

Près des établis sont installés des lits de fortune : un matelas et une grosse couverture dans laquelle on s'enroule pour la nuit. Mais cet autre atelier a un plus grand souci du confortable : d'une rangée d'établis à l'autre, on a tendu des hamacs.

Nous voici à la cuisine : elle est très animée. Il y a 700 ouvriers à nourrir, nous dit-on. Le ravitaillement est assuré par la municipalité du Front Populaire. On a choisi d'anciens cuisiniers du régiment, et certains revivent avec gaîté leur temps de service militaire. On a le sourire. On fait une période. Le repas est servi pour un franc à midi, et gratuitement le soir. Une équipe est désignée pour faire la collecte des légumes aux environs.

Nous lisons ce soir dans un journal ouvrier le nom des commerçants venant en aide aux grévistes. Nous y lisons aussi le nom de ceux qui auront refusé de leur vendre leurs produits.

La journée doit paraître longue ? Mais non. Les musiciens ne manquent pas, ou on les supplée par un phonographe. Tous les jours, on danse dans l'usine ! Le bruit de l'accordéon a remplacé celui des moteurs. Et puis, il y a le jeu de boules, la partie de ballon (hier, un carreau a été cassé : on l'a immédiatement remplacé). De temps en temps, on reçoit des visites : le député, des délégués opérant la liaison avec le syndicat. Les meetings sont nombreux et animés, jamais violents.

On nous confie qu'en ce moment, le personnel travaille à l'organisation d'une soirée théâtrale. Ce sera improvisé et d'autant plus amusant. Hier, on a brûlé en effigie, au milieu des rires, les membres du Comité des Forges, grotesquement habillés et coiffés de chapeaux haut-de-forme. Tout cela n'est pas bien méchant.

Avant-hier, des chansonniers et des artistes aimés du public sont venus prêter gracieusement leur concours. On leur a fait une belle ovation.

Nous nous faisons expliquer l'organisation interne de l'usine :

Le personnel est divisé en quatre équipes de même nombre. Chaque ouvrier fait trois postes de 8 heures et change de poste tous les jours. Le quatrième jour est sa journée de repos. Au début, l'organisation n'était pas si parfaite, mais la prolongation de la grève a amené son perfectionnement : jour et nuit, l'usine est occupée par le quart du personnel, et personne ne se fatigue.

Des équipes gardent les issues, d'autres sont occupées aux travaux de nettoyage et d'entretien.

Par dessus tout cela, le comité de grève, respecté et écouté, parce que donnant satisfaction à tous, est en liaison avec le syndicat et mène les pourparlers.

Cette personne que nous avons croisée à l'instant, c'est l'un des directeurs. Tout le monde le salue, sans affectation, simplement. Il a l'air harassé. On nous explique qu'il ne quitte pas l'usine, de sa propre volonté. Il se fait apporter ses repas du restaurant et couche dans son bureau.

*
**

D'autres images des occupations se présentent en foule. Dans un garage, près des pompes à essence, un délégué au bras orné d'un brassard, crie de cinq minutes et cinq minutes : « Camarades, ne fumez pas, c'est dangereux ». Et un gréviste bon enfant de répliquer : « Il est pire que le patron, celui-là, avec sa défense de fumer ».

Chez Renault, la nuit. Tout d'un coup : « Aux portes, voilà les mobiles ! » et des centaines de grévistes sont déjà massés derrière la porte. Mais ce n'était qu'une fausse alerte (1).

Dans cette usine, on fabrique de la literie. Mais les grévistes couchent à terre, près des lits et des sommiers confortables.

Dans cet autre établissement, deux ouvriers jocistes (jeunesse ouvrière chrétienne) ont demandé de ne pas être privés de la communion. Un aumônier est venu leur apporter la sainte hostie, au milieu de la stupéfaction générale. Maintenant, le comité les a autorisés à aller à la messe (2).

(1) Voir *Révolution Prolétarienne*, 10 juin 1936.

(2) Dossiers de l'Action Populaire, 25 juin 1936. « Les Catholiques et les grèves ».

Fait analogue. Dans un atelier était accroché un crucifix. Un excité l'a mis en miettes, dans un geste de défi. Mais la réprobation a été générale. Une souscription a permis d'acheter immédiatement un autre crucifix (1).

Voici maintenant une usine qui vient de voir son contrat collectif signé. Les grilles s'ouvrent. Un cortège se forme. En tête, d'immenses écriteaux : « Victoire ». Une foule amusée examine les grévistes joyeux, ivres d'enthousiasme, qui demain reprendront le travail. Comme autrefois...

*
**

A cet idyllique tableau des grèves, il nous faut maintenant faire quelques retouches. Il serait puéril d'imaginer que dans les milliers d'usines occupées par des centaines de milliers d'ouvriers, il n'y ait eu aucun incident, aucun accrochage, aucune exception au caractère pacifique du conflit. Nous les signalons, ici, en toute objectivité.

Il y eut d'abord, tout au début, des séquestrations de personnes. La Direction et le personnel de maîtrise furent « invités » à ne pas quitter les locaux. Et souvent, lorsqu'ils voulurent passer outre, ils en furent matériellement empêchés. Sans contestation possible, il y a là une atteinte notoire à la liberté individuelle, et nous devons rejeter la subtilité de certains délégués ouvriers qui qualifièrent cette opération de « maintien en place ». La séquestration est nettement caractérisée

(1) Idem.

lorsqu'on défend à quelqu'un de sortir librement, et qu'on emploie la force pour le retenir arbitrairement.

Lors des occupations de juin, le Parquet fut saisi de nombreuses plaintes d'industriels ainsi séquestrés. Le Président du Conseil, informé de ce fait dès les premiers jours (c'était alors M. Albert SARRAUT), convoqua place Beauvau le bureau confédéral de la C.G.T. et lui demanda de faire diligence pour réprimer toute atteinte à la liberté individuelle. Le 2 juin, à la Bourse du Travail, la C.G.T. et l'Union des Syndicats signalèrent que les difficultés éprouvées par les directeurs ou administrateurs « de circuler librement dans et hors des usines » avaient été exploitées « dans le but de discréditer le mouvement ».

Un appel au calme et à l'ordre fut lancé, qui fut généralement entendu.

Dans d'autres usines, les séquestrations eurent lieu vis-à-vis d'ouvriers hostiles à l'habitation dans les usines. Chez Renault, notamment, on assista à des échauffourées aux portes. Certains ouvriers, ayant réussi à sortir, furent poursuivis dans la rue, cueillis dans le tramway, et ramenés de force.

Toujours au sujet des violences sur les personnes, qui furent de l'aveu général, extrêmement rares, signalons aussi les incidents de Toury, dans l'Eure-et-Loir. Il s'agit d'une bataille entre ouvriers et paysans. Le personnel d'une sucrerie demande une augmentation de salaires. Les locaux sont occupés. Mais la betterave est fragile ; la récolte représente le prix d'une année de travail ; on est en novembre et le gel est à craindre. Les paysans ne comprennent pas que des ouvriers se mettent en grève pour avoir un salaire minimum, des con-

gés payés, la semaine de 40 heures, choses qu'ils ne connaissent pas. Ils vont à une réunion tenue par les ouvriers. La bagarre éclate. Deux blessés graves et plus de trente blessés légers restent sur le terrain.

Nous avons parlé de la seule victime de ces grèves : l'algérien Tahar Acherdom. C'est en novembre. Il est abattu par le fils de l'industriel Cusymbeghe. 200.000 ouvriers parisiens lui font de grandioses obsèques qui se déroulent dans le calme le plus absolu.

Signalons encore un fait des plus regrettables, qui fut unanimement désapprouvé par l'opinion publique, par ailleurs sympathique aux grévistes. Il s'agit de l'occupation de l'hôpital américain de Neuilly (1). 73 malades, dont 23 non transportables, sont menacés de manquer de soin. L'ambassade fait une démarche au Quai d'Orsay. Enfin un arbitrage du ministre de la Santé publique permet de mettre fin au conflit le même jour.

Autres incidents. A Clermont-Ferrand, de nombreux opposants à la grève occupent la Préfecture pendant l'absence du Préfet.

A Colmar, on prétend que la préfecture est occupée le 22 juin par des propriétaires et parlementaires alsaciens. Il s'agit de contraindre le préfet à se rendre à Guebwiller pour convaincre les grévistes d'évacuer sur le champ une exploitation agricole.

Cette nouvelle est démentie le lendemain par le ministère de l'Intérieur. Des journaux affirment son exactitude (2).

Une question se pose maintenant. *Les ouvriers qui*

(1) New-York Tribune, 18 juin 1936.

(2) B. Q., 23 juin 1936.

ont occupé les usines ont-ils tenté de les exploiter ? Ont-ils agi comme les ouvriers italiens en 1920 ?

La réponse est négative. Si les ouvriers ont fait, dans certains cas, fonctionner les machines, c'est dans le souci d'utiliser des matières premières qui sans cela auraient été perdues, ou bien de terminer un travail déjà commencé.

Pourtant, sur des milliers d'usines, il y eut quelques exceptions. Un communiqué officiel, le 24 juin, informait le public que M. Léon Blum serait prêt à calmer à la Chambre « l'inquiétude provoquée par les tentatives d'organisation à l'intérieur des usines dans le but non dissimulé de l'exploitation directe ». Il est vrai que le soir même, l'agence Havas faisait les plus expresses réserves sur ce communiqué, auquel la Présidence du Conseil n'avait pas participé.

Il est très difficile de se faire une idée de la vérité, au milieu de tous les communiqués et de tous les démentis qui caractérisèrent cette période.

Pourtant des cas d'occupation active sont connus. Par exemple à Lyon, dans l'usine de Vaise de la Société Rhodiaceta, l'occupation a lieu pour la deuxième fois le 15 septembre. Les machines sont mises en marche et les ouvriers tentent inutilement de continuer la production (1).

Les ouvriers de la chocolaterie Delepaul-Havez tentent également de mettre en marche l'usine, *mais ils sont expulsés par les forces de police.*

Nous mentionnons sous toutes réserves cette information parue dans l'*Echo de Paris* le 9 juillet 1936 :

(1) Claude HOCHÉ. La responsabilité de l'Etat et des communes dans les grèves d'occupation. Sirey, Paris 1937, p. 29.

« Les grévistes d'une fabrique de pains d'épices de Lille ont décidé de vendre dès aujourd'hui, à leur profit, les stocks qui se trouvent en magasin ».

Le 27 avril 1937, on annonçait dans certains journaux : « Graves incidents révolutionnaires. Les usines Latécoère sont soviétisées ». Renseignement pris, l'usine avait été remise en marche, après entente entre le Ministre de l'Air et M. Latécoère lui-même, ainsi que le confirmait le lendemain un communiqué officiel, non démenti, cette fois.

III. — L'ATTITUDE DES POUVOIRS PUBLICS ET DES DIVERSES ORGANISATIONS

Avant d'aborder le point le plus délicat de cette étude, c'est-à-dire celui des *causes* des occupations — et nous entendons par là non seulement les *causes profondes*, mais aussi et surtout les *causes efficientes* — il nous faut passer rapidement en revue les attitudes et les réactions du gouvernement et des diverses organisations pendant le conflit. Nous croyons pouvoir en tirer d'utiles enseignements. Il ne s'agit pas d'ailleurs de porter sur eux un jugement, mais de raconter fidèlement leurs actes, et de rapporter objectivement leurs déclarations.

A. — *Les Gouvernements.*

Du 26 mai au 4 juin, le gouvernement SARRAUT n'était considéré que comme un gouvernement de transition, uniquement destiné à expédier les affaires courantes. L'opinion publique semblait s'intéresser beaucoup plus aux faits et gestes de M. Léon BLUM, qui,

pendant toute cette période, dans des discours officieux et significatifs, laissait déjà deviner quelle allait être l'orientation politique du pays.

Lorsque les premières occupations éclatèrent, elles ne présentaient pas le caractère dangereux qu'elles revêtirent pendant une courte période. Elles étaient isolées. Les revendications paraissaient n'avoir aucun caractère politique. L'habitation dans les usines durait peu en général, et un accord venait rapidement y mettre fin. Ainsi s'explique-t-on que M. Albert SARRAUT, assisté de M. FROSSARD, ait cherché l'apaisement dans la neutralité, qui semble avoir été voulue elle aussi par les employeurs.

L'évacuation forcée des locaux, pratiquée tout au début, alors que la publicité du nouveau moyen de grève était nulle, et que la mystique ne s'était pas encore implantée, aurait suffi sans doute à enrayer cette technique. Peut-être, comme certains se sont hasardés à le prétendre, y a-t-il eu, dans ces premières occupations, une sorte de répétition générale préparée par des éléments extrémistes afin d'étudier la possibilité d'un déclenchement plus vaste, d'observer la réaction de l'opinion et l'instinct d'imitation des masses, de savoir enfin avec certitude quelle serait l'attitude des pouvoirs publics.

Si le gouvernement SARRAUT ne se crut pas autorisé à expulser les occupants, ce fut pour un ensemble de raisons psychologiquement compréhensibles : la responsabilité politique appartenait déjà en fait à M. Léon BLUM ; le patronat ne songea pas tout d'abord à protester avec véhémence comme il le fit plus tard, contre les atteintes au droit de propriété et les entraves à la

liberté ; nul ne pouvait envisager l'ampleur que prendrait le mouvement par la suite.

Donc le gouvernement SARRAUT ne fait pas évacuer les usines dès le début, et comme il en a la possibilité. Les grévistes de la première heure obtiennent avec leur nouvelle méthode, les succès foudroyants que l'on sait.

Or, après la panique boursière succédant aux élections, M. Léon BLUM s'était efforcé de rassurer l'opinion. « La vraie force est patiente, maîtresse d'elle-même... ».

A l'American Club, à la veille de prendre le pouvoir, il avait rassuré la bourgeoisie, en déclarant que son ministère gouvernerait à l'intérieur du régime capitaliste, en en tirant le maximum de justice sociale.

Toutes ces déclarations ne furent pas sans irriter certains milieux ouvriers, déjà impatients de réformes. « Quoi ? pensèrent-ils, est-ce bien là ce qu'on nous a promis ? Nous voyons bien que tous les gouvernements se ressemblent. La légalité n'est qu'un leurre. Nous n'avons à compter ni sur le B.I.T. ni sur la loi. Il n'y a jamais que l'action directe qui réussisse. Occupons les usines, et obtenons que le programme pour lequel nous avons voté soit intégralement suivi » (1).

Or il apparut rapidement que les évacuations d'usines, possibles au début, ne pourraient plus se faire sans troubles graves. On essaya de négocier. Le succès des négociations ne fit que favoriser l'extension de la grève aux industries voisines et aux autres entreprises. Lorsque M. L. BLUM prit le pouvoir, le 4 juin, on était déjà dans la période d'agitation trouble qui dura encore

(1) Cf. *L'Humanité*, 12 mai. Article de M. VAILLANT-COUTURIER.

une semaine. Nous verrons ce qu'il faut penser de cette coïncidence. On se rappela que le Président du Conseil avait fait appel avant la formation de son ministère, à la collaboration du Parti communiste et de la C.G.T. Faisant partie du Front Populaire, il était normal de les voir participer aux responsabilités du pouvoir. *Le Parti communiste refusa, dès le 13 mai, la participation.* Il ne cacha pas que son intention était de rester en dehors du pouvoir et de contrôler d'une façon permanente, à la tête du prolétariat d'extrême gauche, l'action des nouveaux Pouvoirs Publics.

La C.G.T. déclina à son tour la proposition. Elle se tiendrait à côté du gouvernement, prête à imposer à ce dernier la réalisation de son Plan.

M. L. BLUM se trouvait donc le 4 juin dans une situation si délicate, qu'il ne semblait pouvoir envisager de tenir plus de quelques jours : méfiance de la classe ouvrière qui préférerait prendre les devants en attendant la consécration législative de ses conquêtes ; hostilité habilement dissimulée du Parti communiste, furieux de soutenir un président du conseil socialiste, alors qu'il espérait une majorité radicale, plus facilement maniable et plus docile ; contrôle enfin, pour ne pas dire protectorat, d'un « ministère des masses », le hâtant de réaliser immédiatement des réformes immenses, dans une situation intérieure et extérieure invraisemblablement tendue.

« On dit, écrivait le *Daily Telegraph* à cette époque, que M. L. BLUM est doué d'une grande subtilité, d'une grande finesse ; il en a besoin ».

.

Quelle va être l'attitude du gouvernement de M. L.

BLUM ? Nous décelons son inquiétude et sa surprise, dans les paroles que M. SALENGRO prononce dans les premiers jours de juin. S'adressant à la C.G.T. et au Parti communiste, il déclare :

« Moi qui demain serai ministre de l'Intérieur, et qui suis déjà responsable à ce titre de l'ordre, je vous demande comment vous ferez cesser les grèves. J'ajoute que le Front Populaire ne veut aucunement être le Parti de l'anarchie, et qu'entre l'ordre et l'anarchie, j'ai opté pour l'ordre ».

Le 5 juin, à la Chambre, le Président du Conseil était amené à dire quelle était sa position dans le conflit.

Après avoir mis en lumière les origines économiques du mouvement revendicatif, avoir protesté contre le terme « d'occupations », avoir souligné le calme dans lequel les « installations » s'étaient déroulées, il précisa :

« On m'a demandé si je considérais ces occupations d'usines comme quelque chose de légal. *Je ne les considère pas comme quelque chose de légal... Ces occupations ne sont pas conformes aux règles et aux principes de la loi civile française* ».

Et après avoir rappelé que les propriétaires n'avaient jamais demandé jusque là l'évacuation forcée, il conclut :

« S'il s'agit de mettre en action les forces de police... si c'est cela que vous attendez du gouvernement, eh bien, je vous déclare que vous l'attendrez en vain » (1).

Donc la position du gouvernement était la suivante:

(1) J. O. Ch. des Députés, 7 juin 1936.

reconnaissance de l'illégalité, mais refus d'employer la force, dans un souci d'ordre public (1).

Comment dès lors obtenir la fin des grèves ? Par des procédés pacifiques : en annonçant le dépôt immédiat des lois sociales ; en provoquant l'accord Matignon ; en faisant appel au calme de la classe ouvrière.

Toutes ces mesures s'étant avérées inefficaces et la situation s'étant montrée dangereuse, les précautions policières que nous avons déjà signalées furent prises après le 11 juin.

A partir de ce moment commence la période de reflux. Si de nouvelles grèves éclatent, elles n'ont plus le même caractère. Au Sénat, M. BIENVENU-MARTIN obtient au début de juillet, les garanties suivantes du Ministre de l'Intérieur :

« Si demain des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers ou de firmes étaient tentées, le gouvernement, par tous les moyens appropriés, saurait y mettre un terme ».

Du reste, avec une certaine gêne, la C.G.T. invitait ses membres à renoncer aux occupations (2). Bientôt

(1) On ne lira pas sans intérêt les déclarations faites le 25 juin par M. SALENGRO :

« S'adresser au prolétariat, le rapprocher du patronat, faciliter les accords, cela ne vaut-il pas mieux que de lancer la garde mobile sabre au clair ? *La méthode se juge à ses résultats. On a compté, à un certain moment, plus de 1.800.000 grévistes. Il n'en reste guère plus de 180.000. Ainsi, sans une goutte de sang, s'achève le plus formidable conflit social qu'ait connu la République* ».

« Certains patrons ne respectent pas leur signature. Je fais appel aux organisations patronales pour les rappeler au respect des engagements pris : j'en appelle à leur cœur, à leur honneur, à leur raison, à leur intérêt. Qui ne peut admirer le calme, la grandeur d'âme devrait-on dire, dont a fait preuve la classe ouvrière pendant ces jours de lutte ? En cas de manquement aux engagements pris, je lui demande, au lieu de cesser le travail, d'en saisir immédiatement les pouvoirs publics ».

(2) Voir l'article de M. FRACHON dans *L'Humanité* du 13 juillet. « Nous leur disons aujourd'hui (aux ouvriers) avec franchise, que le prolongement de l'agitation gréviste, que la continuation de l'occupation des usines les desservirait ».

fut trouvé le procédé de la « neutralisation » accepté d'assez mauvaise grâce par une grande partie des ouvriers.

Ce fut le 3 octobre que *pour la première fois*, à l'occasion de la grève des garçons de café, le gouvernement procéda à l'*expulsion* manu militari, des grévistes installés sur les lieux de travail. Les organisations ouvrières s'étaient mises d'accord sur cette évacuation, avec les représentants du gouvernement.

Ajoutons enfin qu'au plus fort des grèves, le gouvernement avait pris toutes les précautions utiles pour que soient assurés les « services vitaux de la nation ». Les médecins, les hôpitaux, les boulangers furent ravitaillés en essence. Le gaz et l'électricité ne manquèrent jamais. Les distributions de lait, le service des abattoirs fonctionnèrent normalement.

B. — *Le Patronat.*

La nouvelle tactique des grèves a surpris le patronat. Obligé de négocier dans des conditions auxquelles il n'était pas habitué, son premier mouvement fut de protester auprès des pouvoirs publics, sans demander toutefois — ainsi que M. Léon BLUM l'a spécifié à la Chambre le 6 juin — l'évacuation des locaux par la force.

On se reportera à ce que nous avons déjà dit sur la phase diplomatique du conflit. Néanmoins quelques points de détail méritent notre attention.

De nombreux employeurs, ne sachant quelle attitude adopter au moment de l'occupation de leurs entreprises, s'adressèrent à leur groupement syndical, ou à leurs journaux spécialisés pour leur demander conseil.

Voilà, d'après un de ces journaux (1), quelles sont les formalités officielles à remplir :

(1) L'Usine, 9 juin 1936.

1° Une lettre au maire (en province), au préfet de police (dans la Seine) ou au préfet (à Lyon, Marseille) signalant l'occupation et son caractère (spontanéité, provocation extérieure, violence, etc.). Cette lettre mentionne qu'une plainte est déposée entre les mains du Procureur de la République. Elle ajoute :

« Je déclare réserver le droit, pour notre société, au cas où des dommages lui seraient causés, d'intenter contre la commune l'action civile prévue par les lois du 5 avril 1884 et du 16 avril 1914 ».

2° Une lettre au Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance, portant plainte envers les personnes ayant participé à l'occupation et surtout contre celles ayant dirigé le mouvement. Les textes invoqués sont l'article 184 du Code Pénal sur la violation de domicile et l'article 414 sur le libre exercice de l'industrie et du travail.

3° Une lettre au Ministre de l'Intérieur, signalant l'occupation et mentionnant que le Maire et le Procureur de la République en sont déjà avisés.

« Nous faisons appel à votre haute autorité pour que le libre et légitime exercice de notre industrie, qui nous a été ainsi enlevé, contre tout droit, nous soit restitué dans le plus bref délai.

« Notre société décline toute responsabilité dans les conséquences qui pourront résulter de cette occupation forcée... ».

4° Pour les entreprises ayant une commande d'un ministère, une lettre au ministre intéressé, l'informant que vu l'occupation, il y a impossibilité matérielle de poursuivre l'exécution de cette commande.

Nous examinerons rapidement dans un autre chapi-

tre quel sort fut réservé à ces diverses lettres : c'est *l'aspect pénal et juridique de l'occupation*.

Enfin, en regard de ces documents officiels, une douzaine de principes étaient rappelés aux industriels :

1) Notification précise au siège du Groupement patronal, de toute nouvelle concernant l'occupation de l'entreprise.

2) Réunion quotidienne des adhérents du Groupement.

3) Dépôt des questions embarrassantes au siège.

4) Liaison permanente avec les usines occupées. En cas d'impossibilité, notification au Maire, au Procureur, au Ministre de l'Intérieur.

5) Paye due aux ouvriers effectuée là où les employés n'auront pas été empêchés d'assurer leur service. Dans le cas contraire, note reconnaissant la dette et manifestant des regrets.

6) Ne pas discuter les questions d'ordre général (contrat collectif) qui font déjà l'objet de pourparlers entre les organisations patronales et ouvrières.

7) Ne pas fermer volontairement les usines. En cas de manque de fournitures, le faire savoir au personnel.

8) Tenir un « journal de bord » mentionnant chronologiquement tous les incidents de l'usine.

9) Ne pas payer les heures de grève.

10) Faire constater les faits anormaux et les dégâts par un agent ou un huissier.

11) Prier la Poste de garder le courrier de l'usine, ou de l'envoyer à une autre adresse.

Toutes ces recommandations ont été en général suivies.

Quelle fut l'attitude du patronat devant les revendications ouvrières. En général, il se plut à reconnaître, comme M. C. J. GIGNOUX, « que leurs différentes parties considérées isolément ne présentaient pas un caractère spécifiquement révolutionnaire », mais ils protestèrent contre l'accumulation brusquée de réformes individuellement justifiables.

Les vacances payées et le contrat collectif furent les réformes qui rencontrèrent le moins de résistance. L'augmentation des salaires fut plus discutée (sauf en ce qui concerne les bas salaires, dévoilés par la presse).

Mais les protestations les plus vives accueillirent l'instauration de la semaine de 40 heures. On fit remarquer la nécessité d'un accord international préalable — la question devant venir au B.I.T. à Genève et la France ne devant pas servir de cobaye à une expérience de ce genre.

L'ensemble des revendications ouvrières se traduisant, d'après les évaluations les plus optimistes, par une augmentation de 35 % à 37 % du prix de revient pour la seule main-d'œuvre, on s'explique que certaines moyennes et petites entreprises se soient élevées contre la signature de l'Accord Matignon, qu'elles considérèrent comme un « Diktat ». Elles faisaient remarquer en effet :

a) Que les négociations — malgré la protestation de la C.G.P.F. — avaient été poursuivies alors que les usines étaient encore occupées.

b) Que dans de nombreux cas, le personnel de direction et de maîtrise servait d'otage aux occupants.

c) Que les grosses affaires, munies de réserves im-

portantes, ou travaillant pour l'Etat, s'étaient trop légèrement engagées au nom de tout le patronat.

d) Que la C.G.P.F. avait eu tort de traiter avec la C.G.T., organisme incapable de faire respecter ses décisions par ses propres troupes, et ne présentant de ce fait aucune garantie.

Aussi s'explique-t-on qu'à l'issue des négociations du 7 juin (que certains employeurs ont appelé « la nuit du 4 août patronale »), M. LAMBERT-RIBOT, de la C.G.P.F., ait fait la réserve suivante :

« Le patronat ne se fait aucune illusion sur les conséquences de l'expérience qui lui a été imposée, et qu'il subit. *Il ne pouvait faire autrement que d'accepter l'arbitrage du gouvernement qui désormais assume toutes les responsabilités de la situation nouvelle.* Celle-ci est dangereuse et fausse... ».

Les événements de juin 1936 attirèrent l'attention sur l'insuffisance d'organisation de la C.G.P.F., en face du bloc compact de la C.G.T. réunifiée. La surprise passée, le patronat se ressaisit. Le 26 novembre 1936, la C.G.P.F. devenue la Confédération Générale du Patronat Français (au lieu de la Production Française), put rompre les négociations entreprises avec la C.G.T. sous l'égide du Gouvernement en vue d'établir une procédure de conciliation et d'arbitrage des conflits résultant de la négociation, de l'interprétation et de la révision des conventions collectives. D'autre part, parallèlement à la C.G.P.F. dont l'action manquait de souplesse, intervenait le Comité de Prévoyance et d'Action Sociales, présidé par M. GERMAIN-MARTIN, mais organisé en fait par M. BRENOT, président de la Chambre Syndicale des Industries Radio-Electriques. Ce Comité,

groupant les éléments les plus intelligents et les plus combattifs du patronat, se donnait pour tâche la conquête de l'opinion publique. Pour cela, elle devait accorder une place prépondérante aux petits patrons, élément important des classes moyennes (1).

Enfin une autre partie du patronat, consciente du gâchis dans lequel s'organise la production, préconisait l'instauration de nouveaux rapports entre le capital et le travail, et la réorganisation de la production au moyen des Ententes industrielles (2).

C. — *La C.G.T.*

L'attitude de la C.G.T. dans les grèves a été des plus critiquées. En réalité, à bien examiner les événements, il semble que les faits l'aient surprise comme ils ont surpris le patronat. La C.G.T. a dû s'adapter aux circonstances qu'elle n'avait pas prévues ; il lui a fallu donner son investiture au mouvement revendicatif, de crainte que ce mouvement ait lieu en dehors d'elle.

Première observation.

Malgré la fusion, il existait, quant aux procédés d'émancipation sociale, une antinomie à peine masquée entre la C.G.T. réformiste et la C.G.T.U., ouvertement révolutionnaire. Dans la C.G.T. réunifiée, les ex-unitaires, habitués aux procédés expéditifs, supérieurement entraînés à la propagande et à l'action directe, s'avèrent bientôt des recrues indisciplinées et décidées à être l'aile marchante du mouvement syndical. Il apparut souvent que ces recrues — malgré l'indépendance politique dont la C.G.T. s'est toujours réclamée —

(1) Cf. l'article de J. DURET : « La nouvelle tactique du Patronat ». Trib. des Fonctionnaires, 23 janvier 1937.

(2) Jean COUTROT. L'Humanisme Economique. C.P.E.E. 1936.

obéissaient plus volontiers aux directives des bureaux politiques que des bureaux syndicaux, composés en majorité d'ex-confédérés.

On pouvait craindre dès lors que les engagements pris par les dirigeants de syndicats, en toute bonne foi, et pour la C.G.T. tout entière, ne soient strictement obéis.

Deuxième observation.

Il est à remarquer que les grèves se déclenchèrent là où la proportion de travailleurs syndiqués était la plus faible, mais où l'organisation politique était la plus poussée. C'est le cas de la métallurgie.

Les corporations où le pourcentage de syndiqués était le plus fort : services publics, fonctionnaires, ne bougèrent pas et ne se laissèrent pas gagner par la contagion. Cependant, ces catégories de travailleurs, durement touchées par les décrets-lois de la législature précédente, avaient quelques raisons de s'intéresser à l'augmentation des salaires ! Mais, depuis longtemps syndiqués, ils formaient une masse respectueuse de la discipline syndicale.

Troisième observation.

Que s'est-il passé dans de nombreux cas de grève ? Une entreprise où une infime minorité de salariés appartenait à un syndicat, se met en grève. Mais elle est bien incapable d'organiser l'occupation ; elle n'a aucune compétence pour discuter son contrat collectif. Elle s'adresse alors au syndicat pour le prier de s'occuper de ses revendications. Le personnel, pour les besoins de la cause, se syndique en masse. D'un million d'adhérents, la C.G.T. passe à cinq millions. Mais quelle autorité les chefs syndicalistes peuvent-ils avoir sur ces nouvelles

troupes uniquement préoccupées d'obtenir coûte que coûte satisfaction ? Quel écho peut rencontrer l'appel au calme et au respect des engagements pris ? Ces nouveaux adhérents n'ont aucune expérience des difficultés de la lutte syndicale. Derniers venus, ils sont les plus intransigeants. *Ce n'est pas un compromis qu'ils veulent : c'est l'acceptation pure et simple de leurs revendications.* Ils paraissent vouloir, pris de frénésie, rattraper d'un seul coup tout le temps perdu en tant qu'inorganisés ! Les vieux cadres de la C.G.T. sont obligés de les calmer et de modérer leur zèle aussi subit qu'inattendu !

Ces trois observations expliquent, selon nous, l'attitude de la C.G.T. au cours des occupations d'usines.

La C.G.T. a-t-elle déclenché le mouvement ? Elle l'a affirmé par la suite. Mais il est permis d'en douter.

Le 26 mai, jour où s'annonce le débrayage dans la métallurgie (1), M. JOUHAUX s'entretient avec la Présidence du Conseil de la collaboration de la C.G.T. au Gouvernement. Puis les grèves sur le tas se multiplient. La C.G.T. surprise, semble-t-il, et soucieuse de ne le point paraître, se borne à encourager les grévistes et à les assurer de sa sympathie. La C.G.T. n'intervient réellement que le 28 mai, lorsque les patrons ayant posé comme condition préalable à toute discussion l'évacuation des locaux et la reprise du travail, les délégués syndicaux ouvriers déclarent « que cette solution leur apparaîtrait favorable à un règlement du conflit ».

Nous avons vu que *le lendemain, ces délégués syn-*

(1) La C.G.T. n'a été mêlée en rien aux deux premières occupations Bréguet et Latécoère. Aucune mention dans les journaux syndicaux. C'est l'*Humanité* qui, la première, fait connaître ce fait au public.

dicaux seront désavoués par les délégués d'usines, qui demanderont la *discussion séparée* de chaque cas jusqu'à l'accord. Ce même 29 mai, le syndicat des Métaux, accompagné par M. DUCLOS, intervient pour la première fois *officiellement* à la présidence du Conseil.

Mais déjà, ce désaveu des délégués syndicaux par leurs mandants montre que le mouvement n'est pas parti de la C.G.T. : c'est un *mouvement d'usines*. En Italie, au contraire, nous avons vu que c'est la F.I.O.M. qui, le 29 août 1920 ordonna, et déclencha l'occupation des usines, avec le caractère révolutionnaire que l'on sait.

Dès lors, nous assistons à la tactique suivante : Les occupations se succèdent sans mot d'ordre officiel. Elles semblent au contraire échapper aux syndicats. La C.G.T. est alors obligée de feindre de prendre la direction du mouvement qu'elle ne fait que suivre. Elle se rend compte de son impuissance à l'enrayer, d'où sa déclaration du 2 juin (1). Nous arrivons ainsi au 6 juin. Les événements se sont aggravés à tel point que M. L. JOUHAUX doit rappeler publiquement, dans un discours radiodiffusé, que les grèves sont de caractère strictement revendicatif et corporatif. « La nature des revendications qui sont : le rajustement des salaires, la semaine de 40 heures... la suppression des heures supplémentaires, l'octroi des congés payés, la garantie des conditions d'hygiène, la reconnaissance concrète du droit syndical dans le cadre des conventions collectives du travail, atteste qu'à aucun moment les grèves n'ont eu un caractère politique ».

M. BELIN, dans le *Peuple*, écrit le même jour que « la bataille est essentiellement une bataille de salaire ».

(1) Cf. p. 123.

Il n'en reste pas moins que cette bataille a été déclenchée en dehors de la C.G.T.

Nous arrivons enfin à l'accord Matignon. Dans l'esprit de la C.G.T. il ne fait pas de doute que cet accord devait rendre sans objet de nouvelles occupations. Nous n'en voulons pour preuve que le discours prononcé par M. JOUHAUX le lundi 8 juin à la radio, discours que nous avons déjà cité en partie. (La victoire... consacre le début d'une ère nouvelle). M. JOUHAUX, après avoir célébré comme un acte historique l'accord signé « dans la plénitude de leur indépendance » par la C.G.T. et la C.G.P.F., prononçait ces nobles paroles :

« Enregistrant ce premier résultat, tout emplis d'espérance, nous devons, nous, travailleurs, faire honneur à notre signature — celle de la C.G.T. — et appliquer loyalement et pleinement les causes de l'accord général conclu pour trouver dans cette application les forces nouvelles accrues et la confiance élargie nécessaires aux conquêtes de demain ».

Or, bon gré, mal gré, il faut bien convenir que l'accord impliquait non seulement l'évacuation des usines, mais la condamnation de toute occupation nouvelle.

Duplicité et mauvaise foi de la part de M. JOUHAUX et de la C.G.T. ? Rien n'est plus loin de notre pensée. Indiscipline syndicale, tout simplement, dont il ne faut d'après nous chercher la cause qu'à la lumière des trois observations ci-dessus énoncées.

D. — Divers.

a) *Les Catholiques* (1). — Dès le 5 juin, S. E. le Car-

(1) Cf. les très intéressants articles parus à partir du mois de juin dans *l'Aube*, la *Croix* et les Revues telles que *La Vie Intellectuelle*, *Études*, le *Correspondant*, *Chantiers*, et surtout les *Dossiers de l'Action Populaire*.

dinal VERDIER prenait position dans le conflit et lançait un « Appel aux Catholiques » qui fut immédiatement lu et commenté dans toutes les paroisses.

Après avoir rappelé qu'« en dépit des améliorations apportées, un état de misère, aggravé encore par la crise mondiale, pèse sur le monde ouvrier » et que l'Eglise, par les Encycliques de Léon XIII et Pie XI, a déjà dénoncé « les vices de notre ordre social », S. E. le Cardinal VERDIER affirme que chacun a sa part dans le désordre actuel. Il appartient à tous de s'élever au-dessus des « solutions partisans », de créer « une atmosphère de paix et de fraternité », de *laisser à nos institutions normales le soin de prendre les mesures effectives et justes* » et de « s'appliquer sans retard et courageusement à la construction de cet ordre nouveau que tous appellent ».

En somme, le bien-fondé des revendications ouvrières était reconnu, et, en termes modérés, l'occupation des usines était condamnée. Quelques jours plus tard une communication de Mgr. VERDIER recommandait aux fidèles d'adhérer à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (C.F.T.C.) et à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Le 30 juin, S. E. le Cardinal MAURIN, archevêque de Lyon, adressait aux ouvriers catholiques du Rhône et de la Loire une lettre dans laquelle il les mettait en garde contre les offres d'adhésions émanant de la C.G.T. et surtout du Parti communiste.

Il les prévenait que ces offres n'étaient qu'une manœuvre. Il leur faisait savoir qu'ils devaient adhérer à la C.F.T.C., de préférence même aux syndicats dits professionnels.

Les 28 et 28 juin, Mgr SALIÈGE, archevêque de Tou-

louse, félicitait les syndicalistes chrétiens et les jocistes (1) de leur attitude et déclarait :

« De l'avis unanime, l'état social actuel ne peut durer. Fondé sur la suprématie de l'argent, vidé de tout esprit chrétien, entaché d'injustice et d'égoïsme, il est un désordre.

« Le christianisme n'est pas solidaire du capitalisme ».

Quant à la J.O.C. (groupant environ 50.000 jeunes ouvriers), elle reconnaissait dans son 12^{me} Conseil National la légitimité des revendications, mais déplorait que la grève ait éclaté avant que tous les moyens de conciliation aient été épuisés.

Dès lors, deux attitudes des catholiques, comme l'expose M. P. HIBOUT dans « Chantiers », étaient possibles :

1° Sortir de l'usine et passer pour des « traîtres » aux yeux des autres ouvriers ;

2° Rester, et tâcher par tous les moyens, de maintenir à la grève son caractère strictement professionnel, en écartant la violence le plus possible (2).

Ce fut cette dernière attitude qui fut adoptée. Le caractère pacifique du mouvement de juin 1936, fit qu'il ne se produisit aucun heurt à l'intérieur des entreprises. Au contraire, il semble que les ouvriers catholiques aient été l'objet de mille attentions de la part des éléments extrémistes.

L'activité syndicale de la C.F.T.C. ne fut pas négligeable pendant les grèves. Signalons que le 8 juin, au lendemain des accord Matignon, elle écrivit au Prési-

(1) Voir la *Croix*, 28-29 juin 1936.

(2) *Chantiers*, novembre 1936.

dent du Conseil pour protester contre son exclusion au moment de l'accord, et pour exprimer son désir d'adhérer à cet accord (1).

b) *Les Communistes*. — On accuse généralement le Parti communiste d'avoir déclenché les grèves ou plutôt d'avoir introduit la méthode, déjà expérimentée ailleurs, de l'occupation, en créant des foyers d'agitation en des points soigneusement choisis, là où la propagation avait le plus de chances de se faire. Nous aurons à voir ce que vaut cette thèse. Pour le moment, bornons-nous à enregistrer une attitude.

Nous savons que c'est l'*Humanité* qui, la première, dévoila à ses lecteurs les occupations Bréguet et Latécoère, et les succès obtenus. Pendant toute la période trouble et inquiétante qui s'étend jusqu'au 11 juin, rien dans les déclarations des dirigeants du Parti communiste ne permet de les prendre en défaut et de dénoncer leur infidélité envers le gouvernement. En fait, on découvre de nombreux communistes parmi les agitateurs suspects. Mais obéissent-ils à une consigne ?

Voici ce que déclare M. CACHIN le 28 mai à l'*Humanité* :

« Les 72 élus communistes ne sont pas du tout décidés à créer les désordres qui favorisent les desseins de messieurs les fascistes et les réactionnaires ».

Le 4 juin, le même journal nous montre les grèves comme une poussée populaire immense et confiante. Il nie que les chefs ouvriers soient débordés. La grève

(1) *La Vie Intellectuelle*, 25 juin 1936, p. 424. Voir dans le même numéro la déclaration de l'Union Sociale des Ingénieurs Catholiques et celle de la Confédération Française des Professions (patrons chrétiens).

n'est que le fruit de plusieurs années de lutte des syndicats.

Le 8 juin, après l'accord Matignon, M. CACHIN déclare : « il y a un moyen et un seul d'en finir avec les grèves. C'est d'accorder satisfaction aux travailleurs ».

Cependant la vague de grève croît toujours et dangereusement. Elle semble décroître à partir du 11 juin. C'est précisément (et les partisans du coup d'Etat communiste en tirent argument) le jour où M. THOREZ, secrétaire du Parti communiste, fait la déclaration suivante :

« Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues. Il faut savoir même consentir aux compromis afin de ne perdre aucune force, et notamment ne pas faciliter les campagnes d'affolement et de panique de la réaction ».

Le même jour, le secrétaire du P. C. déclarait : « Les ennemis du peuple lancent à jet continu de fausses nouvelles destinées à provoquer la panique. Ils font courir le bruit que les ouvriers en grève veulent faire marcher les usines... Mais les grévistes sont assez forts pour ne pas faciliter les manœuvres grossières de leurs pires adversaires ».

A partir du 11 juin, l'Ordre n'eut pas de partisans plus incroyablement zélés que les communistes. On eut plusieurs fois à le constater, non sans étonnement. Au cours de la dernière grève Sautter-Harlé, en octobre-novembre, oubliant les attaques dont ils avaient naguère criblé le réformisme des socialistes, ils insistèrent sur les nécessités de la Défense Nationale. Apprenant qu'un délégué du Ministre de la Marine allait venir à l'usine, ils accrochèrent aux grilles un drapeau tricolore et achetèrent un disque : la Marseillaise (1).

* (1) Voir *La Révolution Prolétarienne* (organe du syndicalisme révolutionnaire), n° du 10 novembre 1936.

Le moment de reflux des grèves arrivé, et le principe de l'évacuation ayant été adopté, les communistes employèrent leur parfaite connaissance du maniement des foules au service de la légalité. C'est ainsi que les occupants de la maison Renault — au cours de la deuxième grève de cette maison — ayant manifesté peu d'enthousiasme pour l'évacuation, ordonnée par leurs syndicats, les communistes intervinrent (1).

Il avait été convenu que les ouvriers, pour bien montrer qu'ils sortaient de plein gré et ne cédaient pas à la force, se masseraient derrière des chars pavoisés de rouge et descendraient en chantant les Champs-Élysées. Or, l'usine Renault emploie des dizaines de milliers d'ouvriers, et leur arrivée dans un quartier aristocratique risquait de provoquer des troubles.

Les communistes recoururent à un procédé classique : sorties par petites portes (les portails étant cadenassés) et par groupes peu nombreux, isolés le plus possible. Aussitôt dehors, canalisation de ces petits groupes par des « camarades » et quelques gardes mobiles, dans des directions aussi divergeantes que possible. Les manifestants, exaltés seulement lorsqu'ils sont en groupe, rentrèrent chez eux dans le plus grand calme. Le tour était joué. Pour une fois, les communistes employaient leur stratégie à rebours...

(1) Cf. *Études*. Les conflits de juin, 5 décembre 1936.

CHAPITRE VII

RECHERCHE SOMMAIRE DES CAUSES DU MOUVEMENT

Nous voici parvenus à un point extrêmement délicat de notre étude : celui du déclenchement, ou plutôt celui des causes immédiates des grèves. Déjà, ce que nous avons dit des événements politiques et de la situation économique de la France en juin 1936 permettrait de tenter une explication plausible et peu romanesque des grèves. Mais dans la fièvre générale qui a gagné l'opinion à l'occasion de l'occupation des usines, des thèses se sont affrontées, que nous nous devons de mentionner.

Parmi ces thèses, certaines relèvent de la fantaisie pure et ne font guère honneur qu'à l'imagination de ceux qui les ont échafaudées ; d'autres, tout en étant plus plausibles en apparence, ont le tort de ne pas se baser sur des faits précis et de faire planer sur des événements connus de tous un caractère mystérieux, d'autres, enfin, montées après coup, servent plutôt à justifier les faits qu'à les expliquer.

Nous avons relevé quelques-unes de ces thèses, les plus significatives. Leur diversité suffira à montrer la complexité du problème abordé et la prudence que l'on doit observer à son égard.

I. — LES THÈSES FANTAISISTES

En voici quelques-unes, cueillies au hasard :

A. — *La thèse de l'intimidation gouvernementale.*

C'est le journal « *La Stampa* », de Turin, qui la formule. D'après ce journal, *c'est le cabinet Blum qui aurait déclenché la grève* pour alarmer la bourgeoisie et le patronat au début de juin. Puis il se serait attribué le bénéfice du soulagement provoqué par le retour à l'état normal. A la moindre velléité de résistance, les désordres reprendraient, commandés par la C.G.T. restée dans ce but en dehors du pouvoir. Ainsi, « les syndicats seraient le bras séculier du gouvernement social-radical » (1).

Nous n'insistons pas.

B. — *La thèse de la provocation patronale.*

On la trouve naturellement dans les milieux de gauche. De nombreux discours y ont fait allusion. Voici une version des plus ingénieuses (2).

Les patrons, après les élections, ont voulu gêner le gouvernement du Front Populaire qui allait appliquer son programme de réformes sociales. Pour cela, ils ont recouru à la provocation : par exemple, au Havre, à Toulouse, ils ont licencié des ouvriers ayant chômé le

(1) *La Stampa*, 5 juin 1936. Cf. l'article dans le Bull. Quot. du 6 juin 1936.

(2) *Révolution Proh.*, 10 juillet 1936.

1^{er} mai ; chez Hotchkiss, 16 ouvriers ayant défilé au Mur des Fédérés ont été remerciés le lendemain.

Le bénéfice des patrons était double.

D'abord ils faisaient une bonne affaire. Tirant argument de ce que les « provocateurs » travaillaient pour l'Etat, les partisans de cette thèse montrent qu'ils avaient beau jeu pour majorer leurs prix, sous le prétexte que les augmentations de salaire avaient été imposées de force par la grève.

Ensuite, ils pouvaient « en glissant quelques grèves sous les pas du gouvernement de Front Populaire, creuser devant lui le trou d'une période sans journaux..., donc propice à la panique, et le faire choir dans ce trou en venant au monde ».

La thèse est hasardeuse. Cependant, il est curieux de noter combien elle s'accrédita tout au début des occup-partisans.

Un journal anglais constate que « les semi-fascistes Croix de Feu, qui se réjouissent des embarras du gouvernement, ont encouragé la grève en paroles et en actes » (1).

Ce déclenchement par les éléments hostiles au Front Populaire ne nous paraît pas plus sérieux que le précédent.

C. — *La thèse des agitateurs trotskystes et anarchistes.*

On a essayé de la lancer. C'est une explication commode. Vers la mi-juin, il y eut même une perquisition de la police judiciaire rue du Faubourg-Montmartre, et le journal « *La Lutte Ouvrière* », organe de la IV^{me} internationale, fut saisi. Une note officielle reproduite dans toute la presse, annonça que le Parti Ouvrier Inter-

(1) *Manchester Guardian*, 5 juin 1936.

national avait eu un rôle *considérable* dans les occupations, et qu'il avait « incité les ouvriers à préparer la gestion des entreprises et la prise du pouvoir dans l'usine et dans la rue ».

Que des trotskystes et des anarchistes aient profité, comme toujours, de la grève, pour faire de l'agitation, cela n'est pas pour nous étonner.

Mais prétendre, comme le fait M. Jean COUTROT, que « toutes les premières usines qui ont débrayé, l'ont fait sur des instructions précises de quelques tacticiens extrémistes, trotskystes et anarchisants », voilà qui demanderait un supplément d'information, et qui paraît singulièrement dépasser les possibilités de ces « tacticiens » qui sont en France une infime minorité.

D. — *La thèse « is fecit qui prodest ».*

La concordance des événements de juin et de la dénonciation par l'Allemagne des dernières clauses du traité de Versailles, a donné lieu elle aussi à une thèse. Tantôt on parle de l'Allemagne en toutes lettres, tantôt on se borne à signaler « une force occulte » agissant par l'intermédiaire de meneurs étrangers.

M. Pierre DOMINIQUE, dans la *République* du 26 juin 1936, signale que ce sont les mêmes meneurs que l'on retrouve en Belgique, en Espagne et en France. Ils obéissent à des ordres donnés à Barcelone, Genève et Prague. Ils sont « placés en nombre considérable dans des entreprises françaises. « Dans quelle mesure sont-ils en rapport avec le communisme souterrain de l'Allemagne... et quel est en l'espèce le jeu des autorités allemandes ? ».

C'est ce qu'on voudrait voir préciser.

Nous avons trouvé semblable hypothèse dans un journal aussi sérieux que *L'Usine* (1).

Jusqu'à plus ample informé, il n'y a là qu'une hypothèse que rien ne nous permet malheureusement de vérifier.

II. — LES THÈSES DE L'AGITATION COMMUNISTE

Les arguments en faveur d'une agitation communiste sont beaucoup plus troublants.

On a fait remarquer tout d'abord que la tactique de l'occupation des usines était une invention communiste. Les ouvriers russes ont pris les usines pour instaurer le régime soviétique. Les extrémistes italiens ont suivi cet exemple. Après quoi, la stratégie révolutionnaire communiste se serait appuyée sur cette tactique pour déclencher des mouvements de masse dans divers pays.

C'est ainsi que le programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge comprend un chapitre sur : l'occupation des usines (2). Ce programme a fait l'objet d'un livre de Losovsky, secrétaire de l'I.S.R. (3) en 1922.

D'autre part, certains journaux soviétiques montrent en épingle des occupations d'usines qui n'ont pas toujours été provoquées par eux, mais *dans lesquelles ils sont intervenus pour en transformer le caractère économique en caractère politique* : il en est ainsi de plusieurs grèves polonaises.

(1) *L'Usine*. D'où proviennent les ordres de grève et de résistance, 11 juin 1936.

(2) Jean LECOURBE. La stratégie révolutionnaire. *L'Usine*, juin 1936.

(3) LOSOVSKI. Programme d'action de l'I.S.R. Librairie du Travail.

Le journal « *L'Internationale Communiste* » cite comme exemple l'occupation de l'usine de textile Kreusze et Euder (1).

Le journal « *Krasny International Profsciouzov* », évoquant la grève générale de Cracovie, du 9 mai 1936, écrit :

« Dans la lutte pour leurs revendications, les ouvriers ont eu recours à l'occupation des entreprises, méthode de grève employée de plus en plus en Pologne...

« Cette méthode et cette forme de lutte intense du prolétariat polonais, qui furent déjà appliquées il y a quelques années, dans les charbonnages du bassin de Dombrovo, sont introduites dans tout le pays. De plus, cette forme de lutte gréviste passe les frontières de Pologne, comme l'ont démontré les cas d'occupations d'entreprise au cours des dernières grèves de mineurs en Belgique et en Angleterre, ainsi que pendant les grèves en Roumanie, Tchécoslovaquie, etc... Il est significatif que dans le temps, les grévistes, avec l'occupation des entreprises, présentaient le danger d'être isolés des larges masses de la population, ce que nous signalait souvent le Parti communiste de Pologne. Tandis que les événements de Cracovie démontrent clairement que la grève avec l'occupation de l'entreprise, trouve un écho toujours plus grand et une aide de la part des ouvriers d'autres entreprises et industries, en conduisant vers l'élargissement, l'intensité de la lutte, ce qui lui donne un caractère politique : en mobilisant les ouvriers pour la lutte contre la terreur, cette forme de

(1) Internationale communiste. « Quelques exemples d'action bolcheviste. 1^{er} janvier 1933.

lutte élève le mouvement gréviste à un degré supérieur ».

M. Jean LECOURBE signale qu'il existe à Moscou une Ecole Internationale du Syndicalisme. Le professeur LOSOVSKY, secrétaire de l'I.S.R., auteur de « La grève est un combat », est chargé du cours spécial de stratégie révolutionnaire des grèves, à laquelle est appliquée la science militaire. Ceci étant connu, on tire argument du rôle joué par les communistes dans les grèves de Juin, en particulier dans la région parisienne. On montre que deux dirigeants du Syndicat des Métaux sont membres du Comité Central du P. C. On fait remarquer que les premiers occupants d'usine semblaient avoir monté leur mouvement à l'avance, et qu'ils furent ravitaillés par les municipalités communistes. On note que souvent, au-dessus du Comité de Grève de l'usine, un « noyau dirigeant » communiste agissait en véritable maître.

Enfin on constate que plusieurs membres de la C.G.T.U. étaient passés, à Moscou, à l'école du fameux LOSOVSKY.

Mais que voulaient donc au juste les communistes ? Ici plusieurs thèses sont en présence.

A. — *La thèse du « complot communiste » de M. Jacques Bardoux (1).*

M. J. BARDOUX se montre absolument certain de ce complot malgré que certaines de ses affirmations nous apparaissent assez peu vraisemblables. Donnons-en une

(1) Jacques BARDOUX. Les soviets contre la France. Flammarion, 1936.

Jacques BARDOUX. Le complot du 12 juin. *Revue de Paris*, 15 août 1936.

rapide analyse. Dans une préface historique, M. J. BARDOUX rappelle la fondation, en juillet 1920, de la III^{me} Internationale au Komintern. Il esquisse son organisation interne et énumère les dirigeants français du Comité central exécutif au Bureau de Paris.

En juillet et août 1935, le bureau de Paris aurait reçu de Dimitroff des instructions politiques précises : réalisation du front unique politique et syndical ; propagande dans les classes moyennes et les campagnes sous le couvert de l'action antifasciste ; dissolution des ligues de droite et épuration de l'armée, etc...

C'est alors que se serait monté le complot.

Son but ? « Mettre la main sur la France et son Gouvernement afin de détourner vers la France les appétits du Reich ».

L'U.R.S.S. redoutant une guerre avec l'Allemagne, la France servirait « d'abcès de fixation », lui éviterait la défaite, et contribuerait à étendre la Révolution dans le monde.

Trois étapes sont prévues dans la préparation du complot :

1°) Galvaniser l'extrémisme. Pour celà, la III^{me} Internationale aurait été en rapport avec la IV^{me} Internationale Trotskyste, qui aurait reçu des sommes importantes. Les cellules communistes étaient alertées en Alsace-Lorraine, pour que « lors des conflits sociaux, soit sapé l'ensemble de l'économie capitaliste par des grèves partielles et générales ».

2°) Bolcheviser la C.G.T. Les cellules devaient préparer la grève insurrectionnelle à l'insu de la C.G.T. et la faire éclater le 26 mai, à 9 heures du matin, aux établissements Nieuport.

3°) Mobiliser le Comité Central du Parti Communiste.

Ce dernier se serait réuni secrètement le 23 mai à l'Hôtel de Ville d'Ivry.

La méthode de « la grève sur le tas » aurait été choisie. Les « cellules centrales spéciales » et « la brigade de choc » auraient été alertées. Le Secours Rouge International aurait promis son concours.

Ainsi réglé par avance, le complot aurait éclaté à la date prévue.

M. J. BARDOUX note l'extension des grèves dans la banlieue rouge ; et dans les usines travaillant pour la Défense Nationale, où des documents auraient disparu ; puis le choix des industries de ravitaillement (pétrole) ; enfin l'animation provoquée aux frontières par le passage d'estafettes se dirigeant vers Bruxelles et l'Allemagne ; le rôle des étrangers dans l'agitation, les ressources pécuniaires des grévistes. Le succès dépassant les prévisions du Parti Communiste, il aurait, le 7 juin, décidé de frapper un coup décisif, et de *prendre le pouvoir le 11 juin au soir*.

Une altercation eut lieu à la Bourse du Travail entre MM. RACAMOND et JOUHAUX. Ce dernier aurait dû fuir « devant les menaces précises de quatre communistes, qui gardaient l'entrée de la salle du Congrès ».

Les Allemands étaient avertis. Des mouvements de troupe importants auraient eu lieu à la frontière.

Mais le complot ne fut pas déclenché.

M. LEBAS, Ministre du Travail socialiste, aurait menacé de tout dévoiler en avertissant la rue Saint-Dominique.

Sollicité par M. THOREZ, défavorablement renseigné

sur le moral de l'armée et des campagnes, le gouvernement de Moscou aurait donné contre-ordre.

Le complot aurait été remis à plus tard.

Cette thèse qui n'a qu'un mérite : celui d'expliquer la détente du 12 juin, dont nous avons parlé, contient des invraisemblances suspectes !

a) Pour qui connaît les rapports existants entre STALINE et TROTSKY, un rapprochement entre la III^{me} et la IV^{me} Internationale est absolument inconcevable.

b) Quid des occupations Bréguet et Latécoère, au début du mois de mai ?

c) Comment expliquer le sabotage de la Défense Nationale, alors que STALINE avait tout intérêt au contraire, pour les fins qu'il se proposait, d'avoir une France « forte », sinon libre et heureuse.

d) Comment expliquer qu'un pareil complot puisse être monté à l'insu du Gouvernement ?

e) Comment faire admettre la complicité de M. Léon BLUM qui, le 7 juin, au Palais des Sports, devant trente mille personnes, alors que M. THOREZ déclarait qu'avant peu le P. C. serait au pouvoir : « Je le dis bien, camarades, avant peu », se serait levé et « aurait serré longuement les mains de l'orateur » ? Ceci à la veille de l'accord Matignon. Lors de la dénonciation du complot par M. LEBAS, M. BLUM aurait « joué l'innocence ». Nous avons vu que des mesures de sécurité furent justement prises à cette date.

f) Enfin la déclaration de M. THOREZ « Il faut savoir terminer une grève date du 11 juin et amena une détente. Comment croire que le P. C. ait pensé à prendre le pouvoir dans la nuit ?

Cette explication comporte donc trop de lacunes et

ses tenants eux-mêmes n'y croient pas (1). Pourtant l'action des communistes est indéniable dans les grèves de juin. Plus vraisemblable nous apparaît la :

B. — *Thèse d'un « putsch » communiste destiné à remplacer le gouvernement à direction socialiste par un gouvernement à direction radicale.*

Voici sur quoi elle repose. Le Parti Communiste, en escomptant une forte poussée à gauche, ne s'attendait pas au succès des socialistes S.F.I.O., réformistes à l'intérieur du régime capitaliste. Surtout, depuis la déclaration de STALINE du 15 mai 1935, la politique communiste avait changé au point de faire de ce parti le tenant de l'armée, de l'ordre, etc... pour les besoins de la défense russe.

Or le nouveau gouvernement a pour chef M. Léon BLUM, forte personnalité, partisan du désarmement, de la paix indivisible et de la S.D.N. Les Ministres de l'Intérieur et du Travail sont MM. SALENGRO et LEBAS, ennemis acharnés et irréconciliables du communisme.

Les socialistes ont une politique personnelle et ils sont méfiants et peu dociles vis-à-vis de Moscou. Il faut les discréditer et leur créer des soucis dès leur arrivée au pouvoir : ou ils devront céder la place, ou ils devront voter en un tour de main des réformes nombreuses et improvisées qui pèseront lourdement sur l'économie. Les communistes veilleront à ce que l'expérience BLUM ne puisse réussir en poussant toujours plus loin

(1) Cf. pourtant TROUBAT LE HOUX. L'arrêt d'une Révolution. Pourquoi la guerre civile ne s'est-elle pas établie à Paris le 11 juin 1936.

Voir aussi l'article « Le glissement de l'Etat. Une tentative révolutionnaire », dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1936. Cet article est signé X.X.X.

les revendications, avant que les réformes nouvelles aient été assimilées. Après les conquêtes de 1936, on réclamera la retraite des vieux travailleurs, après cela, autre chose. En se tenant en dehors du pouvoir, le Parti communiste constituera l'X, l'inconnue vers laquelle les masses iront de plus en plus, à mesure que croîtra le mécontentement causé par l'augmentation du prix de la vie, le marasme du commerce extérieur, etc...

Le mouvement de grève aurait donc eu pour but de *démontrer l'impuissance gouvernementale des socialistes* et les obliger :

a) ou bien à céder la place ;

b) ou bien à nécessiter l'alliance du parti S.F.I.O. avec les éléments légalitaires du centre de la Chambre — ce qui aurait signifié sa trahison aux yeux des masses, et un renforcement considérable des effectifs du Parti communiste.

Cette action communiste aurait eu lieu en dessous, par des meneurs occultes ne se réclamant pas du Parti, et n'invokant jamais que des motifs économiques, alors que les dirigeants officiels prodigueraient des paroles de calme et d'apaisement.

Il y a une variante, c'est la :

C. — *Thèse de la « répétition générale » en vue de la révolution communiste.*

Le congrès du Parti communiste tenu à Villeurbanne en janvier 1936 préconisait une agitation assez semblable aux grèves de juin. Il aurait donc « *expérimenté* » la méthode des grèves sur le tas afin de voir quelles chances avait cette méthode de réussir chez nous. C'était une épreuve du mouvement de mobilisation, comme le

dit le *Bulletin Quotidien* (1). « On a fait fonctionner les liaisons et le ravitaillement, on a repéré les éléments sympathisants, on a reconnu les lieux et étudié à loisir les modalités d'une future exploitation directe. On a isolé temporairement de leur personnel les patrons et les dirigeants. On a donné une première satisfaction aux troupes. On a ébranlé les hésitants et en attendant de les convaincre, on les a incorporés à la C.G.T. unifiée, où faute de mieux, ils cotiseront. Enfin on a passé en revue avec force musique et drapeaux cette armée d'un nouveau genre, grossie de ses réserves. Puis on l'a renvoyée dans ses foyers, où il est évident qu'elle attend l'ordre de mobilisation, le vrai ».

Cette thèse nous paraît se rapprocher beaucoup plus de la réalité pour plusieurs raisons.

D'abord, la vraisemblance. Il est assez singulier que la classe ouvrière, passive depuis des années, soit entrée en effervescence au moment même où s'installe un gouvernement de son choix, prêt à faire voter les réformes pour lesquelles il a été appelé. *Tout se passe comme si*, depuis le début, quelqu'un ait voulu rendre impossible la tâche de M. Léon BLUM et de ses collaborateurs.

Ensuite parce que, à ce sujet, l'opinion publique étrangère a fait partout la même remarque.

« La coïncidence entre les grèves et l'arrivée de M. Léon BLUM au pouvoir est trop nette pour être accidentelle », note le *Daily Telegraph* (2). Quant aux journaux allemands, pendant la période la plus aiguë de la crise, ils gardèrent, sur l'ordre de M. GOEBELS, un ton de modération absolue. On remarquera même une certaine

(1) *Bulletin Quotidien*, 25 juin 1936.

(2) *Daily Telegraph*, 3 juin 1936.

bienveillance envers le nouveau gouvernement. Le *Rheinisch-Westfälische Zeitung* du 7 juin observe que « M. L. BLUM a exposé son programme et fait rédiger en projets de lois les revendications des ouvriers grévistes ; il se peut qu'il réussisse à terminer le mouvement de grève et à couper l'herbe sous le pied de ses alliés communistes *qui sont en même temps ses adversaires les plus dangereux* ».

L'*Indépendance Belge* du 30 mai, déjà, parlant de M. LÉON BLUM, écrit :

« Il semble qu'il s'agisse de lui donner un avertissement, ou un croc en jambes, pour le cas où, s'étant rendu compte de la gravité de la situation... il soit décidé à ne prendre que des mesures raisonnables ».

Beaucoup de militants socialistes et syndicalistes firent à l'époque des raisonnements semblables.

Mais si séduisante que soit cette explication, la principale objection est toujours la même : comment croire que les communistes aient voulu affaiblir la France, dont STALINE a besoin pour contenir l'Allemagne ? (1). Et que serait-il arrivé si le gouvernement BLUM était parti ? Les radicaux se seraient unifiés et l'influence communiste n'y aurait pas gagné grand chose.

Qu'ils aient songé à *user* les socialistes, c'est très possible. Mais quand ils ont vu la vague de grève déferler malgré leurs ordres, ils ont tout fait pour l'enrayer, comme nous l'avons dit. Et lors de l'ultimatum de M. BIENVENU-MARTIN au Sénat, M. Marcel CACHIN, sénateur communiste, ne s'est pas élevé contre la déclaration

(1) On a expliqué la détente du 11 juin par un désaccord entre le Komintern et le gouvernement russe. Le Komintern aurait lancé le mouvement, Staline l'aurait arrêté.

du Ministre de l'Intérieur. On a dit qu'à ce moment, les objectifs communistes avaient changé et qu'ils songeaient à rallier à leur cause les catholiques, les paysans et la classe moyenne (1).

III. — LES THÈSES DE LA GÉNÉRATION SPONTANÉE, DE L'EXPLOSION PSYCHOLOGIQUE ET DE L'ACTION DIRECTE

Disons-nous, avec le *Times* (2), que la cause principale des grèves, « c'est le fait que les ouvriers sont impatients d'obtenir les résultats tangibles du renversement de politique pour lequel ils ont voté le mois dernier » ?

Ou adopterons-nous le diagnostic de M. René BELIN, de la C.G.T. « Un peuple humilié, fatigué de ses faims inassouvies et qui relève la tête, voilà la plus profonde et la plus juste explication des grèves. Un fait concret : la famine ; un climat favorable : la victoire politique ; une foi retrouvée : l'unité syndicale... ».

Dans les deux cas, nous revenons à quelque chose de convenu, de simple et de partiellement satisfaisant.

Provoquées ou non, savamment organisées à l'avance ou non, les premières occupations d'usines ont éclairé la classe ouvrière sur la méthode à suivre. Peu importe de savoir si les premières occupations ont eu pour instigateurs le gouvernement lui-même, les patrons, les trotskystes, les communistes ou les agents d'une puis-

(1) Sur cette question du rôle des commissaires dans les occupations, on lira, en dehors des articles déjà cités :

Au J. O., l'intervention de M. LÉMER, au Sénat. Le 7 juillet 1936.

Un article du *Temps* : « Les vrais maîtres », du 11 juin 1936.

Et la collection du *Bulletin Quotidien*, juin-juillet-août 1936.

(2) *Times*, 8 juin 1936.

sance étrangère intéressée. *L'important, c'est que de certains foyers, la grève a gagné le pays comme une traînée de poudre*, en dépit de tous les partis, de toutes les organisations. Des centaines de milliers de travailleurs ont débrayé. Ils ne l'ont pas fait tous sur un mot d'ordre. Il y a là un phénomène psychologique indéniable qui doit nous amener à cette constatation : si les grèves ont eu une telle ampleur, une telle généralisation, c'est que *toutes les conditions psychologiques étaient réunies* pour cela : misère aggravée par la déflation, rancœurs accumulées durant des années, impuissance du capitalisme à sortir de ses contradictions, manque de harliesse des gouvernements, désir unanime de voir réaliser enfin quelque chose de nouveau, de *risquer* une politique nouvelle, ou comme disent les américains, une *nouvelle donne*.

Cette thèse, en elle-même, suffit à expliquer parfaitement le développement formidable des grèves. Elle laisse en dehors certains points obscurs : déclenchement, accalmie du 12 juin, etc... Car il est vrai que si le tonneau de poudre a sauté, quelqu'un a mis le feu à la mèche, sans croire toutefois à une pareille explosion.

Le syndicalisme révolutionnaire voit de son côté, une sorte d'instinct de l'ouvrier qui lui fait pressentir quel est le moment le plus favorable pour employer la seule arme efficace dont il dispose : l'action directe. Les ouvriers n'attendant plus rien de la légalité et du syndicalisme réformiste, ont recouru à l'action directe, pour forcer la main à leurs dirigeants.

Notons aussi le rôle des événements politiques, et cette explication de M. Jean COURTROT :

« Mais un homme qui a dormi plusieurs heures —

plusieurs années — sur le côté gauche, *brusquement se retourne et sans même se réveiller encore, s'allonge avec certitude sur le côté droit*. Quand on a été silencieux et immobile pendant cinq ans, naît un jour où il faut crier, chanter, être joyeux, s'enfoncer dans une aventure. Les débrayages de la semaine dernière sont surtout des *phénomènes de décompression sentimentale*, déclenchés par la coïncidence de deux facteurs : une légère reprise économique qui rendait aux ouvriers une impression de sécurité accrue, atténuait leur dépression nerveuse, et, bien entendu, le résultat des élections ouvrant les portes sur d'immenses espoirs d'ordre encore mystique » (1).

IV. — TENTATIVE D'EXPLICATION DES GRÈVES DE JUIN

Aucune des thèses que nous venons d'exposer ne suffit à elle seule, à donner une suffisante explication des

(1) Nous avons parlé de l'article que Suzanne GALLOIS fit paraître le 10 juin 1936 dans la *Révolution Prolétarienne*. Cet article intitulé « La vie et la grève des ouvriers métallos » est en tous points remarquable. Ecrit sur place, à l'usine, pendant les occupations, son intérêt est immense pour la compréhension psychologique des grèves de juin. En voici le début :

« Enfin, on respire. C'est la grève chez les métallos. Le public qui voit tout cela de loin, ne comprend guère. Qu'est-ce que c'est ? Un mouvement révolutionnaire ? Mais tout est calme. Un mouvement revendicatif ? Mais pourquoi si profond, si général, si fort et si soudain ? Quand on a certaines images enfoncées dans l'esprit, le cœur, la chair même, on comprend tout de suite... ».

Et S. GALLOIS, avec une puissance singulière et dans un style dépourvu d'artifices, d'une émotion contenue, évoque le machinisme, le chronométrage accéléré imposé dans certaines firmes : Plus vite, toujours plus vite..., l'attente sous la pluie devant la porte ouverte des bâtiments, l'inconfort, l'incompréhension de certaines directions, la faim, la paye insuffisante, l'humiliation devant les réprimandes qu'il faut subir et qui se font plus nombreuses à mesure que les affaires vont plus mal, la peur du congédiement. « Dès qu'on a senti la pression s'affaiblir, immédiatement les souffrances, les humiliations, les rancoeurs, les amertumes silencieuses amassées pendant des années ont constitué une force suffisante pour desserrer l'étreinte. C'est toute l'histoire de la grève. Il n'y a rien d'autre ».

grèves de juin. Et c'est pourtant ce que, pour notre part, nous voudrions tenter de faire ici.

**

Tout d'abord, les éléments recueillis nous permettent de faire cette constatation. En juin 1936, l'occupation des usines avait déjà derrière elle *un passé de plus de seize ans*. La Russie, l'Italie, l'Espagne l'avaient expérimentée pour des fins spécifiquement révolutionnaires. La Pologne, la Roumanie, la Belgique, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie et d'autres pays d'Europe Centrale en avaient fait la nouvelle tactique de la grève économique.

Comment s'explique le succès universellement rencontré dans le monde par l'idée d'occupation, succès qui fait que « la grève sur le tas » a gagné la France, de là l'Amérique, le Japon et même... la Principauté de Monaco ? Pour une raison bien simple.

D'une façon générale, à l'heure actuelle, les pays sont divisés en deux groupes. Dans les pays totalitaires, la grève n'est pas tolérée et constitue un délit, parfois un crime. La législation italienne et la législation russe ne reconnaissent pas plus l'une que l'autre le *droit à la grève*.

Dans les autres pays, c'est-à-dire dans ceux où existe un minimum de liberté, le *droit à la grève*, qui est par son essence même un droit naturel (1), comme celui de légitime défense, est reconnu. Cette reconnaissance est implicite ou explicite. Ainsi en France, aucun texte ne

(1) CESBRON. Le droit de grève et ses limites. Thèse, Angers, 1937, p. 23.

reconnaît explicitement le droit de grève : il existe seulement la loi du 25 mai 1864 sur le droit de coalition et la loi du 21 mars 1884 sur la liberté syndicale.

Mais il ne faut pas confondre le *droit à la grève* et le *droit de la grève*, qui est, en quelque sorte, l'ensemble des principes à observer par les grévistes pour faire aboutir leurs revendications. Ainsi dit-on qu'il y a le *droit de la guerre* distinct du *droit à la guerre*, comme le firent remarquer les premiers auteurs du Droit des Gens.

Dans une législation sage et prudente, la légitimité de la grève devrait résulter de ces deux faits : la cause du gréviste doit être *juste* — et il a dû *épuiser les recours fixés et mis à sa disposition par la loi* pour faire reconnaître son bon droit (arbitrage obligatoire) avant de recourir à la grève. S'il n'agit pas ainsi, s'il déclenche la grève avant d'avoir recouru à la sentence du juge, sa grève est réputée *injuste*, quels que soient par ailleurs ses motifs. Ainsi, d'après la S.D.N., un Etat peut-il automatiquement et quelles que soient ses raisons, être réputé agresseur.

Dans les pays où la législation prévoit l'arbitrage obligatoire, la grève apparaît donc comme le dernier moyen de faire respecter son droit, dans le cas par exemple où l'autre partie se refuse à agir suivant la légalité.

Dans les autres pays au contraire, le droit à la grève est reconnu alors qu'il n'existe aucun moyen d'épuiser pacifiquement le conflit. Que sera alors le *droit de la grève* ? Chacun le déterminera unilatéralement : et on comprend qu'il en soit fatalement ainsi. En effet nous avons dit que le droit de faire reconnaître sa cause

comme juste est un droit naturel. *Dans le conflit, chaque partie croit plus ou moins à la justice de sa cause : faute de mettre à sa disposition un arbitre impartial dont la sentence fera foi, elle va poursuivre la réalisation de son droit avec le maximum de chances de succès comme unique critérium.* Certes il y a eu des principes supérieurs longtemps considérés comme inviolables par les « belligérants » : liberté du travail, liberté individuelle, liberté de la propriété privée. Ces principes ont, pour ainsi dire, servi de *limites à l'exercice du droit de grève*, pendant de nombreuses années.

Mais on a alors assisté à l'évolution suivante : se servant de ces limites reconnues et observées par tous, les patrons sont arrivés à émousser l'arme — la seule arme — que la classe ouvrière ait à sa disposition. Sous le prétexte de la liberté du travail, les ouvriers grévistes étaient remplacés par d'autres ouvriers moins exigeants, choisis parmi les sans travail ; sous le prétexte de l'intangibilité de la propriété privée, la force publique intervenait contre les grévistes soucieux de conserver leur place.

En droit strict, il n'y avait rien à dire. Et c'est alors que se produisit l'évolution dont nous parlions plus haut. Les ouvriers *n'ayant que la grève* pour faire aboutir leur droit, durent en modifier les règles sous peine de voir cette arme devenir inutile. On connût donc les piquets de grève, puis les représailles contre les « jaunes ». *On ne saurait, en effet, en bonne logique, reconnaître le droit à la grève, et d'un autre côté entraver cette grève par certains principes qui la rendent inefficace.* Il y a là une contradiction.

Georges SOREL cite dans ses Matériaux d'une Théo-

rie du Prolétariat, un arrêt du juge américain Jenkins, du 22 décembre 1893. Voici ce que disait ce juge dans son arrêt :

« Si l'on n'empêche, par des mesures coercitives, l'employeur de se procurer des hommes qui remplacent ceux qui ont cessé de travailler, une grève est une *arme de paille*. A mon sens, il faudrait définir une grève ainsi : un effort combiné des ouvriers pour forcer l'employeur à faire droit à leur demande, en l'empêchant d'exploiter son industrie, jusqu'à ce qu'il se soit soumis ».

De deux choses l'une : ou l'Etat mettra l'industriel dans l'impossibilité de travailler avant la solution du conflit (ce qui est, en droit strict, une mesure illégale et arbitraire) ou ce seront les ouvriers qui devront l'en empêcher (ce qui est non moins illégal et non moins arbitraire).

L'histoire des grèves se résout en définitive par un empiètement progressif de l'illégalité sur la légalité. C'est une réflexion courante que ce qui est légal aujourd'hui a commencé par ne l'être point.

C'est, peut-on dire, la nécessité de se défendre efficacement — faite bien entendu de pouvoir le faire par des moyens légaux — qui légitime aux yeux des contrevenants aux lois, l'exercice de l'illégalité. Cela se fait d'abord avec la complicité des pouvoirs publics qui commencent à tolérer certains manquements en droit strict — puis un beau jour une loi entérine ce qui n'était que pratique courante.

Bien entendu, ce n'est pas l'apologie de ce mouvement vers l'illégalité que nous faisons. Nous tâchons de l'expliquer.

!

Pour user d'une comparaison simple, et empruntée à la guerre, deux Etats étant en conflit :

a) Ou bien ils vont s'en remettre à la décision d'un arbitre supérieur — et c'est la meilleure solution ;

b) Ou bien ils vont faire la guerre, et alors si la disproportion est trop grande entre les forces en présence, le plus faible, s'il risque d'être écrasé, emploiera des procédés contraires aux lois de la guerre qui le désavantagent — quitte à inventer par la suite des raisons propres à le disculper.

Les occupations d'usines se multiplient donc *parce qu'elles sont le moyen le plus efficace de la grève* (1). M. Léon BLUM a reconnu que les occupations étaient illégales. Mais les grévistes n'ignoraient rien de cette illégalité. Il n'en aurait pas été ainsi, si en juin 1936 avait fonctionné l'arbitrage obligatoire ou si l'on avait donné aux ouvriers un minimum de garanties. Par exemple la neutralisation des usines.

**

Quelles sont donc les raisons qui poussèrent les ouvriers à occuper les usines ? (2).

D'abord le développement de la technique moderne. Partout la machine a remplacé l'homme. Quelques hom-

(1) Significative à cet égard est la résolution du syndicat des correcteurs d'imprimerie, que nous reproduisons : « L'Association générale du syndicat des correcteurs du 18 juillet :

« Approuvant le rapport de son Comité Syndical,

« Enregistrant les résultats acquis,

« *Considérant que l'occupation des usines est la forme moderne et la plus efficace du droit de grève,*

« Déclare, etc... ».

Des centaines de résolutions semblables furent prises au moment des grèves de 1936.

(2) René BELIN. *Réflexions sur les grèves ouvrières. Vendredi*, septembre 1936.

mes de confiance suffisent de nos jours à faire fonctionner des services aussi importants que la distribution du gaz et de l'électricité. Une grève des téléphones se concevait autrefois. Il n'en est plus de même avec le téléphone automatique.

Saboter les machines ? Ce n'est pas une solution et cette idée répugnerait aux ouvriers. On n'est plus à l'époque où la machine était une ennemie, et où l'on brisait les métiers à tisser.

Que doivent faire alors les ouvriers : « associer la machine elle-même à leur grève, l'enfermer dans le cercle de leur discipline » (1).

Et pour montrer que c'est par la force des choses que l'on utilise ce procédé, *immobiliser* la machine, l'entretenir, faire les actes conservatoires qui prouveront la bonne foi, l'absence de visées sur la propriété, et le caractère uniquement économique de la grève.

L'illégalité du procédé n'est pas niable. Mais que deviendrait la grève autrement — surtout à une époque où les chômeurs se chiffrent par centaines de milliers ? L'idée de l'occupation a, en définitive, été acceptée avec facilité, parce que les ouvriers ont compris que c'était *l'arme du moment*.

*
**

Esquissons maintenant à grands traits, ce qui s'est passé en France en juin 1936.

Depuis longtemps le sort de la classe ouvrière est peu enviable. Les salaires sont notoirement insuffisants.

(1) René BELIN. Article cité.

Les gouvernements qui se succèdent sont incapables de concevoir une politique neuve et hardie.

La politique de déflation survient : mais la baisse des salaires et des traitements n'amène pas un grand changement dans les prix des denrées de première nécessité. Le mécontentement est grand, mais la classe ouvrière ne bouge pas.

La crainte de perdre sa place arrêterait toute velléité de grève. On sait d'ailleurs que les affaires sont mauvaises : il ne faut pas se montrer exigeant. Les gens ne manquent pas qui voudraient travailler...

Les employeurs, de leur côté, commettent de lourdes fautes — surtout psychologiques. Les vexations sont trop souvent prodiguées à un personnel dont il faut reconnaître la patience, patience de longues années. La principale faute consiste en ceci : les doléances du personnel ne sont souvent pas examinées — ou ne reçoivent pas de réponse. L'industrie semble mettre son espoir dans la *déflation, c'est-à-dire pratiquement dans le ralentissement des affaires.*

D'autre part, certaines théories simples, — et même un peu simplistes — trouvent dans les masses un écho toujours plus grand : théorie de la misère dans l'abondance (1), théorie du pouvoir d'achat.

Enfin l'expérience Roosevelt montre à certains théoriciens qu'il est possible de tenter une politique nouvelle. Sur ces entrefaites survient le 6 février. La classe ouvrière jusque là profondément divisée, se soude. Le Front Populaire se forme, suivi de l'unité syndicale.

(1) Les idées de M. Jacques DUBOIN ont été largement répandues ces dernières années, notamment dans les classes moyennes, par l'*Ouvrier*.

Pour la première fois depuis des années, on « attend » quelque chose. Mais la France reste calme jusqu'aux élections.

Le 26 avril et le 3 mai, les élections, expliquées par le climat de mécontentement et les aspirations vers une « nouvelle donne », sont un succès écrasant pour le Front Populaire et les partis ouvriers.

Et alors se produit le phénomène suivant. Mis en confiance, les ouvriers vont formuler des revendications. Qui va commencer ? La métallurgie qui s'est toujours considérée comme l'aile marchante du parti ouvrier. Déjà le Syndicat des Métaux, adhérent à la C.G.T.U. avait demandé à la Chambre Patronale l'élaboration d'un contrat collectif. Sa demande n'avait même pas fait l'objet d'une réponse. Mais après les élections, il y a quelque chose de changé. Des ouvriers travaillant pour la Défense Nationale, sous un gouvernement en principe neutre — mais en fait préparant l'arrivée d'un autre gouvernement favorable aux travailleurs — peuvent penser que le moment est venu de formuler ses revendications. Ils sont menés soit, comme au Havre, par des syndicalistes révolutionnaires, soit par des ouvriers inorganisés au point de vue syndical, mais organisés politiquement (III^{me} et même IV^{me} Internationale).

Ces chefs n'ignorent pas les occupations d'usines. Ils choisissent une maladresse patronale : licenciement pour chômage le jour du 1^{er} Mai, et déclenchent la grève, peut-être à titre d'essai ; le mouvement a été soigneusement monté, le prétexte indigne tellement la classe ouvrière et l'opinion publique, que le succès des grèves Bréguet et Latécoère est foudroyant. Les industriels, surpris, ne réagissent pas.

La C.G.T. et le Parti Socialiste, fidèles à leur doctrine, ne cherchent pas à compliquer la tâche du Gouvernement qui va s'installer. Il lui font confiance pour la réalisation du programme de Front Populaire.

Par contre, le Parti Communiste, peu favorable au Gouvernement BLUM, et d'autres éléments extrémistes, pensent que le moment est venu pour la classe ouvrière de bouger.

M. BLUM fait des discours écoutés avant de prendre le pouvoir. Son langage est celui de la prudence et de la modération. Il contribue à irriter certaines impatiences, et cette irritation est soigneusement entretenue par les agitateurs au point de se transformer en méfiance.

Pendant le mois de mai, certains centres de grève sont alors soigneusement préparés, en liaison avec les municipalités. Volonté de putsch ? Complot ? Ou tout simplement crainte que le gouvernement une fois au pouvoir ne suive la même politique que ses prédécesseurs. C'est cette hypothèse qui nous paraît la plus vraisemblable (1).

Des foyers de grève sont donc habilement placés dans des industries, on l'a remarqué, où les syndiqués aguerris sont rares et souvent à l'insu de ces syndiqués.

Le 20 mai, c'est-à-dire une dizaine de jours après les faits, le journal l'*Humanité* signale à ses lecteurs la grève Bréguet. Mais surtout le 25 mai survient l'article de Pierre DELON, dans l'*Humanité* également. Le 24 mai est le jour de la manifestation au Mur des Fédérés, où un demi-million d'ouvriers défilent. Commentaires sur

(1) Cf. l'article de M. MONMOUSSEAU dans la Correspondance Syndicale Internationale du 12 juin 1936.

les succès du Havre, de Toulouse, de Courbevoie. La méthode de l'occupation est maintenant connue. Son efficacité est prouvée. Sous un autre gouvernement, il y aurait quelques risques, mais après les élections et les démonstrations de puissance du Front Populaire, rien à craindre. Dès lors, l'idée est lancée. Le 26, la grève éclate dans les centres préparés : elle surprend mais ne heurte pas l'opinion publique. Les dirigeants syndicaux sont surpris eux aussi — quelques militants radicaux et socialistes bougonnent. Mais la méthode se juge à ses résultats.

Et c'est alors que le phénomène d'imitation joue. Les centres préparés, la grève gagne les établissements voisins. Il est facile de reconnaître les usines où l'occupation avait été préparée, des autres. Dans les premières l'organisation fut impeccable dès le début, le ravitaillement assuré sans difficultés. Dans les secondes, régna, aux premières heures, un certain flottement pour ne pas dire parfois, un certain désordre. Souvent les occupants délèguèrent quelques-uns des leurs auprès du comité d'une autre usine en grève pour s'instruire de la façon dont ils devaient s'organiser.

Dans le désarroi provoqué par ce fait que les grèves n'avaient pas été prévues et ordonnées par les syndicats compétents, il est explicable que des éléments douteux se soient glissés çà et là. Il existera toujours des agitateurs sans but défini dont la haine et le désordre sont les seules raisons d'être.

Peut-être aussi les thèses que nous avons signalées n'étaient-elles pas toutes inexactes. Disons-le : en juin 1936, des partis, des organisations, des pays avaient intérêt à ce que des troubles éclatent en France. Jus-

qu'au 11 juin, chacun exploita de son mieux la situation. Que se passa-t-il à cette date ? Les agitateurs reçurent-ils l'ordre de cesser toute activité ? Les mesures de sécurité prises par le Gouvernement devant la gravité de la situation, produisirent-elles leur effet ? Il nous faut bien constater que c'est le 11 juin que M. Maurice THOREZ déclarait qu'il faut savoir finir une grève.

Nous ne parlons que pour mémoire de l'accord Matignon qui ne calma pas l'agitation comme on l'avait escompté, et qui par la suite fit déclencher de nouvelles grèves.

Les grèves étant devenues sans objet, il semble qu'elles auraient dû peu à peu s'arrêter. C'est ce qui se produisit lorsque toutes les entreprises, toutes les régions, toutes les professions eurent bénéficié des mêmes avantages.

Dans la revue catholique « Etudes » du 5 décembre 1936 se trouvent très finement exposées les causes de la contagion psychologique des grèves. Les voici :

a) La griserie du succès, la joie rude et parfois brutale des premiers moments.

b) L'usure nerveuse et physique des ouvriers, qui ne « pouvaient pas attendre ».

c) La perspective des avantages matériels.

d) Le caractère même des grèves, sa part de « sport ». Et enfin pour la région parisienne, le « tempérament gavroche, ami de la blague des Parisiens ».

Cette contagion fut telle que des usines débrayèrent qui n'avaient aucun motif de le faire, ayant déjà tous

les avantages généralement réclamés : salaires larges, congés payés, semaine de 40 heures, délégués d'atelier. Elles le firent soit par « solidarité ouvrière », soit sans raison connue. Dans certains cas, les ouvriers de ces entreprises inventèrent des motifs de grève dérisoire : satisfaction leur fut accordée ; ils furent donc obligés, devant la bienveillance patronale, de formuler des demandes exorbitantes, pour avoir des motifs de débrayer (1). L'explication de ce phénomène est simple.

« Ces usines étaient en effet de menus îlots policés au milieu du désordre général des esprits et des nerfs : de même que des corps neutres, placés dans un champ de forces électro-magnétiques, deviennent immédiatement le siège de phénomènes du même ordre, on ne peut s'étonner que ces îlots aient été eux aussi parcourus par les inductions issues du milieu » (2).

En bref, le succès des occupations d'usines dépassait le succès de ceux qui ne voulaient peut-être que l'expérimenter pour appuyer leurs revendications. Quelques débrayages bien conduit avaient suffi à déclencher une formidable grève sur le tas de plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Quand il fallut procéder à l'évacuation, on employa la même méthode. A partir du 11 juin, Gouvernement, C.G.T. et Parti communiste lui-même sont d'accord sur la nécessité de revenir à l'état normal.

On procède donc de la façon suivante : les arbitrages interviennent dans les régions stratégiquement les plus importantes et dans les usines principales. Nous avons

(1) *Etudes*, 5 décembre 1936, p. 663.

(2) Jean COUTROT, *ouv. cité*, p. 21.

vu comment les communistes procédèrent chez Renault. De ces centres importants, l'évacuation gagne les usines voisines, par contagion et avec une facilité croissante.

De même qu'il y aurait eu des occupations préparées et des occupations spontanées, il y aurait eu des évacuations préparées et des évacuations spontanées.

CHAPITRE VIII

CONSIDÉRATIONS

I. — LE BILAN ECONOMIQUE

Les occupations d'usines auront eu, à y regarder d'un peu près, deux résultats.

D'une part, elles auront apporté à la classe ouvrière des avantages si substantiels que cette dernière a obtenu en quelques semaines des réformes que plusieurs dizaines d'années de négociations n'auraient pu lui donner.

D'autre part, ces mêmes occupations, survenant inopinément au début de « l'expérience Blum » auront empêché la réussite de cette expérience, et même sa simple mise en marche. Lorsque M. Léon BLUM se trouva, de par le résultat des élections, appelé à prendre le pouvoir, il comptait mettre en pratique un *plan*, que l'on a rapproché du plan Roosevelt et qui s'inspirait d'idées entièrement nouvelles dans notre pays. Tout d'abord, il ne s'agissait pas d'un plan socialiste, mais d'un revi-

rement total de la politique capitaliste menée jusqu'alors. Voici en quoi il consistait :

A la base, une politique dite de *reflation*, consistant à *augmenter le pouvoir d'achat des masses*. Pour cela il était nécessaire d'une part de hausser les salaires avec assez de hardiesse pour que l'augmentation du pouvoir d'achat fût sensible. D'autre part, il fallait *replacer près d'un demi-million de chômeurs dans le circuit économique* : d'abord en leur donnant un emploi, ce qui était possible par une diminution de la durée hebdomadaire du travail et par la mise en marche de grands travaux d'intérêt général, ensuite en majorant le taux des allocations de ceux qui ne pourraient être employés. M. L. BLUM ne se cachait pas que sa politique serait une politique de *dépense*.

Mais il escomptait de cette augmentation du pouvoir d'achat à la base, une consommation *considérablement accrue* des produits nationaux. Il faudrait attendre un certain temps avant que les effets de cette politique puissent se manifester. La première phase serait une *période de débours* pour l'Etat et les entreprises : mais on aiderait ces dernières à franchir cette mauvaise période par une politique de *crédit facile*, de subventions, et même par d'appréciables dégrèvements fiscaux.

La reflation consisterait donc à élargir le train de vie de la nation tout entière.

Après la période de « débours » qui devait inévitablement être supportée par le Trésor, la reprise des affaires, la revalorisation des produits et la hausse des prix ne manqueraient pas de retourner la situation économique : l'essor de la production serait un bienfait

non seulement pour les entreprises, mais pour les caisses de l'Etat qui, sans manipulations monétaires, récupèreraient leurs dépenses, la matière imposable étant accrue.

Bref, *M. Léon Blum* avait tiré une traite sur l'avenir et acceptait délibérément une période économique difficile avant que le pays ait retrouvé son équilibre. Rien ne prouve que cette politique ait été mauvaise. Elle n'a jamais pu être expérimentée.

En effet avant même que le Ministère de M. L. BLUM soit constitué, les désordres sociaux intervenaient qui l'obligeaient à modifier ses plans. Dans sa pensée, les réformes sociales, étudiées au mieux de l'intérêt général et des intérêts particuliers, *suffisamment souples* pour ne pas entraver la bonne marche des affaires (la nouvelle politique devant être de produire le plus possible), devaient venir en leur temps s'incorporer à la vie économique du pays au moment opportun. Au lieu de cela, les occupations d'usines, si malencontreusement placées, obligèrent le Président du Conseil à mettre les réformes sociales au premier rang de ses préoccupations économiques, et d'improviser au jour le jour des réformes financières, commerciales et douanières qui, privées d'un plan d'ensemble cohérent, se contredirent, se heurtèrent, se détruisirent mutuellement. Bien plus, le gouvernement n'était pas dans les conditions de sérénité nécessaires pour pouvoir mener une politique économique avec le maximum de chances de succès. Il fallut à tout prix rétablir l'ordre et bâcler — le mot n'est pas trop fort — les lois sociales qui, excellentes dans leurs principes, présentent sous leur aspect actuel des défauts de souplesse préjudiciables à la vie du pays. Nous les énumérerons rapidement.

Les occupations d'usines, d'autre part, *paralysèrent la production*, ce qui allait à l'encontre du but poursuivi. La technique moderne est telle de nos jours, la solidarité des diverses branches de l'industrie et leur interdépendance si poussées, qu'une entreprise qui ferme en arrête une quantité d'autres par cascade. *Un notoire ralentissement de l'industrie survint donc dès le début de l'expérience*, aggravé par la mise en application de la loi sur les congés payés à la même époque. Les frais de production étant accrus de 50 à 60 % ne purent — comme on aurait voulu le voir — s'amortir sur le volume total de la production. Les rentrées d'impôts indirects ne bénéficièrent pas de la « reprise ». *En un mot, la politique de la dépense creusa dans le budget de l'Etat et de chaque entreprise un trou énorme qu'un accroissement de la production ne vint pas compenser*. Il fallut s'arrêter et proclamer la nécessité d'une pause, sous peine de voir l'économie aller au désastre (1).

En un mot, faute par la classe ouvrière d'avoir fait confiance au gouvernement, pour lui laisser accomplir dans la plénitude de ses moyens, les réformes sur lesquelles on s'était mis d'accord, cette classe ouvrière réussit à mettre ce gouvernement dans une situation absolument intolérable, dans l'impossibilité de tenter une nouvelle politique.

*
**

Les lois que M. L. BLUM fit voter sous la contrainte des occupations d'usines — comme le patronat signa

(1) Voir le récent ouvrage de M. René THÉRY, *Un an d'audaces et de contradictions*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1937.

l'accord Matignon sous la contrainte de ces mêmes occupations — sont les suivantes :

1°) *Loi du 20 juin 1936 sur les congés payés.*

En voici les dispositions essentielles : « Tout ouvrier, employé ou apprenti occupé dans une profession industrielle, commerciale ou libérale, ou dans une société coopérative ainsi que tout compagnon ou apprenti appartenant à un atelier artisanal, a *droit* après un an de services continus dans l'établissement à un congé annuel *continu* payé, d'une durée maximum de 15 jours comportant au moins 12 jours ouvrables ».

Pour six mois de service continu, le congé est d'une semaine. Pour les métiers où le travail n'est pas continu dans la même entreprise, le congé payé est organisé par le décret du 18 janvier 1937. L'ouvrier aura droit à quinze jours ou une semaine selon qu'il justifiera de 1.600 heures ou de 800 heures de travail dans l'année précédant le congé. Ces heures de travail seront calculées d'après des « certificats d'emploi » obligatoires. Les congés seront payés sur une « caisse de compensation » alimentée par les chefs d'entreprise au prorata des salaires par eux payés.

Le décret du 1^{er} août 1936 détermine la « période ordinaire de vacances », qui s'étend sur trois mois consécutifs comprenant les trois mois affectés aux vacances des écoles primaires publiques, et l'échelonnement des congés. Pendant la durée de ces congés, interdiction est faite à l'ouvrier de travailler. Interdiction est faite à un employeur d'embaucher sciemment un travailleur en congé payé. La sanction est la possibilité d'une action en dommages-intérêts intentée par le maire et le préfet en justice de paix, envers le fonds de chômage de la

commune où l'inculpé travaillait, ou envers l'employeur.

Il y a là un *souci évident de lutte contre le chômage*. Le décret du 26 septembre 1936 règle les congés payés dans l'agriculture. Les congés peuvent être fractionnés.

Dans l'ensemble, cette loi n'a donné lieu qu'à peu de critiques. Elle est une conquête considérable dans le domaine social. Sa souplesse dans les modalités d'application a fait qu'elle n'a pas donné lieu à des difficultés d'interprétation, comme d'autres lois de la même période. Le gouvernement de juin 1936 avait du reste judicieusement créé un « sous-secrétariat aux Loisirs » qui répondait à la nécessité de développer le tourisme à bon marché — autre moyen de revigorer l'économie.

2°) *Loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures.*

« Dans les établissements industriels, commerciaux, artisanaux et coopératifs ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, y compris les établissements publics, hospitaliers et les asiles d'aliénés, la durée du travail effectif des ouvriers et employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder 40 heures par semaine ».

« Dans les mines souterraines, la durée de présence de chaque ouvrier dans la mine ne pourra excéder 38 heures 40 minutes par semaine ».

Il ne doit résulter de l'application de cette mesure aucune diminution de salaire.

Des décrets ultérieurs et pris en conseil des ministres vinrent réglementer l'exécution de la loi à chaque industrie.

Ces décrets, pris après un certain délai pendant lequel des observations pourraient être faites au ministre du Travail, présentaient une grande souplesse, en ce qu'ils permettaient l'aménagement des 40 heures de façon à contrarier le moins possible la production et l'activité commerciale. Des dérogations étaient prévues dans certains cas spéciaux.

Mais les organisations ouvrières firent remarquer que la loi n'était pas respectée par ces aménagements ultérieurs. Des grèves éclatèrent même à cette occasion.

Il semble que les « cinq huit » qui par ailleurs constituent au point de vue social une mesure heureuse, aient eu de très mauvais effets sur l'activité générale du pays.

Suivant les régions, la vie économique est suspendue du vendredi au lundi ou du samedi au mardi. Dans l'industrie, on a pu augmenter la production par l'embauchage de main-d'œuvre. Dans le commerce, l'interdiction du « roulement » se traduit par une baisse considérable du chiffre d'affaires.

Il faudra probablement revenir sur les modalités d'application de cette loi de 40 heures, dont l'instauration a eu d'heureux efforts sur le chômage, puisque fin avril on comptait 370.000 chômeurs au lieu de 487.000 en février 1936, mais qui gêne considérablement certaines branches de l'activité, au moment même où produire davantage est devenu une nécessité absolue (1).

3°) *Loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives de travail* (2).

Cette loi ne fait que généraliser et compléter la loi

(1) On a beaucoup préconisé l'année de 2080 heures (52 semaines de 40 heures) avec répartition au mieux des besoins de chaque industrie.

(2) Cf. Paul PIC. Autour de la loi du 24 juin 1936 sur les conventions collectives du travail. *Revue Politique et Parlementaire*, 10 septembre 1936.

de mars 1919 sur la convention collective du travail, qui constituait le chapitre IV du Livre I^{er} du Code de Travail. A vrai dire, sa portée est plus considérable qu'il ne semble au premier abord.

Comme le dit M. Paul PIC : « Jusqu'à ce jour, le contrat de travail individuel était la règle, le contrat collectif l'exception. Désormais la situation est inversée. Non seulement la loi nouvelle tend à généraliser la convention collective, à en étendre le domaine à toutes les branches de l'activité économique, mais elle confère à l'autorité gouvernementale le pouvoir de rendre obligatoire sous certaines conditions, pour les patrons ou ouvriers dissidents, la charte de travail adoptée par la majorité et sur laquelle dorénavant tous les contrats individuels devront se modeler ».

En premier lieu, le Ministre du Travail doit, « à la demande d'une organisation syndicale, patronale ou ouvrière intéressée », provoquer la réunion d'une commission mixte « en vue de la conclusion d'une convention collective de travail ayant pour objet de régler les rapports entre employeurs et employés d'une branche d'industrie ou de commerce déterminée, pour une région déterminée ou pour l'ensemble du territoire ».

Cette commission mixte est « composée des organisations syndicales, patronales et ouvrières les *plus représentatives* de la branche d'industrie ou de commerce pour la région considérée ou, dans le cas où il s'agit d'une convention collective nationale, pour l'ensemble du territoire ».

En cas de désaccord, « le Ministre du Travail doit, à la demande de l'une des parties, intervenir pour aider à la solution du différend après avis de la section ou des

sections professionnelles intéressées du Conseil National Economique ».

L'élaboration de la convention collective n'est pas entièrement *libre*. En effet, après avoir précisé qu'elle est conclue pour une durée déterminée ou indéterminée, elle doit obligatoirement mentionner :

a) le principe du respect de la liberté syndicale et de la liberté d'opinion du travailleur ;

b) l'institution dans les établissements occupant plus de dix personnes de « délégués élus dans son sein par le personnel, ayant qualité pour présenter à la direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, relatives à l'application des tarifs de salaires, du Code du Travail et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité. Les délégués élus peuvent se faire assister d'un représentant du syndicat de leur profession ;

c) les salaires minima par catégorie et par région ;

d) le délai-congé ;

e) l'organisation de l'apprentissage ;

f) la procédure de règlement des conflits relatifs à son application ;

g) la procédure de révision ou de modification.

Par arrêté, le Ministre du Travail peut rendre obligatoires les dispositions de toute convention collective « pour tous les employeurs et employés des professions et régions comprises dans le champ d'application de la convention », et pour une durée et aux conditions prévues par ladite commission.

Cet arrêté sera pris après avis de la section profes-

sionnelle compétente du Conseil National Economique, et après publication au *Journal Officiel* d'une notification aux personnes intéressées, les invitant à formuler leur observation dans un délai minimum de quinze jours.

Il faut l'assentiment de toutes les parties contractantes pour dénoncer, modifier ou réviser l'arrêté. Mais le Ministre peut rapporter la convention quand il juge qu'elle « ne répond plus à la situation économique de la branche de commerce ou d'industrie intéressée dans la région intéressée ».

Tout syndicat non partie à la convention a la faculté d'y adhérer ultérieurement.

Ajoutons que partout où nous avons parlé du Ministre du Travail, il aurait fallu ajouter « ou son représentant » (c'est-à-dire le Préfet).

Cette loi a suscité de vives critiques dans quelques-unes de ses parties. On a mis en valeur l'imprécision de certains termes tels que « organisation la plus représentative », on a protesté contre le monopole de fait qui allait échoir à certains syndicats ; on a observé que le syndicat ayant provoqué l'élaboration de cette convention pourrait ne pas faire partie de la commission mixte, on a reproché à cette loi d'être une tentative de « dirigisme économique ». M. Paul PIC allant jusqu'à apparemment cette nouvelle charte du travail au régime corporatif fasciste italien, quoiqu'il reconnaisse volontiers qu'elle s'apparente au New Deal de l'expérience Roosevelt.

Quoiqu'il en soit, la classe ouvrière a fait un pas immense en obtenant la signature, sur tout le territoire, de milliers de conventions collectives. Un emploi sage-

ment compris des « délégués ouvriers » ne peut être que bienfaisant pour les employeurs et les employés, à condition que ces délégués restent dans le cadre économique et ne fassent pas de leur fonction un usage vexatoire et mesquin.

Certains reproches peuvent cependant être adressés à la loi du 24 juin 1936. Le plus grave est certainement que cette loi est *dépourvue de sanctions*, ou plutôt que l'action doit être intentée par une des parties. De lui-même, le gouvernement n'a aucun recours contre les manquements à la loi. Un autre reproche consiste dans l'imprécision des termes de la loi, qui a donné lieu à des difficultés d'interprétation nombreuses, et même à des incidents lors de l'élaboration de certaines conventions.

4°) *Loi du 31 décembre 1936 sur la conciliation et l'arbitrage obligatoires* (1).

Nous avons déjà signalé au cours de cette étude l'utilité qu'il y aurait eu pour notre pays à posséder en juin 1936 une législation instituant et réglementant la conciliation et l'arbitrage obligatoires.

Certains pays : la Nouvelle Zélande, par la loi du 31 août 1894, l'Australie, par la loi du 15 décembre 1914 ; l'Italie, par la loi du 3 avril 1926 ; enfin l'Allemagne pré-hitlérienne et les pays nordiques, nous avaient précédé dans cette voie.

Pourtant l'arbitrage n'était pas complètement inconnu chez nous. C'est ainsi qu'une loi du 27 décembre 1892 avait organisé la *conciliation et l'arbitrage à titre*

(1) Cf. Bulletin Fiduciaire, janvier, 1937, p. 37.
Dossiers de l'Action Populaire, 25 mars 1937, p. 621.
René THÉRY, ouv. cité, p. 55.

facultatif. Le juge de paix saisi par une des parties d'un différent collectif du travail, devait essayer la conciliation, si la grève n'était pas encore déclarée. Dans le cas contraire, la loi lui donnait le pouvoir d'intervenir de sa propre autorité.

Si la conciliation échouait, les parties pouvaient désigner des arbitres, et un surarbitre-départiteur.

Mais aucune sanction — si ce n'est la publicité et l'affichage — n'accompagnait cette loi de 1892 qui pouvait être impunément violée, et qui ne réussissait à mettre fin qu'à une grève sur douze, les rares fois où on songeait à l'utiliser.

Ce n'est que devant la gravité des grèves de juin que l'on songea à rendre la procédure obligatoire. Toutefois, on procéda par étapes.

D'abord fut institué *l'arbitrage contractuellement obligatoire*.

On sait qu'après l'accord Matignon, des centaines de conventions collectives furent signées, qui prévoyaient souvent un délai de 8 ou 15 jours avant la grève ou le lock-out, et la soumission du litige à des arbitres ou à une commission mixte.

Le 8 juillet 1936, une circulaire ministérielle créait à cet effet des *commissions paritaires de conciliation départementales*. Dans chaque département, le préfet présidait cette commission, dans laquelle il fixait lui-même le nombre des délégués employeurs et salariés (3 à 5 par catégorie). Les délégués étaient choisis sur des listes dressées par les chambres de commerce, et les unions départementales des syndicats ouvriers confédérées.

La commission pouvait être saisie par l'une ou par

l'autre des parties, ou convoquée d'office par le préfet. Elle nommait un fonctionnaire qualifié avec mission d'accorder les parties ; s'il échouait, la commission tentait à son tour la conciliation.

Mais rien *n'obligeait* les parties à recourir aux bons offices de la commission ni de comparaître lorsqu'elles étaient convoquées.

Cependant il faut reconnaître que la circulaire du 3 juillet, en mettant à la disposition des parties un organe de conciliation, réussit à l'apaisement des conflits de juillet, août et septembre dans un grand nombre de cas.

Un pas nouveau fut fait avec la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936. Il était à prévoir que la dévaluation allait amener une notable augmentation du coût de la vie — et de nouvelles revendications ouvrières. — L'article 15 alinéa 2 de la loi du 1^{er} octobre 1936, porte donc que « au cas où, avant le 31 décembre 1936, une hausse notable du coût de la vie viendrait à se produire par rapport aux indices du 1^{er} octobre 1936, le Gouvernement pourrait, après avis du Conseil National Economique, et par décret en Conseil d'Etat, organiser des procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoire ayant effet pendant une durée de six mois, en vue du règlement des différents nés des conséquences de cette hausse, et ayant trait à la rédaction, l'exécution et la révision des clauses des conventions collectives relatives aux salaires ».

La limitation dans le temps — six mois, — dans les causes de conflit, — hausse des salaires — et la non-prohibition de la grève et du lock-out faisaient que cette loi n'était en somme qu'une étape importante dans la voie de l'arbitrage obligatoire.

La recrudescence de grèves avec occupations, qui eut lieu en octobre 1936 (1), montra qu'il était nécessaire de prohiber la grève et le lock-out *avant* la procédure obligatoire de la conciliation ou de l'arbitrage.

La loi du 31 décembre 1936 est issue de ces préoccupations. « Dans l'industrie et le commerce, tous les différends collectifs doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève et tout lock-out ».

« S'il y a lieu à désignation d'un surarbitre, à défaut par les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus, ce surarbitre sera désigné parmi les membres en activité ou en retraite des Grands Corps d'Etat... ».

« La sentence arbitrale sera motivée et sans appel, obligatoire, rendue publique ».

Obligation est faite de soumettre à la nouvelle procédure tous les conflits en cours lors de la promulgation de la loi, « avec de plein droit, pour toutes les parties, l'obligation de reprendre le travail ».

Quant à la procédure, les modalités en seront fixées ultérieurement par décrets rendus en Conseil d'Etat, avant la clôture de la session ordinaire de 1937.

Enfin les décrets de procédure seront abrogés de plein droit à la même date de clôture.

Aucune sanction ne s'attache aux prescriptions de la loi du 31 décembre 1936.

Les critiques qui ont accueilli cette loi ne nous paraissent, malheureusement, que trop fondées (2).

Sa rédaction est défectueuse au possible. Il est dit

(1) Cf. Tableau p. 116.

(2) Voir en particulier René THÉRY. Ouv. cité, p. 59.

par exemple que les procédures seront organisées « dans le cadre des lois existantes ».

D'autre part, sa portée sera atténuée du fait de sa limitation dans le temps. Bien plus, la loi n'a aucun sens, dépourvue de ses décrets de procédure. Or ces décrets seront abrogés au plus tard le 31 décembre 1937... Enfin l'absence de sanctions vient couronner cet édifice dont l'architecture était déjà si peu satisfaisante.

C'est le décret d'application du 18 janvier 1937 qui est venu régler la procédure. Celle-ci comprend trois instances de conciliation et deux d'arbitrage.

A. — *La Conciliation.*

Le décret ne vise que le cas où la convention collective ne prévoit pas elle-même de procédure à suivre.

Dans ce cas, le différend sera porté « à la demande de la partie la plus diligente, et le cas échéant, par le préfet », devant la *Commission départementale de conciliation*, dont nous avons parlé à propos de la circulaire du 3 juillet. Les délégués ouvriers ne sont plus choisis uniquement sur la liste dressée par l'Union Départementale des Syndicats confédérés, mais « selon l'importance respective des organisations professionnelles existant dans ce département ». La commission départementale peut être subdivisée — et il peut au contraire être créé une commission interdépartementale.

Faute de solution du différend dans un délai de quatre jours francs, il doit être porté devant la « *Commission mixte paritaire de conciliation* ».

Celle-ci se constitue pour chaque litige. Elle est présidée par un représentant du Ministère compétent, et composée de membres « désignés par les Fédérations nationales patronale et ouvrière auxquelles sont res-

tervenue dans les quatre jours francs, le litige est porté devant une « *Commission nationale interprofessionnelle de conciliation* ».

Présidée par le Ministre compétent ou son représentant, cette commission est formée d'un nombre égal d'employeurs et de salariés choisis par la Confédération Nationale et la Confédération Ouvrière que la commission permanente du Conseil national économique aura désignées comme les plus représentatives (c'est, en ce moment, la C.G.T. et la C.G.P.F.).

Si cette troisième tentative de conciliation ne réussit pas, on passe à l'arbitrage.

B. — *L'arbitrage.*

Il n'est pas nécessaire que les parties soient d'accord pour recourir à ce mode de règlement — ce qui est contraire à ce qui existait jusqu'ici. Cependant, chaque partie a la faculté de désigner son arbitre, — faute de quoi c'est le Ministre du Travail qui procède à cette désignation, d'après deux listes de quinze personnes, dressées par les Confédérations patronale et ouvrière les plus représentatives.

Au bout de trois jours, les deux arbitres doivent s'être mis d'accord sur le texte d'une sentence arbitrale. S'il y a désaccord, ils ont la faculté de désigner un sur-arbitre qui mettra fin au conflit.

S'ils ne peuvent désigner ce surarbitre, c'est le Président du Conseil qui le choisira sur une liste dressée en commun par les deux Confédérations. Cette liste comprend trente noms pris parmi les membres en activité ou en retraite des Grands Corps de l'Etat (1).

(1) Cf. cette liste, objet d'un arrêté du Président du Conseil du 31 janvier 1937, au *Journal Officiel* du 2 février 1937.

Une simplification de la procédure peut consister en ceci : les parties, au lieu de désigner chacune un arbitre, ont la faculté de désigner un arbitre commun, qui aura le même pouvoir que le surarbitre.

La sentence, aux termes de la loi du 31 décembre, sera obligatoire, motivée et sans appel.

Nous devons donner une appréciation sur cette forme adoptée chez nous de l'arbitrage obligatoire.

On a fait remarquer que la loi du 31 décembre — comme la législation des pays totalitaires — supprime le lock-out et la grève avant le litige, et après (puisqu'il y aurait rébellion envers la sentence). On a dit que l'arbitrage pouvant ne pas avoir été préalablement accepté par une des parties, allait se résoudre en une simple « décision du prince ». On a insisté sur ce qu'avait d'arbitraire et de contraire à la liberté syndicale la notion de « groupement le plus représentatif ».

Tous ces reproches en droit sont fondés. En réalité la loi du 31 décembre ne peut en aucune sorte être considérée comme un modèle de législation destiné à mettre fin pour une durée indéterminée aux conflits du travail dans notre pays. Née des nécessités du moment, elle semble répondre à la force par l'autorité. Disons que ses effets ont été excellents : très souvent des grèves se sont arrêtées, de par la simple désignation des arbitres.

Une difficulté d'application de cette loi, c'est qu'elle vise le différend collectif, le différend d'ordre particulier relevant de la juridiction prud'homale. Or, si les employeurs ont tendance à voir dans les conflits des différends d'ordre individuel, les ouvriers sont animés de la tendance contraire.

Une autre difficulté vient de la lenteur de la procédure du 16 janvier 1937. Mais on peut remarquer que cette procédure n'est pas obligatoire. *Ce qui est obligatoire, c'est le recours à la conciliation et à l'arbitrage.* Contractuellement, les parties sont toujours libres de modifier cette procédure réglementaire.

En ce sens on peut dire avec M. Pierre DANIEL (1) que « la meilleure utilisation qui puisse être faite du décret du 16 janvier 1937, celle qui répond le mieux à l'intention des auteurs, c'est de ne point s'en servir ».

Nous ne pouvons donc qu'enregistrer cette *tentative* d'arbitrage obligatoire dans notre pays. Ses imperfections notoires seront peut-être d'utiles enseignements pour les législateurs. On ne peut que se féliciter de voir dans le domaine social comme dans le domaine international, le régime de droit se substituer progressivement à celui de la force.



On peut déplorer que le développement inopiné des occupations d'usines au moment même où un plan audacieux, certes, mais cohérent et rationnellement conçu, allait être tenté, ait obligé le gouvernement à modifier l'ordre logique de déroulement de ce plan, en en compromettant la réussite. En introduisant d'un seul coup toutes les réformes sociales dans l'économie du pays, ce n'était pas seulement l'ordre du plan qui était modifié : c'était sa structure même. Nous croyons pour notre part que l'augmentation du pouvoir d'achat appuyé sur une

(1) Pierre DANIEL. Conciliation et arbitrage : le décret du 16 janvier 1937. D.A.P. 25 mars 1937.

politique de crédit facile, puis une reprise entraînant l'augmentation de la production et par conséquent la diminution du prix de revient par unité de production, était susceptible d'avoir d'heureux effets. On aurait pu introduire la semaine de 40 heures — ou l'année de 2080 heures — en ménageant cette institution de façon telle qu'en aucun cas et sous aucun prétexte il s'en suive une diminution de la production. En bonne logique, une diminution de la journée de travail devrait même se traduire par une augmentation du rendement, cette augmentation étant mesurée par l'économie réalisée sur l'usure nerveuse et musculaire du travailleur. Surtout le commerce n'aurait pas dû souffrir des 40 heures, pour pouvoir écouler le plus possible de produits (1). Ce moyen de lutte contre le chômage se serait heureusement accordé avec d'autres procédés utilisés parallèlement : interdiction de certains cumuls, congés payés, grands travaux, prolongation de la scolarité — et nous n'aurons garde d'oublier la prolongation du service militaire, quoiqu'elle n'appartienne pas au plan, et qu'elle ait été imposée avant la période que nous étudions, et pour des motifs autres qu'économiques...

Faute de discipline, la classe ouvrière a compromis, pour ne pas dire saboté, l'exécution de ce plan basé sur la dépense et la production : par conséquent sur un bien-être accru. Il faut déplorer qu'une coutume constitutionnelle ait permis un interrègne ministériel d'un mois, interrègne pendant lequel le pouvoir resta flottant et permit aux ennemis de notre monnaie, de nos institu-

(1) Cette nécessité est telle qu'un arrêté du Ministre du Travail du 21 mai 1937 a autorisé la pratique du roulement dans le commerce de détail (sauf l'alimentation). Mais ce n'est qu'à titre exceptionnel et pendant la durée de l'Exposition de 1937.

tions, peut-être même de notre pays, la préparation minutieuse de leurs attaques.

Quoiqu'il en soit, la classe ouvrière a obtenu, de juin à décembre 1936, des avantages immenses — et nul ne songe à revenir sur ces conquêtes. Tout au plus parle-t-on de les aménager, et d'atténuer certaines dispositions excessives élaborées dans la fièvre et la précipitation de la lutte.

De toutes ces conquêtes, la généralisation du contrat collectif apparaît comme le plus important. L'ouvrier a maintenant une charte du travail. On peut regretter l'uniformisation des salaires qui en a été la conséquence et qui va à l'encontre de l'idée psychologique d'émulation née de l'intérêt individuel. Cette tendance va aussi à l'encontre de ce qui se passe à l'étranger — en Russie soviétique, notamment, où les salaires varient dans la proportion de 1 à 10 selon la catégorie à laquelle appartient l'ouvrier... Cette restriction faite, la convention collective, en normalisant les rapports des employeurs et des employés, aura des conséquences heureuses. De même l'institution des délégués d'atelier. Mais comme le dit le *Peuple* (1), « il est essentiel pour la défense des intérêts ouvriers, que le choix des délégués soit fait avec le plus grand discernement ».

Les congés payés, la semaine de 40 heures constituent eux aussi des conquêtes sociales importantes et représentent « la part des travailleurs dans les bénéfices dûs aux progrès techniques » (2).

Enfin l'institution de l'arbitrage obligatoire jusqu'à la fin de l'année 1937 est une tentative d'une portée

(1) *Le Peuple*, numéro spécial du 1^{er} mai 1937.

(2) Ibid.

immense, susceptible de modifier à l'avenir, les relations entre employeurs et employés.

Comme le disait M. L. JOUHAUX à une conférence récente de l'Institut supérieur ouvrier, la grève n'a rien perdu de sa valeur, mais en présence d'un patronat organisé et solidaire, elle ne peut pas agir avec autant d'efficacité dans le temps qu'en 1936.

Et c'est là que peut être entrevu un espoir. Depuis juin 1936, on a assisté au regroupement des forces ouvrières et patronales. Certains se sont alarmés d'une situation qui ne peut avoir pourtant que des conséquences heureuses. Un patronat fort, uni et discipliné, devant une classe ouvrière forte, unie et disciplinée, écartent les risques d'aventure ; les provocations pseudo-économiques (1), les explosions anarchiques et néfastes dont les aspirations peuvent profiter à des intérêts particuliers — mais presque toujours au détriment de l'intérêt général. Il faut donc que l'éducation ouvrière se fasse — et celle aussi des patrons, selon le vœu de M. GIGNOUX. Ce n'est pas comme le dit si justement M. J. COUTROT, en entassant des Codes les uns sur les autres, que l'on peut faire un barrage en travers d'un courant populaire comme celui de juin 1936. Mais avec ces codes on peut canaliser ce courant sans provoquer de débordements. Et cette canalisation est affaire d'éducation syndicale, tant patronale qu'ouvrière. Ce n'est pas tant la lettre de la loi sur l'arbitrage qu'il faut faire accepter, que son *principe* et son *esprit*.

A ces conditions, les événements de juin 1936 auront

(1) Cf. l'intéressant article de M. HAGNAUER : la grève est-elle désormais interdite ?, dans l'*Ecole Libératrice* du 29 mai 1937.

peut-être, selon le mot de M. L. JOUHAUX, marqué dans notre pays l'avènement d'une « ère nouvelle ».

II. — LE POINT DE VUE JURIDIQUE

Les plus éminents juristes ont eu l'occasion déjà de donner leur avis sur l'« aspect juridique des occupations d'usines ». Les tribunaux ont également prononcé, de juin à décembre 1936, une série d'arrêts se rapportant à la grève sur le tas et sur ses multiples conséquences.

Nous sommes donc à l'heure actuelle en présence d'une doctrine et d'une jurisprudence.

L'examen approfondi du point de vue juridique dans les grèves d'occupation, formerait à lui seul un suffisant sujet d'étude. Nous voudrions pourtant indiquer ici plus modestement quelles ont été les idées essentielles émises en cette matière et « faire le point » dans cette importante question.

L'impression dominante qui se dégage de la doctrine actuelle, que l'on trouve dans une série imposante d'articles, de commentaires, d'enquêtes et même d'ouvrages spéciaux, est celle d'une hésitation à peine dissimulée, d'affirmations prudentes, de doutes avoués ou non. La plupart des auteurs se contredisent mutuellement et soutiennent les thèses les plus dissemblables avec la même absence de conviction.

Quant à la jurisprudence, elle manifeste dans ses grandes lignes plus d'unité que la doctrine.

Il est facile de découvrir pourquoi l'unanimité ne s'est pas faite chez les auteurs.

Nous écartons tout d'abord les préférences personnelles, les opinions et les sympathies qui, théoriquement, n'ont pas de place ici, où le Droit ne doit apparaître qu'en tant que science objective. *Si les auteurs se contredisent, c'est, dans la plupart des cas, parce qu'ils parlent de choses différentes.* En effet, ce qui importe ici, c'est *l'occupation en elle-même* et non pas *les modalités qu'elle a pu revêtir dans certains cas*, heureusement très rares : séquestrations, vols, violences, etc... Les juristes sont divisés sur le point de savoir si la grève sur le tas, l'installation sur les lieux du travail, est un délit pénalement répressible, et pour cela, ils mettent en lumière des cas de séquestration, vols, etc... qui ne font que déplacer la question au lieu de la résoudre ?

Ce qu'il faut, c'est voir *l'occupation en elle-même*, juger son cas isolément. Il en est de même pour la question des dommages causés et de leur réparation.

M. Gaston JÈZE remarque très justement (1) que l'« occupation n'a pas eu lieu partout dans les mêmes conditions : l'occupation a été plus ou moins prolongée ; elle a été accompagnée ou non de violences, elle a consisté dans la simple présence des ouvriers, ou bien au contraire, l'occupation a été accompagnée de l'expulsion des contremaîtres, des ingénieurs, des directeurs, etc... » ou de leur internement.

De même l'autorité publique a été alertée ou ne l'a pas été, des jugements d'expulsion sont ou ne sont pas intervenus ; les dommages causés ont été directs ou indirects, la preuve de ces dommages a été ou n'a pas été faite.

(1) G. JÈZE. Revue du Droit public, juillet-août-septembre 1936, p. 498.

Il ne faut donc pas déplacer la question : c'est l'*occupation en soi*, peut-on dire, qui nous intéresse.

Avant d'aborder l'étude juridique des occupations, nous voudrions faire quelques remarques :

Nous venons de parler de l'occupation en soi. Personnellement, nous ne nous dissimulons pas que cette appellation et cette conception reposent sur quelque chose d'inexact. En effet, comme le dit M^{me} Andrée JACK (1), « on a mis à part le fait de l'occupation, on l'a détaché de la cessation du travail, qui est sa raison d'être et dont il constitue une simple modalité... Pour discuter à bon escient de la légalité de la grève sur place, *il ne faut jamais perdre de vue que la grève est l'essentiel, l'occupation n'étant que l'accessoire*, et que celle-ci n'est employée que pour assurer le succès de celle-là ».

Remarquons aussi ce qu'a d'inexact le terme « d'il-légalité » des occupations, prononcé un peu par tout le monde, à commencer par le Président du Conseil. Dans le journal *l'Œuvre* du 5 janvier 1937, M. Paul BONCOUR a rectifié ce terme. Ils usent, dit-il, « de *procédés sinon illégaux, du moins extérieurs à la légalité* ». En effet, ce qui est illégal, c'est ce qui est contraire à la loi ou interdit par elle. Rien dans notre législation ne vient interdire la grève sur place — aucune disposition ne réglemente l'exercice du droit de grève (2). *On a donc été obligé d'utiliser des textes et d'en forcer le sens pour qu'ils puissent s'appliquer aux occupations*. Il en est ainsi de l'article 184 du Code Pénal, sur la violation de domicile. Le texte a pour but de protéger la *liberté indi-*

(1) Andrée JACK. La grève sur le tas devant la loi. *Europe*, 15 mars 1937.

(2) Claude HOCHÉ. Responsabilité de l'Etat et des Communes, p. 11.

viduelle. On a voulu qu'il serve à défendre les choses, la *propriété privée*, et M. Georges PERNOT, ancien Garde des Sceaux, a déposé au Sénat une proposition de loi assimilant l'occupation des lieux de travail à la violation de domicile. Il faut espérer que cette proposition n'aboutira pas, car, comme on l'a dit, « l'ancien Garde des Sceaux a mal situé la réforme : étant donné son but, il fallait insérer la disposition nouvelle, non dans l'article 184 du Code Pénal, mais au chapitre des crimes et délits contre les propriétés, avec le vol, l'escroquerie et l'abus de confiance... » (1).

A. — *La question de la répression pénale des occupations.*

Dans son numéro du 6 juin 1936, le *Bulletin Quotidien* informait ses lecteurs que les occupations d'usines pourraient donner lieu à l'application des articles suivants du Code pénal :

Art. 414, art. 341, art. 334, art. 438, art. 400, art. 440, art. 442, art. 185. Il déclarait l'article 184 inapplicable.

En réalité, les seuls articles intéressants sont les articles 184 sur la violation de domicile et l'article 414 sur l'atteinte à la liberté du travail. Les autres visent des cas spéciaux : tel l'article 400 sur les signatures des contrats obtenus par force, violence ou contrainte.

a) *L'article 184 du Code Pénal.* — Il est ainsi rédigé :

« Tout individu qui se sera introduit à l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen, sera puni d'un emprisonnement de 5 jours à trois mois et d'une amende de 16 à 200 francs ».

MM. André MORILLOT, Paul COROZE et E. MORAND

(1) Andrée JACK, article cité.

estiment que cet article pourrait s'appliquer à la grève sur place (1).

En effet, disent-ils, deux éléments sont nécessaires :

1°) L'introduction dans un domicile. Les locaux d'une entreprise constituent-ils un domicile ? Oui, d'après ces trois auteurs, car *la jurisprudence a étendu considérablement cette notion*, et un arrêt de la Cour de Paris du 16 février 1916 spécifie qu'il y a domicile « quelle que soit l'affectation donnée aux locaux exploités : qu'il en est ainsi notamment dans les lieux où s'accomplit un travail habituel, où s'exercent une industrie, un commerce ou une profession, un métier quelconque et quelle que soit la partie des lieux occupés où se produit l'introduction du délinquant avec violence et menace ».

2°) L'introduction avec violence ou menace. La difficulté est plus grande de ce côté-là, car il n'y a pas délit si la personne ayant pénétré dans une maison se refuse à en sortir malgré l'ordre du propriétaire. Pourtant, en 1933, les membres de la Fédération des Contribuables introduits dans l'appartement du sénateur JACQUIER, et qui refusaient d'en sortir, furent poursuivis et condamnés pour violation de domicile. Le tribunal déclara que leur nombre avait intimidé le domestique, ce qui constituait une violence morale, sinon matérielle.

En dehors des trois auteurs précités, nous n'avons trouvé que M^e Albert LETELLIER (2) et M^e Gaston BLOCH (3) pour adopter ce point de vue qui a été réfuté facile-

(1) Les occupations d'usines et leurs conséquences juridiques. S.E.I.E., novembre 1936.

(2) M^e A. LETELLIER. Grèves sur le tas. *Vie judiciaire*, 10 juillet 1936.

(3) M^e N. G. BLOCH. Occupations d'usines. *Vie judiciaire*, 31 août 1936.

ment par la grande majorité des juristes, et tous ont fait valoir les mêmes motifs :

D'abord les textes de droit pénal sont d'interprétation stricte, on ne peut en étendre la portée : c'est la règle *nulla poëna sine lege*. Ensuite, l'article 184 vise comme on l'a dit, non pas à protéger la propriété, mais la personne de l'habitant, comme on peut le voir dans l'exposé des motifs de la loi du 28 avril 1832. Enfin, même en admettant la possibilité d'appliquer l'article 184, les éléments constitutifs du délit feraient défaut. Les tribunaux saisis en 1936 ont refusé de voir en l'occupation des usines une violation de domicile. M. Albert BUISSON leur donne raison (1).

M. Albert CROQUEZ conteste la portée que l'on veut donner au domicile en l'étendant aux lieux de travail. L'arrêt du 16 février 1916 ne semble pas y avoir étendu la protection de l'article 184. Du reste cet arrêt est contraire à toute la jurisprudence antérieure et postérieure, ainsi qu'à l'esprit de la loi de 1832. M^e Edmond LASKINE, M. A. BUISSON, M. J. BIASCA, M. Claude HOCHÉ partagent ce point de vue.

L'élément violences ou menaces ne saurait être retenu — sauf de rares exceptions — dans le cas qui nous occupe. On sait que les occupations d'usines furent en réalité des *installations* dans l'usine et que les ouvriers étaient dans les locaux en vertu de leur contrat de travail (2).

(1) Albert BUISSON. *Revue des Deux Mondes*. 1^{er} novembre 1936.

(2) M. A. CROQUEZ. Les occupations d'usines. Sirey 1937.

M. E. LASKINE. Les occupations devant la loi. *Vie jud.*, 20 juillet 1936.

M. J. BIASCA. La grève sur le tas et ses conséquences juridiques. *Gazette du Palais*, 7 avril 1936.

L'article 184 du Code Pénal doit donc être délibérément écarté.

b) *L'article 414 du Code pénal.* — Il est ainsi rédigé :

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 frans à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice del'industrie ou du travail ».

L'article 414 ajoute :

« Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police (interdiction de séjour) pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus ».

Autrefois, les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal réprimaient la formation de syndicats, les grèves et le lock-out. Depuis la loi du 25 mai 1864, le délit de coalition n'existe plus. Mais les articles 414 et 415 du C. P. répriment l'*abus* du droit de coalition et de grève.

Contrairement à ce que nous avons vu pour l'article 184 du C. P., la possibilité d'appliquer l'article 414 est fréquente (1). Des jugements sont intervenus. Le premier est celui du Tribunal correctionnel de Bordeaux (11 juillet 1936) :

« Attendu qu'il est sans conteste que les ouvriers ont violé la loi dans les conditions spécifiées à l'article 414 du C. P.,

(1) Cf. la jurisprudence, à la table des matières.

« Déclare les prévenus coupables d'atteinte au libre exercice du travail... ».

La doctrine est assez divisée sur ce point. En majorité, elle est favorable à l'application de l'article 414 aux grèves sur place. Mais elle fait des réserves. M. A. BUISSON, par exemple, pense que la loi ne peut viser que les meneurs. D'autres auteurs insistent sur le fait que les éléments constitutifs du délit ne se sont pas trouvés dans *tous* les cas d'occupations.

Deux éléments sont nécessaires :

1° Violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses.

a) Violences et voies de fait. Cette notion a été considérablement élargie par la jurisprudence. Elle comprend non seulement les coups et blessures, mais des actes qui, sans toucher la personne, sont de nature à « l'impressionner vivement ».

Est une violence légère « le fait de pousser une personne sans qu'il en résulte ni coups ni blessures, ni chute sur un corps dur » (Crim. 5 novembre 1875).

Ou encore :

« Le fait de poursuivre une voiture en donnant de la trompe et en battant du tambour, de frapper la voiture avec une telle violence que le voyageur, en proie à une vive émotion en présence du danger que lui faisaient courir les écarts de son cheval, a été obligé de descendre » (Riom, 17 octobre 1888).

Ou bien :

« Le fait d'avoir pris le chapeau d'une personne et de l'avoir jeté violemment à terre » (Trib. de simple police de Paris, 16 mai 1906).

On peut donc facilement trouver dans *certaines* grèves avec occupation des faits pouvant être assimilés à

des violences ou voies de fait, que ces faits aient été dirigés contre les patrons ou contre des ouvriers réfractaires à la grève.

La jurisprudence admet aussi que les violences peuvent être exercées contre les choses.

b) Menaces. La jurisprudence est là aussi très compréhensive. Exemple, est une menace :

« Le fait, de la part d'un ouvrier gréviste, de traiter de fainéant un ouvrier non gréviste et de lui dire : « C'est bien, nous t'aurons » (Cass. Crim. 24 juin 1911).

« L'ordre d'abandonner un chantier sous peine de s'en voir expulsé par la force » (Bourges 19 juin 1894).

« Ces menaces, prévues par l'article 414 du C. P. doivent être de telle nature qu'un homme *normalement énergique*, qui en est l'objet, soit amené à agir contre sa propre volonté et à faire ce qu'il ne veut pas faire... » (Lyon 8 juillet 1931).

Il faut donc, pour savoir s'il a eu *abus* du droit de coalition et de grève, « rechercher dans chaque cas d'espèce, si la pression qui a été faite, soit sur les patrons, soit sur d'autres ouvriers, n'a pas dépassé *les limites d'une action corporative normale* ayant en vue la défense des intérêts professionnels » (1).

c) Manœuvres frauduleuses. Celles-ci doivent être entendues plus largement que celles prévues à l'article 405 du C. P.

Par exemple (2), le fait par les organisateurs d'une grève, d'affirmer des faits qu'ils savent mensongers, d'attribuer au patron des résolutions qui n'ont pas été prises, d'annoncer le succès dans la ville voisine de pré-

(1) MORILLOT, COROZE et MORAND, o. c. p. 14.

(2) Id., p. 18.

tentions analogues aux leurs, alors qu'il n'en est rien, et qu'ils le savent...

2° a) Poursuite de la hausse illicite des salaires.

Si les ouvriers ont fait grève par simple solidarité, comme cela s'est produit quelquefois, ou dans un but politique, l'article 414 du C.P. est inapplicable.

b) Atteinte au libre exercice de la liberté de l'industrie et du travail.

Cet élément s'est rencontré souvent, dans les mesures prises contre les non syndiqués.

Il semble donc que l'article 414 du Code Pénal pouvait, dans certains cas, s'appliquer aux occupants des usines. Des jugements, on l'a dit, sont intervenus en ce sens.

En réalité, c'est surtout les meneurs (cf. les articles de MM. A. BUISSON et P. BIASCA) que la loi veut punir.

Ajoutons qu'en aucun cas *l'occupation en elle-même* ne peut constituer une violence ou une voie de fait. Ce n'est donc pas l'occupation qui constitue le délit, car « les faits d'entrave à la liberté du travail n'accompagnent pas toujours la grève sur place, et ils se rencontrent dans d'autres sortes de grèves... Cette forme de lutte n'est pas illicite en soi ; elle le devient dans les mêmes circonstances et pour les mêmes motifs juridiques qu'une grève ordinaire » (1).

(1) Andrée JACK, o. c. p. 412.

D'autres articles du C. P. pouvaient être appliqués dans des cas très rares d'occupation :

Art. 241 à 344 sur la séquestration.

Art. 309 et suivants sur les violences.

Art. 379 sur le vol.

Art. 440 à 442 sur le pillage, etc.

Souvent c'est la gravité des peines (travaux forcés à perpétuité) qui a arrêté les poursuites).

B. — *La question de l'indemnisation et de la répartition des dommages causés.*

Du fait des occupations, les employeurs ont subi des dommages dont ils ont cherché à obtenir la réparation. Tout de suite, il leur est apparu que les personnes contre lesquelles une action pouvait être intentée, étaient : les délinquants eux-mêmes, les communes et enfin l'Etat.

1° Responsabilité civile des délinquants.

Les grévistes pouvaient-ils être poursuivis en vertu de l'article 1382 du Code civil ? C'est incontestable. Mais il faut remarquer que ces poursuites étant nécessairement *individuelles* seraient restées illusoires, du fait de la disproportion entre l'étendue du préjudice causé et l'insolvabilité des délinquants. Pourtant des procès furent intentés au civil, par la voie généralement choisie des référés, non pas tant pour obtenir des dommages-intérêts, que pour avoir une décision d'ordre exécutoire, d'expulsion des ouvriers. En effet, les grévistes étaient des occupants sans titre ; les propriétaires protégés par les articles 544 et 545 du Code civil pouvaient exiger d'être réintégrés dans leurs droits. Des tribunaux (1), notamment ceux de Pau, de Château-Thierry et de Lyon, ordonnèrent « l'expulsion sans délai des occupants par huissier, assisté au besoin par la force publique ».

Mais, sauf de très rares exceptions, les autorités judiciaires et la police n'intervinrent pas pour procéder à l'évacuation manu militari, des lieux de travail.

2° Responsabilité des communes et de l'Etat.

C'est une responsabilité collective, par conséquent moins aléatoire que celle des délinquants pris isolément.

(1) Cf. la jurisprudence dans la Bibliographie.

M. G. JÈZE distingue deux moyens juridiques pour faire ressortir les responsabilités de la personne publique (1).

1°) Les moyens découlant, *en dehors de tout texte législatif*, des principes généraux du Droit public français en matière de responsabilité pécuniaire de l'administration, à raison du fonctionnement d'un service public.

C'est ce que M. Albert CROQUEZ (2) appelle plus simplement *l'action de droit commun*.

2°) Les recours juridictionnels organisés par des textes législatifs *pour tel ou tel cas particulier* de fonctionnement d'un service public.

M. A. CROQUEZ les englobe sous le nom « *d'action de droit exceptionnel* », les textes applicables en la matière étant les articles 106 et suivants de la loi municipale du 5 avril 1884, modifiés par la loi du 16 avril 1914.

a) *L'action de droit commun.*

Le droit public français admet la responsabilité pécuniaire de l'administration en cas de préjudice résultant du mauvais fonctionnement d'un service public. Il admet même de nos jours la responsabilité de l'administration s'il n'y a pas mauvais fonctionnement du service. Ces deux cas demandent à être distingués.

I. — Il y a eu mauvais fonctionnement du service public. Cela peut résulter soit d'une faute précise d'un agent, soit de la faute du service public lui-même (organisation défectueuse), soit enfin de l'absence de fonctionnement du service, ou de son retard à fonctionner. La faute sera, par exemple, dans le cas des occupations,

(1) G. JÈZE. Revue de D. P., o. c. p. 500 et suiv.

(2) A. CROQUEZ, o. c. p. 11.

le refus du maire d'intervenir à la requête d'un patron, ou bien l'intervention de la municipalité dans le ravitaillement des grévistes.

II. — Il n'y a pas eu mauvais fonctionnement du service public. Comme le dit M. JÈZE, il faut, pour qu'il y ait indemnisation, que les dommages excèdent, par leur importance, ceux que les administrés doivent subir par le fait même qu'ils vivent en société et font partie d'une collectivité publique.

Il en est ainsi lorsque l'administration se refuse volontairement à faire exécuter les décisions de justice, comme ce fut le cas pour les arrêts de référé rendus par plusieurs tribunaux civils. On a crié à l'anarchie. Pourtant tout le monde connaît la notion ancienne de *raison d'Etat*, par laquelle le gouvernement peut se refuser à prêter le concours de la force armée quand il y a péril pour l'ordre et la sécurité des citoyens.

On conviendra que c'était le cas en juin 1936, alors que 1.800.000 ouvriers faisaient la grève sur le tas.

Le refus d'intervenir a donc constitué un *acte de gouvernement*. Son *opportunité* n'était pas niable. Il n'en reste pas moins que « ce refus d'agir n'est pas une illégalité. Mais si l'individu à qui le secours de la force publique est refusé, éprouve, de ce chef, un préjudice, il subit un *préjudice spécial, anormal*, on lui impose, dans l'intérêt public, un sacrifice immérité. Une indemnité doit lui être accordée » (1).

Le Conseil d'Etat a eu à se prononcer dans un cas semblable. Il a affirmé, par son arrêt du 23 novembre 1923, dans l'affaire *Couitéas*, le principe du droit à l'indemnité.

(1) G. JÈZE, o. c. p. 503.

Le sieur Couitéas, propriétaire en Tunisie, avait obtenu par jugement le droit de faire expulser de ses domaines des indigènes qui, en vertu de coutumes très anciennes, s'en estimaient les légitimes occupants. Par crainte des troubles que ces expulsions auraient pu entraîner dans le pays, le gouvernement avait toujours refusé à Couitéas le concours des troupes d'occupation nécessaires à la mise en vigueur du jugement. Le Conseil d'Etat s'exprime ainsi :

« En prenant, pour les motifs et dans les circonstances ci-dessus rappelées, la décision dont se plaint le sieur Couitéas, ledit gouvernement n'a fait qu'user des pouvoirs qui lui sont conférés, en vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans un pays de protectorat. Mais le justiciable, nanti d'une sentence judiciaire dûment revêtue de la formule exécutoire, est en droit de compter sur l'appui de la force publique pour assurer l'exécution du titre qui lui a été ainsi délivré. Si le gouvernement a le devoir d'apprécier les conditions de cette exécution et le droit de refuser le concours de la force armée, tant qu'il estime qu'il y a danger pour l'ordre et la sécurité, le préjudice qui résulte de ce refus ne saurait, s'il excède une certaine durée, être regardé comme une charge incombant normalement à l'intéressé, et il appartient au juge de déterminer la limite à partir de laquelle il doit être supporté par la collectivité ».

D'après M. JÈZE, le principe de l'arrêt Couitas devrait régler le cas des usines occupées. C'est aussi notre avis. Mais des auteurs soutiennent que le principe n'est valable qu'en territoire étranger et d'autres observent que le retour à la théorie des actes du Gouvernement

nous ramène aux conceptions rétrogrades du Second Empire.

Pourtant, si la force publique n'est pas intervenue, c'est dans un souci d'ordre et de sécurité. Le sang n'a pas été versé et l'illégalité a été cependant reconnue. Pourquoi ne pas admettre la similitude entre les grèves de juin 1936 et le cas Couitéas ?

Les industriels auront donc droit à une indemnisation, du fait qu'ils pourront faire la preuve d'un dommage direct, et de l'inaction des pouvoirs publics sollicités par eux, pendant une *certaine durée*, (cette notion vague étant laissée à l'appréciation des tribunaux administratifs compétents : Conseil d'Etat, pour les actions contre l'Etat, Conseil de Préfecture pour les actions contre les communes).

Il sera intéressant de voir quelle attitude adoptera le Conseil d'Etat en cette matière.

b) L'action de droit exceptionnel.

Elle ne peut être exercée en même temps que l'action de droit commun dont nous venons de parler.

Nous n'insisterons pas sur la responsabilité de l'Etat et des communes d'après la loi du 5 avril 1884 et celle du 18 avril 1914 (1) dans le cas des occupations d'usines pour la raison suivante : l'action en responsabilité n'aurait, dans la presque totalité des cas, aucune chance d'aboutir.

Quatre conditions sont, en effet, exigées à la fois, pour que puisse s'appliquer la loi du 16 avril 1914.

Les dégâts et dommages :

1) doivent résulter de crimes et délits ;

(1) La loi de 1914 a substitué à l'idée de faute celle de *risque social*.

2) doivent avoir été commis à force ouverte ou par violence ;

3) par des attroupements armés ou non ;

4) et il faut enfin que le préjudice soit direct.

Or presque jamais dans les occupations on n'a pu relever de crimes ou délits au sens de la loi pénale ; quand des violences ont été commises, elles ont été le fait d'individus agissant isolément, et non, comme le dit M. Henri ROUSSEAU, « l'œuvre d'un groupe d'hommes, agissant sous l'empire de sentiments communs ». Quant à la condition d'un attroupement, elle ne sera pas remplie, du fait que des ouvriers seront réunis sur le lieu du travail (la condition sera au contraire remplie dans le cas où des meneurs étrangers, des individus suspects, se seront mêlés au personnel) ; enfin il sera difficile d'apprécier si le dommage causé est direct ou indirect.

Tout en n'excluant pas la possibilité d'intenter une telle action devant le tribunal civil compétent, nous devons donc observer que *presque jamais*, les conditions nécessaires ne seront réunies, et que par conséquent, la seule chance d'indemnisation des employeurs résultera de l'action de droit commun, intentée devant les tribunaux administratifs, selon le principe de l'arrêt Couitéas (1).

(1) M. A. CROQUEZ y ajoute la voie indirecte de la prise à partie selon l'article 505 du Code de Procédure Civile.

CONCLUSION

Il y a deux types d'occupation des usines, selon que les ouvriers poursuivent deux buts différents : ou bien ils s'emparent des usines avec le sentiment qu'elles sont leur propriété, ou bien ils s'y installent, les mettent en quelque sorte sous séquestre, pour faire aboutir leurs revendications économiques.

Dans le premier type, qui est révolutionnaire et que la Russie a illustré, l'ordre existant est aboli et le droit de propriété déplacé. Les occupations italiennes de 1920 s'apparentent à ce type, comme nous avons tenté de le montrer. L'expérience n'a pas réussi — mais elle aurait pu réussir. L'état d'esprit des occupants les poussait à l'instauration d'un nouveau régime : telle revendication en apparence professionnelle, comme le contrôle ouvrier, est d'essence strictement politique. Enfin le caractère révolutionnaire est suffisamment marqué, par ce fait que les usines ont été prises du dehors, par des ouvriers armés, et que pendant près d'un mois ces ouvriers ont tenté d'en assurer l'exploitation.

Dans le second type, l'occupation est un nouvel aspect économique de la grève. *Le travail est pour l'ouvrier un droit de propriété qu'il défend avec la seule*

arme efficace qu'il possède. Il n'emploie cette arme que poussé par les besoins du moment et les circonstances. Les grèves de France et des Etats-Unis de 1936 et 1937 peuvent être considérées comme appartenant à ce second type.

Il faut remarquer que l'opinion publique des divers pays où se déroule la grève avec occupation de caractère économique, est généralement favorable aux grévistes. Pour cette raison, les pouvoirs publics — que ce soit le gouvernement L. BLUM ou le gouvernement ROOSEVELT — ne leur manifestent aucune hostilité. Enfin l'extension de cette forme de grève au monde entier à l'heure actuelle, montre qu'elle répond certainement à des nécessités de la vie économique moderne.

Les occupations françaises, tout le monde s'est plu à le reconnaître, n'ont eu aucun caractère révolutionnaire. *On aurait pu le leur donner*, et c'est là surtout que réside leur danger. Dans l'état actuel des législations, les occupations violent certains principes considérés jusque là comme intangibles : *on ne pourra cependant les éviter qu'en les rendant inutiles*, faute de quoi la légalité, sous prétexte de force majeure, ne sera pas respectée.

Le calme dans lequel se sont déroulées les grèves de juin en France, est une preuve pour notre pays de sa haute maturité politique. Dans d'autres pays, les mêmes faits, agrémentés des mêmes provocations au désordre, auraient eu les conséquences les plus funestes.

Il ne faut pas se dissimuler que le caractère pacifique des occupations françaises a eu un immense retentissement à l'étranger. Après l'accord Matignon et la déclaration de M. L. JOUHAUX annonciatrice d'une « ère

nouvelle », le Bulletin Quotidien reprochait au secrétaire général de la C.G.T. de faire des procédés de la lutte française un article d'exportation :

« Si la nouveauté des procédés français se réduit à employer des actes illégaux comme moyens de contrainte autorisée par l'Etat, il est douteux qu'elle soit appréciée chez les démocraties anglo-saxonnes » (1), disait-il.

Pour illustrer cette malheureuse prophétie, de janvier à juillet 1937, des centaines de milliers d'ouvriers des Etats-Unis et même du Canada, ont fait dans la métallurgie, les houillères, l'industrie automobile, etc..., la grève sur le tas. Or il n'y a pas dans ces pays d'éléments révolutionnaires, au sens où nous l'entendons en Europe, et on ne peut nier que les buts poursuivis étaient strictement économiques.

On sait que la lutte menée par John LEWIS aux U.S.A. vise moins à obtenir des avantages matériels, qu'à faire reconnaître son organisation, le C.I.O. (Comité d'Organisation Industrielle) dont il veut faire un syndicat indépendant, à la manière de notre C.G.T.

Tant que l'administration a toléré les occupations, on n'a déploré aucun trouble. Puis certains jugements d'évacuation ayant été exécutés, les gaz lacrymogènes, les armes et divers projectiles sont entrés en action : il y a eu des morts et des blessés.

D'autre part, dans les usines que les ouvriers n'avaient pas pu occuper, les patrons ont fait travailler des « jaunes ». Les grévistes les ont assiégés. Ils ont établi de véritables fortifications autour des usines. Des

(1) Bulletin Quotidien, 9 juin 1936.

avons qui ravitaillaient les non-grévistes ont été abattus.

Les grévistes ont eu à se battre contre les jaunes d'une part, contre la police d'autre part. Le résultat est que John LEWIS a recruté des dizaines de milliers d'adhérents supplémentaires et que la méthode des occupations s'est implantée aux Etats-Unis plus profondément que jamais.

Pourtant l'occupation des usines en tant que procédé de lutte ne saurait être considérée comme un idéal. C'est de la bonne stratégie, mais c'est une stratégie *dangereuse* pour l'ordre public et les institutions en vigueur. Elle est une épreuve de force pure et *sa légitimité ne repose que sur l'absence d'autres procédés efficaces*. Tout récemment, en Hollande, les socialistes pressentis pour « débrayer », refusèrent d'adopter cette méthode de grève. Les syndicats hollandais firent remarquer également *qu'en l'état actuel des choses*, ils étaient assez forts et assez disciplinés pour utiliser les moyens de lutte habituelle (1).

La grève avec occupation ne se justifie donc en équité que lorsque la classe ouvrière ne dispose d'aucune garantie pour protéger son droit au travail. *A l'heure actuelle, on ne comprendrait plus que l'ouvrier français, organisé dans des syndicats puissants et doté de l'institution de l'arbitrage obligatoire, emploie la grève sur le tas pour faire aboutir ses revendications.*

La grève est une arme suprême comme la guerre. Le règlement pacifique des conflits ne suffira pas à la faire disparaître avant que l'esprit des hommes ait réussi

(1) Doss. A. P. 1937, 1^{re} trimestre.

par une évolution de chaque jour, à substituer l'idée de Droit à celle de Force.

Il appartient aux gouvernements des pays libres, non de supprimer la grève, mais de la réglementer d'une façon telle, qu'elle reste *efficace*, tout en évitant le maniement d'une arme aussi dangereuse à tous les points de vue que l'occupation des usines.

Le Doyen de la Faculté de Droit :

ALLIX.

Vu, le Président par intérim :

William OUALID.

Vu, le Recteur :

ROUSSY.

